La LIBERTÉ

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
Vol. 93 n° 25 • du 4 au 10 octobre 2006 • SAINT-BONIFACE
1,10 $ + taxes

Dans L'ACTUALITÉ

Action de Grâces

N'OUBLIEZ PAS! EN RAISON DU CONGÉ DE L'ACTION DE GRÂCES, *La Liberté* vous sera livrée une journée plus tard la semaine prochaine.

Le couperet Harper

DES COMPRESSIONS DE UN MILLIARD font mal aux francophones, dans des domaines comme le droit, l'alphabétisation et les musées.

■ Pages 3 et 5.

Élections scolaires

DES NOUVEAUX CANDIDATS PARLENT de leurs priorités. Rencontre avec Lefco Doche, Armand Bédard et Denis Clément, qui présentent leur candidature aux postes de commissaires à la DSFM.

■ Page 8.

Le SOMMAIRE

Comment nous joindre?
Téléphone : 237-4823
Télécopieur : 231-1998
Sans frais : 1 800 523-3355
la-liberte@la-liberte.mb.ca



photo : Daniel Bahuaud

Scène automnale croquée par une journée qui ressemblait encore à l'été, cette outarde profitait du beau temps le week-end dernier, avant que vienne le temps de la migration.

SAINT-BONIFACE

La Résidence Langevin est à vendre

Daniel BAHUAUD

L'Accueil colombien a décidé, le 26 septembre, de mettre la Résidence Langevin en vente.

« C'est avant tout une question de viabilité financière, souligne le directeur de l'Accueil colombien, Guy Mao. Nous n'avons pas l'argent pour rénover l'édifice. Au départ, nous voulions même le raser pour agrandir l'Accueil colombien et rencontrer la demande accrue d'espace résidentiel. »

Le vice-président du conseil d'administration, Réal Sabourin, explique : « Il y a deux ans et demi, notre étude de faisabilité a démontré que notre projet d'agrandissement de l'Accueil colombien était la seule avenue possible. C'est regrettable qu'un petit groupe de personnes puisse *stopper* nos démarches. On devra maintenant nous limiter à l'espace que nous avons. »

L'annonce de la démolition possible de l'édifice avait à l'époque suscité une vive opposition chez des résidants et organismes du quartier, qui ont créé le groupe Héritage Saint-Boniface pour se mobiliser contre le projet. Pour tenter d'amener les deux groupes à discuter ensemble, la Province a nommé un médiateur l'été dernier. L'avocat Michel Chartier travaille depuis avec les deux parties.

« Les discussions se sont concentrées uniquement sur le développement du logement en général, au lieu de parler spécifiquement de la viabilité de notre projet d'agrandissement de l'Accueil colombien, déclare Réal Sabourin. Voilà pourquoi nous en sommes arrivés à notre décision. »

Cette déclaration surprend Michel Chartier. « Rien dans la teneur de notre dialogue ne laissait entendre que l'Accueil colombien allait trancher la question de cette façon, dit-il. Et nous avons bel et bien discuté de la viabilité du projet. »

Les pourparlers se poursuivent, dit-il. Michel Chartier a rencontré un groupe le 29 septembre et, au moment d'écrire ces lignes, comptait s'asseoir avec l'autre groupe le 5 octobre.

Le président par intérim d'Héritage Saint-Boniface, David Dandeneau, est heureux de la décision de l'Accueil colombien. « La Résidence Langevin sera préservée, fait-il remarquer. Le site est encore désigné historique par la Ville. Maintenant, il faut voir au maintien de l'édifice. Il faudra convoquer une réunion de notre organisme, et inviter les leaders de la communauté à travailler avec nous pour trouver un nouveau propriétaire. Nous devons aussi travailler avec l'Accueil colombien pour lui enlever le fardeau financier de la Résidence Langevin. À court terme, pourquoi ne pas trouver de nouveaux locataires? »

Par ailleurs, la garderie Le P'tit Bonheur, qui devait quitter la Résidence Langevin pour de nouveaux locaux situés rue Marion, est toujours dans l'édifice.

Coup d'œil national

SUITE AU RAPPORT O'CONNOR, LA GRC MARCHE SUR DES OEUFS

PAS DE PROBLÈME... C'EST NOTRE SPÉCIALITÉ !

GIULIANO ZACCARDELLI COMMISSAIRE

JUSTICE

POLITIQUE FÉDÉRALE

Shelly Glover, candidate conservatrice

Une nouvelle venue se porte candidate dans l'investiture conservatrice dans la circonscription de Saint-Boniface. Shelly Glover veut tenter sa chance à Ottawa.

Guillaume DANDURAND

Adhérant aux valeurs du parti du premier ministre Stephen Harper, Shelly Glover a annoncé, le 26 septembre, qu'elle se portera candidate à l'investiture conservatrice dans la circonscription de Saint-Boniface, un bastion libéral.

Active dans sa communauté, Shelly Glover compte 16 années d'expérience pour le Service de police de Winnipeg (SPW). Elle dirige présentement une équipe de 12 patrouilleurs, membres de la division de l'intervention prévue en cas de situations « non urgentes ». Elle est surtout connue au Manitoba pour ses trois années comme porte-parole officielle au SPW.

La jeune politicienne de 39 ans affirme avoir un engagement profond envers sa communauté, mais ne possède pas d'expérience en politique. Shelly Glover a toutefois « travaillé avec plusieurs politiciens » lorsqu'elle était porte-parole pour le SPW. Ce qui lui confère, selon elle, une certaine connaissance du monde de la politique.

« Plusieurs choses m'ont frustrée, affirme la candidate conservatrice. Nous avons vu la corruption de l'ancien gouvernement libéral. C'est le temps de mettre en place l'imputabilité à Ottawa. » Shelly Glover reprend les thèmes déjà connus de la campagne conservatrice lors des élections fédérales de 2006 : abolition du registre des armes à feu et imputabilité du gouvernement. Le candidat conservateur de l'époque, Ken Cooper, n'a toutefois pas remporté le suffrage.

Shelly Glover explique pourquoi il a perdu. « Intelligent et dévoué, notre candidat conservateur ne pouvait représenter la communauté. » Shelly Glover est en effet bilingue. Ken Cooper, non. Elle croit donc que cet avantage linguistique sera d'une grande utilité lors de l'investiture et des élections.

Le député libéral de Saint-Boniface, Raymond Simard, n'est pas d'accord. « tre bilingue, ce n'est pas tout, s'exclame-t-il. Il faut avoir les intérêts de sa communauté à cœur. Elle va avoir à défendre les coupures de son parti, par exemple. »

La native de Saint-Boniface n'a cependant pas répondu aux questions sur les coupures de un milliard $ dans divers programmes sociaux effectuées par le gouvernement minoritaire de Stephen Harper le 25 septembre. Shelly Glover s'est plutôt concentrée à décrire son engagement bénévole et rétribué envers la communauté.

« Prendre soin et m'occuper des enfants a toujours été un aspect important de ma vie », souligne-t-elle. En plus de siéger à différents conseils d'administration d'organismes sportifs pour jeunes, Shelly Glover a aussi été membre des conseils de Grands frères et grandes sœurs du Canada, Service d'aide et soutien — grossesses en crise et divers conseils scolaires. La



photo : Guillaume Dandurand

D'allégence conservatrice, Shelly Glover se lance en politique fédérale.

policière a aussi enquêté sur les crimes des jeunes et des gangs de jeunes, le mauvais traitement des enfants et les allégations de nature délicate d'ordre sexuel et physique. Shelly Glover a aussi créé et présidé le comité communautaire du secteur nord de Winnipeg.

Si elle remporte l'investiture conservatrice, la tâche sera colossale pour Shelly Glover. Dans son histoire, le bureau des députés de la circonscription de Saint-Boniface affiche libéral depuis de nombreuses années. L'avance de Raymond Simard a toutefois diminué de près de 4 500 votes si l'on compare les élections fédérales de 2004 et celles de l'hiver dernier. Shelly Glover a bien l'intention de profiter de la vague conservatrice, munie de son engagement communautaire et de son bilinguisme.

La LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4

Directrice et rédactrice en chef : **Sylviane LANTHIER** ■ Adjointe à la rédaction : **Jennyfer COLLIN** ■ Journalistes : **Daniel BAHUAUD, Guillaume DANDURAND, Nathalie FORGUES** et **Patricia SAUZÈDE-BILODEAU** ■ Chef de la production et infographiste : **Véronique TOGNERI** ■ Secrétaire administrative : **Roxanne BOUCHARD** ■ Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)** ■ Bicolo : **Roxanne BOUCHARD** et **Véronique TOGNERI** ■ Projets spéciaux : **Daniel BAHUAUD.**

Les bureaux sont situés au **383, boulevard Provencher** et sont ouverts de **9 h à 17 h du lundi au vendredi** ■ Toute correspondance doit être adressée à **La Liberté, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4** ■ Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable ■ Téléphone : **(204) 237-4823** ■ Sans frais : **1 800 523-3355** ■ Télécopieur : **(204) 231-1998.**

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 17 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %. ■ Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet : **http://journaux.apf.ca/laliberte/** ■ Courrier électronique : Administration : **la-liberte@la-liberte.mb.ca** ■ Rédaction : **redaction@la-liberte.mb.ca** ■ Département graphique : **production@la-liberte.mb.ca**

L'abonnement annuel: **Manitoba :** 33,90 $ (TPS et taxe provinciale incluses) ■ **Ailleurs au Canada :** 37,10 $ (TPS incluse) ■ **États-Unis :** 95 $ ■ **Outre-mer :** 130 $ ■ Les abonné.e.s manitobain.e.s qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 $ par mois ■ Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach.**

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA À : C.P. 190, SAINT-BONIFACE (MANITOBA) R2H 3B4

COURRIEL : la-liberte@la-liberte.mb.ca

ISSN 0845-0455

Deloitte

APF

Donatien FRÉMONT

« Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide aux publications pour nos dépenses d'envoi postal »

Canada

BUDGET FÉDÉRAL

Des coupures drastiques

Les coupures de plus de un milliard $ annoncées par le gouvernement de Stephen Harper soulèvent un vent de contestation chez les minorités francophones.

Jonathan BLOUIN (APF)

Le gouvernement fédéral a annoncé en même temps, le 25 septembre, un surplus de 13,2 milliards $ et des compressions budgétaires de plus de un milliard $ dans les dépenses à venir au cours de la prochaine année. L'annonce a été faite par le ministre des Finances, Jim Flaherty, et son collègue du Conseil du Trésor, John Baird, alors qu'ils présentaient la révision des programmes fédéraux.

Ces compressions annoncées ont suscité un tollé du côté de la francophone minoritaire. Le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), Jean-Guy Rioux, s'est dit déçu de la révision des programmes.

« Le gouvernement faillit à ses obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles, dit-il. La loi oblige le gouvernement à prendre des mesures positives en faveur du développement de nos communautés. Or, le gouvernement n'a même pas rempli son obligation de consulter les communautés sur toute politique ou programme qui a un impact sur elles. C'est inacceptable. »

Selonn la FCFA, une douzaine de programmes concernent les communautés seront touchés par les compressions, dont le Programme de contestation judiciaire, le soutien à l'Initiative canadienne sur le bénévolat, le Programme de partenariats pour le développement social et les coupures administratives à Condition féminine Canada.

Condition féminine Canada

La présidente de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), Agathe Gaulin, dit qu'une rencontre est prévue entre quelques représentantes des femmes canadiennes et la ministre Bev Oda. « Même si le programme de promotion de la femme n'est soi-disant pas touché, le secteur administratif l'est. C'est un très petit ministère avec des bureaux en région. Les coupures affecteront le mécanisme interne et la livraison de services en français. »

Le programme de promotion de la femme semble épargné, mais Agathe Gaulin craint que la centralisation des opérations à Ottawa ait un impact en région.

Des répercussions au Sénat

La sénatrice Claudette Tardif et certains de ses collègues dénoncent aussi ces compressions. « La commissaire aux langues officielles sortante, Dyane Adam, a qualifié cette annonce comme un moment sombre, étant donné que le Programme de contestation judiciaire (PCJ) est essentiel à la démocratie du pays, explique Claudette Tardif. Les communautés doivent-elles ainsi comprendre que les programmes appuyant leur développement et leurs droits linguistiques sont jugés inefficaces par le gouvernement fédéral? »



Archives La Liberté

Stephen Harper.

La sénatrice Marjory LeBreton, leader du gouvernement au Sénat, a renvoyé sa collègue au budget du ministre Jim Flaherty, dans lequel le gouvernement a promis d'examiner les programmes pour veiller à ce que chaque dollar dépensé produise des résultats valables. « Les économies réalisées s'élèveront à 2,8 millions $ par année pour les exercices 2006-2007 et 2007-2008, dit-elle en référence à l'abolition du PCJ. Si nous faisons mieux notre travail dans cette enceinte et à la Chambre des communes pour nous assurer que nos lois respectent la Constitution, il ne sera peut-être pas nécessaire que des groupes contestent ces lois devant les tribunaux. Cela dit, dans les faits, nombre de personnes contestent nos lois. Elles y parviennent très bien sans qu'il soit nécessaire de les aider avec un programme fédéral. »

Des coupures ressenties localement

Guillaume DANDURAND

Le gouvernement de Stephen Harper a promis une gestion responsable du budget fédéral lors des élections de 2006. Le 25 septembre, il a réduit de un milliard $ le financement de divers programmes sociaux et culturels considérés inefficaces, trop complexes ou qui n'entrent pas dans les priorités du gouvernement. Déçue, la communauté franco-manitobaine manifeste son mécontentement.

La directrice générale de Pluri-elles, Mona Audet, est déterminée à dénoncer la réduction de 17,7 millions $ dans les programmes régionaux et locaux en alphabétisation. Désormais, seuls les programmes d'envergure nationale seront financés par Ottawa. « C'est inacceptable, dénonce-t-elle. Ça n'a pas de bon sens, on retourne des années en arrière. » En 2005, le programme d'alphabétisation de l'organisme disposait d'un budget annuel de 130 000 $. Avec les compressions annoncées, Pluri-elles devra se contenter de 50 000 $. Sa demande d'aide financière pour l'année 2006-2007, envoyée le 15 septembre, a été refusée. La fermeture de ces centres alpha en région semble inévitable et le travail de centaines d'apprenants, interrompu.

« Ce n'est pas juste une affaire d'éducation, ça va aussi nous toucher au plan économique, rappelle Mona Audet. Nous formons les nouveaux apprenants pour leur qualité de vie, pour qu'ils obtiennent de nouveaux emplois. Pluri-elles créait de l'emploi, ce sont donc moins de revenus pour plusieurs. C'est monsieur, madame tout le monde qui va payer. »

Côté culturel

Au Musée de Saint-Boniface, le directeur du musée, Philippe Mailhot, ne comprend pas. À la veille des élections fédérales de 2006, les conservateurs avaient promis un investissement de 75 millions $ dans le Programme d'aide au musée (PAM). Le gouvernement vient de réduire ce budget de moitié, neuf mois après son élection.

La ministre du Patrimoine canadien a cependant affirmé à la Chambre des communes, le 27 septembre, que les musées canadiens « méritent une nouvelle politique efficiente et efficace, et nous leur en donnerons une ». En attendant, le PAM et les musées doivent se débrouiller avec la somme prévue.

« En termes d'opérations journalières, nous ne sommes pas atteints [par ces compressions budgétaires] », explique Philippe Mailhot. Le budget de fonctionnement du Musée provient surtout de la Ville de Winnipeg, du Manitoba et de quelques autres bailleurs de fonds. Les musées continueront donc d'ouvrir leurs portes. Mais ils n'auront plus de financement pour subventionner les collections et les expositions. « Le budget fédéral pour les musées a pour mission d'appuyer la conservation d'objets, la documentation des collections et les expositions itinérantes, explique Philippe Mailhot. Les conservateurs ne sont pas prêts à appuyer les conservations. »

Réplique de la DSFM

Par ailleurs, la Divison scolaire franco-manitobaine a décidé de répondre à l'abolition du Programme de contestation judiciaire, en écrivant une lettre à la ministre de la Francophonie, Josée Verner, au ministre de la Justice, Vic Toews, ainsi qu'au premier ministre Stephen Harper pour exprimer leur désarroi. Les chefs des partis d'opposition et toutes les commissions scolaires francophones recevront un exemplaire de la lettre, qui dit affirme que « ce geste regrettable doit nous être expliqué ».

ÉDITORIAL

par Sylviane Lanthier

Dix ans pour changer notre monde

Il y a un avant et un après-CDEM. L'avant-CDEM, c'est ce qu'on était il y a plus de dix ans. Quand il n'y avait pas de Théâtre dans le cimetière pour animer Saint-Boniface au cours de l'été. Quand personne ne pensait que la salamandre pouvait servir d'outil de marketing touristique dans un petit village niché au cœur d'une petite montagne. L'avant-CDEM, c'est avant l'hôtel de La Broquerie, avant la Maison Chapelle de Saint-Malo et la Maison du Bourgeois du Fort Gibraltar. Avant le parc industriel de Sainte-Agathe, l'expansion du Musée de Saint-Joseph et la naissance du Musée laitier de Saint-Claude.

C'est avant que Saint-Laurent n'ait son centre de santé, et avant la mise sur pied des centres de services bilingues en ville et dans trois régions rurales francophones.

L'avant-CDEM, c'est quand la plupart des municipalités bilingues n'avaient pas de corporation de développement communautaire et ne se préoccupaient pas beaucoup de leur développement économique.

C'est avant que le premier ministre du Manitoba ne fasse de beaux yeux à sa communauté francophone et ne chapeaute une mission économique en France.

Il s'en est passé des choses en dix ans. Des projets, des initiatives, des essais et erreurs, des plans, des succès; un nombre incalculable de gens d'affaires et d'organisations communautaires se sont tournés vers le CDEM pour des conseils, des solutions, de l'énergie, des pistes d'avenir, de la concertation, de la mise en commun, du rêve et des réussites bien concrètes.

Ces projets et ces réussites n'appartiennent pas seulement au CDEM : ce sont d'abord le fait des entrepreneurs qui prennent le risque de se lancer en affaires, ou des communautés qui mettent la main à la pâte. Et dans bon nombre de projets communautaires, tout cela demande des heures de bénévolat et de démarches politiques, beaucoup de persévérance et encore plus de patience.

Le CDEM a toujours pris grand soin de mettre à l'avant-plan les gens et les communautés pour lesquels il travaille. Son rôle est celui d'un facilitateur et il aime bien, avec raison, que la gloire ne retombe pas sur lui seul.

Mais la vérité, c'est aussi que le CDEM est bien plus que cela. Depuis dix ans, le CDEM a été un moteur, un promoteur, un organisateur, un grand débrouillard, un ferment d'enthousiasme. Il a été celui qui croit. Et, porteur d'une si forte conviction que la francophonie (la fameuse valeur ajoutée du bilinguisme) pouvait réussir en affaires, le CDEM a été celui qui a répandu la bonne nouvelle et changé les mentalités.

Il y a eu un réel revirement depuis dix ans. Avant, les francophones étaient aussi capables de brasser des affaires; ils le faisaient depuis longtemps. Avant, les villages étaient aussi capables d'imaginer leur avenir; certains l'ont fait bien avant la mise sur pied du CDEM. Mais quelqu'un avait-il pensé qu'on pourrait aller si loin? Que la Province accepterait de bâtir un partenariat avec les francophones pour le marketing des attraits touristiques de leurs communautés? Que le gouvernement accepterait de vanter sa francophonie en affaires à l'étranger, et de s'y associer? Qu'une petite localité comme Saint-Léon prendrait en main un projet d'une telle envergure, qu'elle deviendrait la première région du Manitoba à voir s'élever un parc éolien?

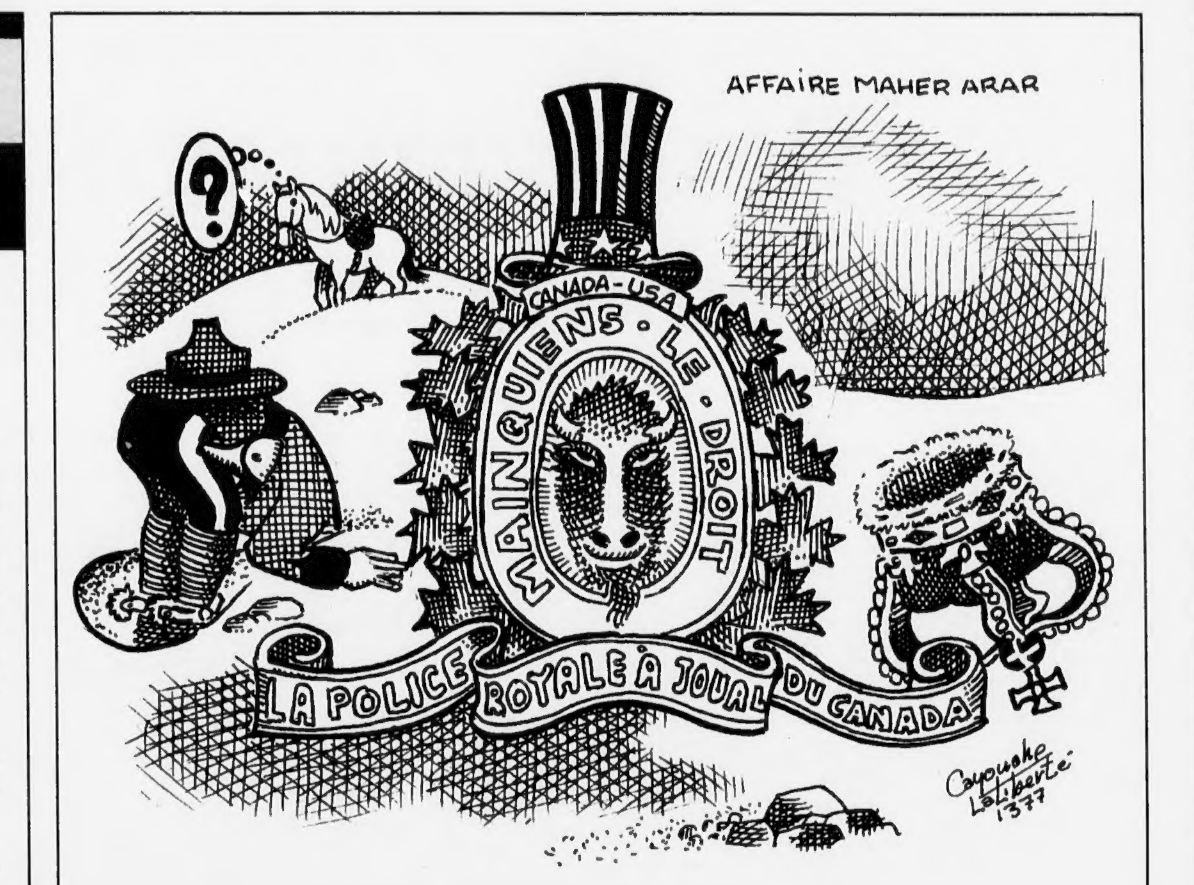
On peut dire toutes sortes de choses à propos du CDEM; on peut probablement parfois critiquer certains de ses choix et de ses orientations. Mais il faut donner à cette équipe ce qui lui revient. Célébrer son inépuisable énergie. Son sens du service communautaire, du réseautage et de la concertation. Son expertise dans l'art de promouvoir la communauté francophone. Et son inébranlable conviction que la francophonie manitobaine a sa place dans l'économie de la province... et dans celle du monde entier!

Citation DE LA SEMAINE

« On a entendu parler des coupures à la télévision. »

Le directeur général du Programme de contestation judiciaire, Noël Badiou, au sujet de la fin du financement de l'organisation.

■ **Page 5.**



À VOUS la parole

Félicitations à Annette Tencha-Hamel

Madame la rédactrice,

Chapeau bas à Mme Annette Tencha-Hamel pour sa contribution à la Chronique religieuse. J'ai rencontré Mme Tencha-Hamel pour la première fois lors de mes cours postsecondaires lorsqu'elle était ma professeure d'anglais, il y a plusieurs années. J'appréciais son sens de l'humour (signe d'une vie saine) qui est toujours actuel dans ses articles.

Mais ce que j'apprécie surtout, c'est sa profonde connaissance de la foi. Elle parle avec conviction d'après son expérience vécue sous le signe de la Croix bien acceptée. L'accent est toujours mis sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le spirituel.

Notre monde a grandement besoin d'entendre parler des vertus, du vrai Amour, de l'existence du diable (son meilleur truc ces jours-ci est de faire croire qu'il n'existe pas).

Merci Mme Tencha-Hamel pour le temps que tu consacres à nous renseigner et nous rappeler l'essentiel dans la vie. Merci pour les conseils clairs et sages que tu nous octroies avec des paroles empreintes d'une belle simplicité.

Armande Martine
Le 14 septembre 2006

Un très grand succès! Merci à la communauté!

Madame la rédactrice,

À la mi-juillet 2006, un groupe composé de représentants d'Entreprises Riel et son bureau de tourisme, Tourisme Riel, du Festival du Voyageur et du CDEM, se réunissait pour soumettre une proposition à CTV afin d'accueillir Canada AM à Saint-Boniface, berceau de la francophonie manitobaine. La soumission de Saint-Boniface fut retenue parmi une centaine de sites candidats.

Avec un peu plus de deux semaines d'organisation, nous avons fait appel à vous, la communauté, pour être là et démontrer votre joie de vivre et nous aider à faire plein feu sur Saint-Boniface. Vous étiez plus de quatre cents hardis francophones et amis des francophones qui avez répondu à l'appel au Fort Gibraltar, où certains d'entre vous ont choisi de camper le soir d'avant. À 5 h le matin, il faut l'faire!

Le 13 septembre dernier, plus de un million de personnes ont regardé l'émission de Canada AM mettant à l'honneur la communauté de Saint-Boniface. Grâce à votre contribution, le Canada entier a pu constater qu'il fait bon vivre à Saint-Boniface, une communauté vibrante et pleine d'énergie!

De la part du comité organisateur, un grand merci.

Normand Gousseau
Le 25 septembre 2006

Félicitations au CJP!

Madame la rédactrice,

Divertissante, originale, amusante, intéressante, même vibrante d'énergie. Voilà des mots qu'on n'utilise pas souvent quand on décrit une assemblée générale annuelle. Cependant, ce sont là des mots qu'on utiliserait pour décrire l'assemblée générale annuelle du Conseil jeunesse provincial du jeudi 21 septembre dernier. Bravo au CJP et à Donald Legal, président d'assemblée.

L'animation, voilà une distinction de la culture francophone. Cette assemblée fut certainement un modèle pour les autres organismes.

Mariette Kirouac
Directrice générale de l'Association culturelle franco-manitobaine
Cosette Dorge
Coordonnatrice de l'Association culturelle franco-manitobaine
Le 26 septembre 2006

Le danger de la route 59

Madame la rédactrice,

J'utilise la route 59 presque tous les jours depuis environ 25 ans. Je comprends mal que les politiciens se lavent les mains de toutes responsabilités concernant la construction et l'entretien, hiver comme été, d'un court bout de chemin situé entre le boulevard Bishop-Grandin et la Route périphérique au sud de Saint-Boniface et Saint-Vital.

Par au moins trois différents moments depuis 1981, j'ai écrit aux politiciens responsables de divers paliers gouvernementaux, surtout lorsque des élections approchaient, mais les réponses étaient rares... La Province dit que c'est à la Ville de s'en occuper et la Ville dit que c'est une responsabilité provinciale. Certaines municipalités rurales du sud ont aussi fait un peu de pression pour obtenir un correctif à cette anomalie.

L'ANOMALIE : Sur 100 km, la route 59 a quatre voies de Grande Plage (Beach) au nord jusqu'à près de 5 km au sud d'Île-des-Chênes... bravo! Cependant, il reste toujours un petit bout de chemin entre le boulevard Bishop-Grandin et la Route périphérique Sud qui n'a qu'une seule voie. Depuis quelques semaines, une deuxième voie est en construction, cependant, j'ai appris récemment que c'est une firme privée d'habitation qui en est responsable et qu'il restera encore un demi kilomètre, oui, oui, seulement. 0,5 km à construire pour compléter cette route de quatre voies.

Il y a des milliers de personnes qui empruntent cette route à tous les jours : étudiants et étudiantes du Collège universitaire de Saint-Boniface et de Providence College, journaliers venant de la campagne et vice-versa, camionneurs, ambulanciers, visiteurs du sud, vacanciers allant au sud et nombreuses autres personnes qui doivent se rendre à la ville pour des rendez-vous chez le médecin et des traitements contre des maladies, pour magasiner et j'en passe...

Étant donné qu'il semble y avoir quelques dollars pour l'amélioration des routes, je vous encourage à en parler à nos représentants de tous les partis politiques et de tous les paliers afin que ce bout de chemin potentiellement très dangereux pour des accidents soit construit. (Un demi kilomètre!) Communiquez avec ceux et celles que vous connaissez!

Un voyageur fatigué mais encore optimiste,

Louis R. Gosselin
Saint-Malo (Manitoba)
Le 28 septembre 2006

BUDGET FÉDÉRAL

Abolition du Programme de contestation judiciaire

Le gouvernement fédéral a décidé d'abolir le Programme de contestation judiciaire. Une décision que peu d'intervenants du milieu avaient appréhendée.

Nathalie FORGUES

L'annonce de l'abolition du Programme de contestation judiciaire est tombée sans préavis. Alors que le gouvernement de Stephen Harper annonçait un surplus de 13,2 milliards $ investi dans le remboursement de la dette, il éliminait du même coup des programmes considérés inefficaces.

Le directeur général du Programme de contestation judiciaire du Canada, Noël Badiou, indique ne pas avoir anticipé les intentions du gouvernement fédéral. « On n'a eu aucun préavis, aucune consultation, mentionne-t-il. On a entendu parler des coupures budgétaires à la télévision. »

Depuis le 25 septembre, le Programme de contestation judiciaire n'est plus en vigueur, permettant au gouvernement fédéral d'épargner 5,6 millions $. Aucune nouvelle cause ne sera financée, mais les engagements seront respectés.

« On attend un appel de Patrimoine canadien pour nous indiquer comment on va finaliser le programme et ce qui va arriver avec le personnel, reconnaît Noël Badiou. J'imagine qu'à un moment donné, on va fermer les portes. Ça va sûrement prendre encore quelques mois. »

Huit emplois sont menacés par l'abolition de ce programme qui a reçu 111 demandes pour l'année 2005-2006 au volet égalité et 31 au volet linguistique. Soixante-quatorze ont été financées dans le premier cas et 26 dans le second.

La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law (FAJEFCL) ne compte pas baisser les bras. « La perte des 3,2 millions $ par année représente un dur coup pour toutes les communautés minoritaires de langues officielles, indique le président de la FAJEFCL, Maître Roger Lepage. C'est l'argent qui outillait les communautés pour aller chercher leurs droits constitutionnels, surtout en matière scolaire, de services et de communication en français. »




Noël Badiou.



Archives La Liberté

Raymond Simard.

Origines manitobaines

Il faut retourner en 1979 pour voir les premières formes de contestations. La Cour suprême du Canada avait alors donné raison à Georges Forest qui contestait la loi des langues officielles de 1890. Celle-ci désignait l'anglais comme la seule langue au Manitoba.

« Georges Forest avait pu démontrer qu'un citoyen seul ne pouvait pas se battre sans argent pour faire valoir ses droits constitutionnels, indique Maître Roger Lepage. L'abolition du Programme de contestation représente un retour à l'époque pré-Georges Forest où ce sont seulement les plus convaincus, les plus têtus ou les plus riches qui peuvent faire respecter leurs droits linguistiques et constitutionnels. »

D'autres dossiers comme l'école du Père Mercure en Saskatchewan ou la saga entourant la fermeture de l'Hôpital Montfort à Ottawa ont eu recours au programme pancanadien.

« Ce n'est pas un programme pour subventionner des avocats, c'est un programme pour outiller les groupes communautaires, précise le président de la FAJEFCL. Enlever le Programme de contestation judiciaire, c'est comme enlever l'outil essentiel de ces groupes. Ils ne peuvent plus avoir accès à la justice parce qu'ils n'ont pas les ressources financières pour le faire. Maintenant, le grand danger, c'est que seuls les mieux nantis peuvent aller chercher la justice. »

« C'est très décevant et très frustrant parce que nous savons que c'est un programme très utile pour les communautés défavorisées, incluant les femmes, les personnes handicapées et les communautés ethniques, souligne Noël Badiou. Dire que ce n'est pas un programme bon pour les Canadiens, c'est vraiment une insulte. Les causes qui sont financées ont souvent une ampleur qui touche tous les Canadiens et pas juste les personnes qui présentent la cause. »

Le député libéral de Saint-Boniface abonde dans le même sens. « Je pense que les communautés minoritaires ont à s'inquiéter, soutient Raymond Simard. Je pense que c'est seulement le début des coupures et on voit toute la question d'idéologie liée à ce parti. Il dit avoir coupé dans des programmes où on voit du gaspillage. Pour nous, continuer à survivre dans un milieu minoritaire, ce n'est pas du gaspillage. »

La décision du gouvernement de Stephen Harper remet en question l'importance du projet de loi S-3 qui modifie la *Loi sur les langues officielles*. « Lorsqu'on pense que les Conservateurs ont voté pour le projet de loi S-3 il y a moins d'un an parce qu'ils croyaient que politiquement, c'était la meilleure chose à faire, c'est à n'y rien comprendre, constate Raymond Simard. Ça me décourage quand on pense à toute l'énergie qu'on a mise pour faire avancer certains dossiers et qu'en une journée, un parti peut tout mettre de côté. »

Des droits et libertés bafoués?

Il reste à savoir si la décision du gouvernement de Stephen Harper ne va pas à l'encontre de la *Loi sur les langues officielles*. « On va certainement étudier la question puisque nous prétendons que la partie 7 de la *Loi sur les langues officielles* oblige le gouvernement à consulter les communautés avant de toucher, d'abroger ou d'abolir un programme qui les concerne directement, mentionne Maître Roger Lepage. Ça n'a pas été fait. »

« Les communautés francophones ou minoritaires sont au bas des priorités des conservateurs, indique la députée néo-démocrate de Winnipeg-Nord, Judy Wasylycia-Leis. Nous allons essayer de renverser la décision du gouvernement et nous allons travailler avec des organismes et les communautés francophones pour demander le changement. C'est une bataille énorme. »

SAINT-BONIFACE

Un troisième candidat

Troisième candidat dans Saint-Boniface, Murray Cliff tentera de se tailler une place au conseil en misant sur le développement économique.

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Présent lors de la dernière campagne électorale, Murray Cliff essaiera à nouveau de se hisser au sein du conseil de Winnipeg. Homme d'affaires chez Vicwest, il a une vision bien précise sur la tangente que devrait prendre l'administration de la Ville.

« Je suis tanné que Saint-Boniface soit sur le neutre, affirme Murray Cliff. Je veux qu'il y ait du développement économique, du changement pour que la Ville soit en plein essor. »

Pour le candidat, le développement économique est une priorité. Son but : attirer des investisseurs, investir afin que les compagnies restent compétitives, bref, s'assurer que le secteur de l'emploi soit constamment en progression. « Il faut que les gens aient un bonne qualité de vie », ajoute-t-il.

Son expertise en affaires le porte à croire qu'il aurait les capacités nécessaires pour mener à bien son projet d'expansion économique. « J'ai visité environ 90 % des entreprises dans le quartier industriel de Saint-Boniface et je sais qu'il y a un grand potentiel », estime-t-il.

Même s'il voit un avenir en plein essor pour les industries de la ville, Murray Cliff n'approuve pas l'implantation d'OlyWest. « Envoyez OlyWest loin d'ici, s'exclame-t-il. À au moins 5 km d'ici. » Pour lui, le dossier mitigé n'a pas sa raison d'être puisque le projet aurai dû être avorté dès le départ. « C'est un désastre, lance-t-il. Surtout pour les gens du quartier qui verront la valeur de leur propriété baisser radicalement. »

Campagne peu coûteuse

Outre miser sur une économie en plein essor, Murray Cliff veut faire la promotion du transport en commun rapide et surtout, mettre tout en œuvre afin que les rues soient plus sécuritaires et en bon état. La principale fierté de son programme est l'ambitieux projet de mener une campagne électorale sans dépenser un cent. « Ça permet de dépenser cet argent ailleurs, affirme-t-il. Ça ne s'est jamais fait et je compte là-dessus pour aller chercher des gens puisque ce sont des dépenses inutiles. » Murray Cliff compte d'ailleurs reprendre 20 affiches qu'il avait utilisées il y a deux ans, et les recycler.

Un marché public sur Provencher?

Depuis un mois, le candidat parcourt les rues de Saint-Boniface afin de dresser une liste des priorités des plus représentatives. Unilingue anglophone, Murray Cliff croit que le meilleur moyen d'atteindre la communauté francophone est de se retrouver au conseil et d'avoir à travailler pour elle. « Pour être franc, c'est certain que je ne peux pas savoir tant que je ne suis pas complètement intégré dans le conseil, soutient-il. Mais je sais toutefois ce qui se déroule dans tout Saint-Boniface, autant dans Windsor Park que dans les autres quartiers. » Totalement en désaccord avec le projet du 500 Taché, il souhaiterait davantage miser sur le boulevard Provencher en le rendant accessible exclusivement aux piétons, une fois par semaine. « Un marché pour les agriculteurs est une bonne façon de faire la promotion de leurs produits et du boulevard Provencher, conclut-il. Je crois que nous devons développer le côté plus touristique de Saint-Boniface en y mettant un peu de vie. »

photo : Patricia Sauzède-Bilodeau

« Saint-Boniface est au neutre depuis quelques années et je tiens à ce qu'on exploite le potentiel de son quartier industriel », décrit le candidat dans Saint-Boniface, Murray Cliff, qui se lance dans la campagne aux côtés de Daniel Vandal et Franco Magnifico.

DSFM

Les autobus de Sainte-Agathe

Cet été, la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a instauré une zone grise à Sainte-Agathe pour permettre aux élèves de 11,12 et 13 ans de choisir où ils voulaient étudier : À Saint-Jean-Baptiste ou à Île-des-Chênes. La DSFM fournit le transport aux deux écoles. L'école Saint-Jean-Baptiste s'inquiète donc de sa baisse potentielle d'élèves.

Le président du comité scolaire de l'école régionale Saint-Jean-Baptiste (ÉRSJB), David Bruneau, ne comprend pas les raisons qui ont motivé cette décision à la DSFM. « Nous avons perdu beaucoup de clientèle ces dernières années », affirme-t-il, sans préciser exactement la quantité d'élèves exilés. David Bruneau pense que les commissaires auraient dû mettre sur pied un comité pour en évaluer les coûts.

La DSFM a donc pris la décision d'envoyer une lettre au comité scolaire de l'ÉRSJB pour le rassurer. « On a donné aux parents de Sainte-Agathe ce qu'ils voulaient, la décision d'aller à l'école de leur choix, affirme le président de la DSFM, Bernard Lesage. Nous avons redéfini un territoire dont une communauté voulait à 97 %, selon nos sondages. »

G.D.

Élections municipales

Marianne Cerilli souhaite supprimer la taxe scolaire

Candidate à la mairie de Winnipeg, Marianne Cerilli a présenté son programme le 29 septembre. Elle y a inclus la suppression de la taxe scolaire et une diminution des impôts fonciers.

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Deux semaines après avoir officiellement annoncé son entrée dans la course à la mairie de Winnipeg, la candidate Marianne Cerilli dévoile son programme qui comprend notamment l'abolition de la taxe scolaire afin de réduire le fardeau des contribuables.

« Si la taxe scolaire est transférée au provincial, comme ça devrait être le cas, les impôts fonciers devraient être coupés de moitié, explique Marianne Cerilli. C'est un projet qui se développe depuis plusieurs années et je sais qu'il serait apprécié par la population. »

Selon elle, son projet d'éliminer la taxe scolaire n'aurait pas nécessairement comme résultat de réduire le portefeuille de l'éducation dans Winnipeg. Elle estime, au contraire, que le gouvernement provincial aurait les moyens de prendre entièrement cette responsabilité, ce qui permettrait aux citoyens de mettre leur argent ailleurs. « C'est à la Province de payer, réitère-t-elle. Ça fait partie de ses responsabilités. » Cette résolution n'engendrerait pas de réduction des services selon la candidate, qui préférerait soutirer de l'argent du secteur privé. Elle a d'ailleurs prévu une taxe notamment pour les hôtels et les magasins à grande surface, une initiative déjà mise en branle dans d'autres municipalités.

photo : Patricia Sauzède-Bilodeau

Dans la course à la mairie de Winnipeg, Marianne Cerilli propose une taxe supplémentaire pour les magasins à grande surface et les hôtels afin de combler le manque dans les programmes sociaux.

Ancienne députée fédérale pour le Nouveau Parti démocratique dans Radisson, Marianne Cerilli souhaite également que la Ville investisse davantage dans les programmes sociaux tels que ceux destinés aux jeunes Autochtones. Et pas question pour elle de financer davantage les équipes sportives professionnelles. L'argent doit se diriger vers les infrastructures réservées aux citoyens. « Le privé doit s'en occuper si nous voulons être compétitifs avec les autres villes, affirme-t-elle. Notre priorité est surtout la qualité de vie de nos citoyens et des services déjà établis, qui sont, par ailleurs, en déclin. »

Elle a finalement abordé la question de la sécurité en insistant sur la nécessité d'aller à la source des problèmes. « Il faut revoir notre façon de régler la question de la sécurité à Winnipeg, poursuit-elle. La pauvreté, la maladie mentale et la drogue sont à la base de la violence et du crime. Il faut donc s'engager à financer les programmes sociaux. »

Saint-Boniface

FedEx se déplace

La compagnie de livraison FedEx s'installera dans le parc industriel de Saint-Boniface. Il s'agit d'un investissement de cinq millions $ qui devrait créer une cinquantaine de postes.

Actuellement situé sur la rue Sargent, le nouvel établissement aura une surface de 30 687 pieds carrés et sera construit sur Camiel Sys. Selon les instigateurs du projet, les travaux de construction devraient commencer dès cet automne et se terminer en juillet 2007.

«Ça faisait un an et demi que nous tentions de trouver un endroit et Saint-Boniface a été choisi après avoir réalisé une étude démontrant que c'était un des meilleurs endroits en terme d'emplacement », explique Jeremy Lokstet.

P.S.-B.

ÉLECTIONS SCOLAIRES

La francophonie et les garderies en tête

Trois nouveaux venus se présentent comme commissaires dans les régions urbaine et sud de la DSFM. La francophonie et les garderies sont les principaux enjeux des candidats.

Guillaume DANDURAND
et Nathalie FORGUES

Trois nouveaux candidats tenteront de se faire élire comme commissaires dans les régions urbaine et sud de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), le 18 octobre. L'ancienne enseignante et directrice adjointe de l'école Lacerte, Lefco Doche, ainsi que l'enseignant de profession, Armand Bédard, brigueront un siège dans la région urbaine alors que l'ancien professeur et directeur, Denis Clément, se présente dans la région sud.

Lefco Doche

Lefco Doche compte 31 années d'expérience dans le milieu de l'éducation en français. Après avoir complété une maîtrise en éducation, elle devient d'abord enseignante à l'école Lacerte, puis directrice adjointe au sein de la même école.

« Des parents me disaient «Tu as fait une différence comme enseignante et tu vas faire une différence comme commissaire », mentionne-t-elle. Je leur ai dit que je n'étais pas vraiment politicienne. Ils m'ont dit qu'ils ne voulaient pas une politicienne mais une pédagogue. »

Elle y a songé tout l'été avant de poser sa candidature. « Sincèrement, je me présente pour le bien des enfants, pas pour moi ou un ego personnel, ni pour faire de la politique », précise-t-elle.

« On dirait qu'il y a un nouveau vent à la DSFM, ajoute Lefco Doche. Les gens veulent qu'on s'occupe de leurs enfants, des programmes, de la pédagogie et du français parlé dans les écoles. Il faut aussi offrir une plus grande visibilité de la DSFM dans la communauté, comme un leader pédagogique. »

La candidate compte défendre plusieurs enjeux, mais la place du français dans les écoles est la pierre angulaire de sa décision.

« Dans les écoles urbaines, le français parlé n'existe plus ou très peu, constate-t-elle. Je trouve qu'on devrait apporter toute l'aide aux enseignants qui se battent pour le français parlé. Je le sais puisque je me suis battue pendant 31 ans et je sais que mes collègues font la même chose. On n'arrive plus à rejoindre les jeunes et à leur expliquer qu'ils viennent à l'école pour apprendre le français, mais qu'ils doivent aussi le pratiquer. Il y a un problème si nos enfants vont dans des écoles françaises, mais qu'ils n'utilisent pas cette langue. »

Même si Lefco Doche est à la retraite, elle demeure active dans le milieu de l'enseignement en continuant de partager ses connaissances lors d'ateliers offerts aux enseignants. « On prend sa retraite et on se dit « Qu'est-ce qu'on fait avec cette expérience? », relate-t-elle. J'ai encore des choses à dire. On ne peut pas les mettre dans un tiroir et se dire qu'on oublie ça. »

Armand Bédard

Enseignant de profession, aujourd'hui propriétaire d'une entreprise de produits de fabrication de vin et bière, Armand Bédard accorde une grande importance aux garderies dans les écoles.

Père de cinq enfants, dont la cadette est en 5e année, il croit que c'est un service essentiel et même plus. « Les garderies sont le meilleur centre de recrutement que tu peux avoir, indique-t-il. Lorsque tu inscris ton enfant de deux ou trois ans à la garderie, tu ne le retireras pas en maternelle. Ton recrutement est fait à l'âge de deux ou trois ans. »

Armand Bédard compte 12 ans d'enseignement. « Ça va me permettre d'avoir une meilleure perspective du point de vue des parents et des enseignants », souligne-t-il.

Il a également occupé le poste de directeur général de la Fédération provinciale des comités de parents du Manitoba alors que l'organisme défendait l'éducation en français, menant à la création de la DSFM. Il a aussi siégé à la Commission nationale des parents francophones pour faire entendre la cause à l'échelle nationale.

« Plusieurs gouvernements provinciaux refusent toujours d'honorer complètement les principes de la Cour suprême pour le français dans l'éducation, constate Armand Bédard. Un énoncé mentionne qu'afin de réparer les torts du passé, il faut mettre de l'avant des mesures de francisation. »

Offrir plus de ressources aux enseignants, poursuivre le travail de la DSFM au niveau des garderies, mais également faire avancer le dossier de l'école Taché figurent parmi les priorités du candidat.

« Quand j'ai fait la recherche, il y a 20 ans, l'ancienne division scolaire avait pris des mesures pour reprendre le terrain occupé par Scott Screen & Wire, indique Armand Bédard. La DSFM essaie de faire la même chose depuis 12 ans. Encore là, la cour d'école est inadéquate, il faut de la place pour jouer, pour débarquer. Même si les Cours semblent pencher vers la DSFM, il n'y a rien qui se passe. »

Il veut aussi trouver une solution au problème de recrutement des enseignants à l'école communautaire Saint-Georges. « Ce n'est pas impossible de donner une prime aux enseignants, propose-t-il. On le fait pour les écoles du Nord du Manitoba. Je ne dis pas que c'est la solution, mais c'est quelque chose qu'on devrait regarder attentivement pour attirer des bons professeurs. »

Denis Clément

Ancien professeur et directeur, Denis Clément compte bien des années d'expérience dans les écoles francophones. Il pose maintenant sa candidature au poste de commissaire de la région sud.

« Je veux m'assurer que les ressources humaines et financières soient présentes pour les écoles de campagne, affirme Denis Clément. Les élèves doivent réussir leurs cours de base pour obtenir leur diplôme. Les établissements d'enseignement doivent aussi assurer la réussite identitaire de nos élèves afin que les enfants qui sortent de nos écoles soient des francophones convaincus. »

Denis Clément a d'abord été professeur à l'école secondaire de Saint-Jean-Baptiste. Il y a enseigné l'histoire, la géographie, le droit et la comptabilité. L'enseignant est ensuite devenu directeur de l'école élémentaire Saint-Pierre-Jolys pour terminer sa carrière de pédagogue au Collège Louis-Riel à titre de directeur adjoint, pendant neuf ans.

« J'ai travaillé pendant 30 ans en éducation, de l'élémentaire au secondaire, rappelle le retraité. Il n'y a pas beaucoup de commissaires qui peuvent en dire autant! » L'enseignant de profession croit détenir une bonne connaissance des « rouages internes » du système d'éducation francophone.

S'il est élu commissaire, il entend se concentrer sur les enfants et la francophonie. « Pour assurer leur développement en français, les enfants doivent avoir des garderies et des centres de la petite enfance francophones, affirme-t-il. Je veux qu'ils aillent à la garderie dès leur plus jeune âge en français pour assurer leur réussite scolaire dans cette langue. »

Après avoir travaillé dans les régions sud et urbaine, le natif de Saint-Pierre-Jolys croit que son cheminement professionnel et bénévole lui offre un savoir-faire pertinent pour occuper le poste de commissaire. « Je possède une expérience diversifiée en différents endroits », déclare-t-il. Ayant été président de la Société franco-manitobaine en 1988-1989, Denis Clément affirme posséder une bonne connaissance des communautés francophones. Il a aussi siégé à plusieurs comités, dont ceux de quelques caisses populaires et certaines paroisses.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Unis contre le crime

Une nouvelle entente interprovinciale vise à mieux lutter contre le crime organisé, en partageant les connaissances acquises sur le terrain par la police et les avocats de la Couronne.

Daniel BAHUAUD

Le Manitoba, l'Ontario et le Québec ont signé, le 22 septembre, une entente visant à renforcer la lutte contre le crime organisé, en améliorant l'échange de leurs connaissances et de leurs pratiques en matière de fouilles et d'arrestation, ainsi que de poursuites judiciaires.

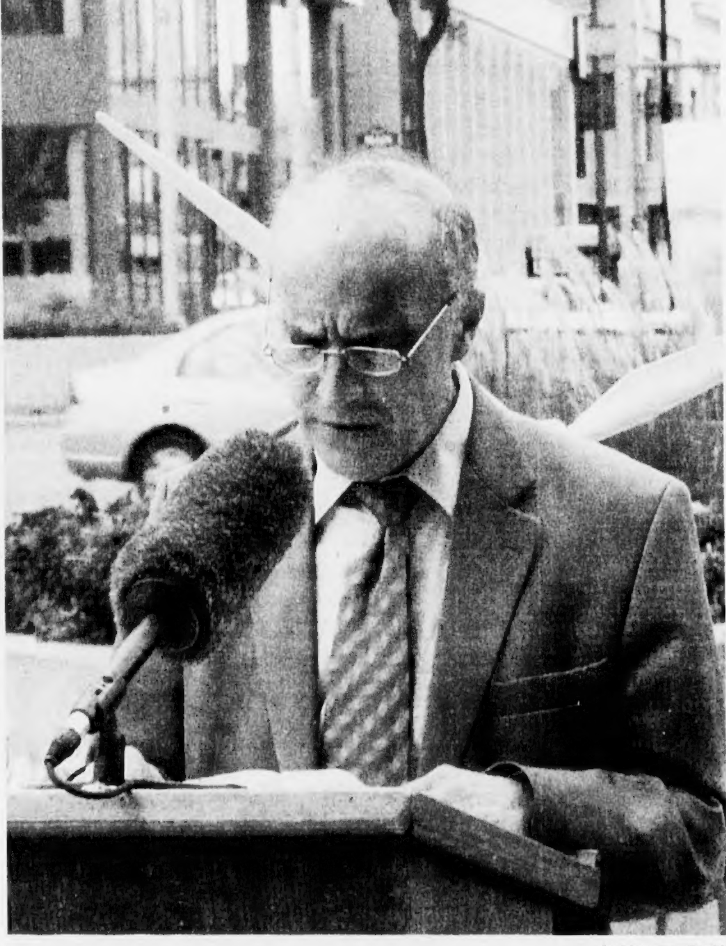
Conclue à Montréal, l'entente permet aux procureurs généraux des trois provinces partenaires de partager les stratégies qui ont mené au démantèlement des réseaux de crime organisé. Elle permet également l'échange d'avocats de la Couronne dans les luttes contre ces réseaux.

« Le crime organisé est très organisé, explique le procureur général du Manitoba, Dave Chomiak. Il contrôle la majorité de la prostitution, du trafic de la drogue illicite et du blanchiment de fonds. Ces crimes sont partout. Dans nos villes, dans nos régions, dans les quartiers pauvres et bien nantis. Il y a eu récemment deux saisies de drogue dans mon quartier résidentiel de classe moyenne. Si nous voulons réussir à réduire, ou encore à éliminer ces fléaux, il faut être aussi organisés que les criminels. Surtout que les délits commis par les gangs ne s'arrêtent pas aux frontières provinciales. »

Chacune des trois provinces a connu un certain succès dans la lutte contre le crime organisé. Le Manitoba a adopté des lois efficaces et mis sur pied un groupe de travail policier anti-crime organisé. L'Ontario a établi des procédures de saisie qui lui ont permis d'arrêter des membres de gangs.

« Le Québec, pour sa part, est le maître incontesté dans les mégaprocès des organisations criminelles, précise le procureur général du Québec, Yvon Marcoux. Nous pourrons donc faire bénéficier les autres provinces de notre expertise. »

« C'est pour cela que nous nous serrons les coudes, affirme le procureur général de l'Ontario, Michael Bryant. En organisant des ateliers de formation et de partage d'information dans nos domaines "forts" respectifs, nous y arriverons. »



Archives La Liberté

Dave Chomiak : « Si nous voulons réussir à réduire le crime organisé, il faut être aussi organisés que les criminels. »

« Et ce n'est qu'un début, soutient Dave Chomiak. Dans quelques semaines, les procureurs généraux de toutes les provinces rencontreront le ministre fédéral de la Justice, Vic Toews. Ce dernier a exprimé beaucoup d'intérêt pour notre nouvelle entente. C'est fort possible que d'autres provinces se joignent à nous. »

DSFM

Les autobus de Sainte-Agathe

Cet été, la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) a instauré une zone grise à Sainte-Agathe pour permettre aux élèves de 11,12 et 13 ans de choisir où ils voulaient étudier : À Saint-Jean-Baptiste ou à Île-des-Chênes. La DSFM fournit le transport aux deux écoles. L'école Saint-Jean-Baptiste s'inquiète donc de sa baisse potentielle d'élèves.

Le président du comité scolaire de l'école régionale Saint-Jean-Baptiste (ÉRSJB), David Bruneau, ne comprend pas les raisons qui ont motivé cette décision à la DSFM. « Nous avons perdu beaucoup de clientèle ces dernières années », affirme-t-il, sans préciser exactement la quantité d'élèves exilés. David Bruneau pense que les commissaires auraient dû mettre sur pied un comité pour en évaluer les coûts.

La DSFM a donc pris la décision d'envoyer une lettre au comité scolaire de l'ÉRSJB pour le rassurer. « On a donné aux parents de Sainte-Agathe ce qu'ils voulaient, la décision d'aller à l'école de leur choix, affirme le président de la DSFM, Bernard Lesage. Nous avons redéfini un territoire dont une communauté voulait à 97 %, selon nos sondages. »

G.D.

RÉFORME DU SÉNAT

Des solutions de rechange possibles

Causant bien des remous au sein du Sénat, la réforme proposée par les Conservateurs pourrait pousser le gouvernement à modifier la Constitution. Une manœuvre hautement controversée.

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

La réforme du Sénat qui propose de limiter les mandats à huit ans et peut-être éventuellement d'élire les sénateurs fait jaser à Ottawa. Pour les communautés minoritaires du Canada, certains enjeux sont à considérer. Quelle est l'utilité d'un mandat limité mais renouvelable? Une élection des sénateurs doublerait-elle le pouvoir des gouvernements élus?

Le sénateur conservateur manitobain, Terry Stratton, croit qu'il y a quelques lacunes dans le projet de loi proposé par le gouvernement Harper. « Ma suggestion, qui n'est d'ailleurs pas nécessairement celle du gouvernement, c'est de limiter les mandats des sénateurs à deux et qu'ils aient une durée de huit ans, indique-t-il. Ils devraient être réélus au terme de leur premier mandat, puis quitter après le second. » Un seul mandat n'est donc pas assez pour accomplir les tâches, et trois mandats risquent d'encourager les alliances avec les gouvernements au pouvoir exécutif.

C'est d'ailleurs l'argument principal des opposants à cette fameuse réforme qui fait bien des remous depuis son élaboration. Pour la sénatrice Maria Chaput, qui siège actuellement au comité de la réforme du Sénat, un mandat avec une date d'échéance est indispensable. « Je suggère que les sénateurs aient des mandats de neuf ou dix ans, explique la sénatrice. Ça doit être assez long pour pouvoir effectuer un bon travail, mais la nomination ou l'élection ne doit pas se produire dans des années électorales pour ne pas que les gens mélangent les choses. » Contrairement à son collègue, elle insiste sur la nécessité de limiter les sénateurs à une seul mandat.

Élection ou pas?

Le projet de loi concernant l'élection des sénateurs devrait être prêt d'ici quelques semaines selon les dires du gouvernement conservateur. Même si le contenu du projet n'est pas encore officiel, plusieurs ont émis leur désaccord et leurs préoccupations. Particulièrement lorsqu'il s'agit de représenter les minorités au Sénat.

« Durant l'été, j'ai tout lu et nous en avons beaucoup discuté, entre autres avec le gouvernement provincial, explique Maria Chaput. La philosophie du Nouveau parti démocratique est que le Sénat actuellement n'est pas démocratique. Et il a raison. » Même si elle comprend l'argument de ses collègues du NPD, elle soutient toutefois que démocratiser le Sénat revient à donner davantage de pouvoir à la majorité déjà représentée en Chambre. « Mais je dois aussi accepter le fait que pour les Canadiens, des sénateurs non élus, sont dans un sens, illégitimes », ajoute-t-elle. Pour la plupart des dissidents au projet de loi toujours en élaboration, les communautés minoritaires, telles que celles représentant les francophones ou les Autochtones, perdraient de leur influence. « J'ai l'impression qu'en ce moment, les citoyens se demandent ce que nous faisons, qui nous représentons, renchérit la sénatrice. Mais si les prochains sénateurs sont élus comme en chambre, quelle sera notre raison d'être? Qu'est-ce qui va nous arriver à nous, représentants des minorités? » Questions primordiales pour la sénatrice qui n'a pas trouvé de réponses, mais quelques oreilles attentives au sein de la Chambre des communes. « La première fois que j'ai parlé des minorités non représentées s'il y avait des élections, on m'a regardé comme si je venais d'une autre planète, raconte-t-elle dans un éclat de rire. Maintenant, l'idée a fait son chemin. »

Pour le sénateur Terry Stratton, la question semble claire : le Canada traîne de la patte et se doit de modifier le fonctionnement de son Sénat. « Tous les autres pays ont un Sénat qui fonctionne avec une représentation proportionnelle, décrit-il. Selon moi, 50 % des voix est une proportion représentative. La Chambre des communes fonctionne ainsi. »

Selon lui, la procédure n'aurait pas nécessairement d'impact sur les communautés minoritaires. Au contraire, l'élection des sénateurs aurait comme effet de favoriser notamment le Nouveau Parti démocratique ou le Parti vert. « Ces groupes politiques auraient davantage de moyens de se faire entendre, avance-t-il. »

La solution? Pour Maria Chaput, contenter les deux côtés pourrait être difficile à élaborer, mais reste faisable. « Que quelqu'un me présente un processus électoral qui prend en compte les minorités, j'approuve, exprime-t-elle. D'ailleurs, le gouvernement tente de trouver la meilleure solution entre les deux. Ce n'est pas parce que les autres pays élisent leurs sénateurs que l'on doit faire pareil. Nous sommes uniques. »

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Saint-Boniface a joué un rôle

Les participants du 11e Sommet de la Francophonie à Bucarest ont finalement entériné la Déclaration de Saint-Boniface portant sur les droits humains et la sécurité en cas de conflits.

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Rédigée en mai dernier, la Déclaration de Saint-Boniface aura trouvé preneur lors du 11e Sommet de la Francophonie de Bucarest, qui s'est terminé le 29 septembre. Bien accueillie par l'ensemble des délégations, elle aura permis de clarifier certaines questions essentielles quant à la sécurité des États en guerre.

« En général, la déclaration a été bien acceptée, soutient le ministre responsable des Services en français du Manitoba et représentant de la Province à Bucarest, Greg Selinger. C'est certain qu'autour de ça, nous avons discuté du contexte de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Tchad et du Liban. »

Outre la Déclaration de Saint-Boniface, deux sujets ont alimenté les décisions lors de ce sommet tenu à Bucarest : les technologies de l'information dans l'éducation et la question de la sécurité des pays membres de la francophonie.

Si c'est le premier thème prévu à l'ordre du jour qui était central, c'est le second qui aura pris une place considérable durant ces deux journées de discussions, la situation du Liban étant passablement au cœur des préoccupations des pays de la Francophonie. « C'était très délicat, explique Greg Selinger. Nous avons mis beaucoup de temps à arriver à un consensus et surtout, à trouver les mots qui convenaient à tous pour rédiger la déclaration. » Ces mots devaient servir à déterminer si la défense et l'aide humanitaire des pays membres de la Francophonie priment sur celles des autres États en cas de conflit. Résultat : les sociétés civiles seront à considérer, qu'elles soient francophones ou non.

Dans la complexe question entourant le Liban et Israël, il a donc été entendu que la Francophonie allait appuyer des régions plutôt que des pays en état de crise afin de ne pas négliger des populations civiles. Toutefois, la fin des hostilités au Liban sera fortement appuyée par la Francophonie. « On s'est mis d'accord sur le fait qu'Israël aurait pu autant recevoir notre appui que le Liban, parce que c'est la société qui importe, décrit Greg Selinger. » Le Canada et la Suisse ont d'ailleurs été les deux opposants au texte initial qui prévoyait privilégier la solidarité au Liban plutôt que de prendre en considération les autres peuples touchés par le conflit, notamment les Israéliens.

Même si la délégation manitobaine se disait indépendante à cette position officielle canadienne avant le sommet, Greg Selinger soutient s'être plutôt rangé derrière Stephen Harper. « Nous avons tous les trois siégé ensemble, souligne-t-il, faisant référence aux deux autres provinces membres, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Le Manitoba fait partie du Canada. »

Archives La Liberté

La question du Liban a été un sujet délicat, explique le ministre responsable des Services en français du Manitoba, Greg Selinger, présent au Sommet de la Francophonie. Nous en avons beaucoup discuté. »

Le Manitoba joue un rôle

« Seulement 10 % de la population a accès à Internet, souligne Greg Selinger. Et deux enfants sur cinq n'ont pas d'éducation primaire. » Afin de régler une partie de ces problèmes reliés à l'accès à l'information, notamment dans les pays du tiers-monde, les membres de la Francophonie se sont entendus pour implanter un collège spécialisé dans les techniques de l'information. « Aucun détail toutefois n'a été écrit, ajoute Greg Selinger. Ce n'est pas encore assez développé pour savoir quoi que ce soit d'autre. »

Le rôle du Manitoba dans tout ça s'est résumé à démontrer sa capacité à maintenir un système d'éducation efficace dans un milieu où le français est nettement minoritaire. « Nous avons élaboré un projet afin d'instaurer un réseau de collèges universitaires, renchérit-il. On a parlé de nos institutions et du réseau installé. »

LES RENDEZ-VOUS DE PLURI-ELLES

Chaque semaine, Pluri-elles organise des ateliers, sessions et activités destinés à vous faciliter la vie!
Nous répondons à des préoccupations bien concrètes de la vie de tous les jours,
dans le monde du travail comme dans la vie familiale.
Notre personnel travaille pour vous. Alors venez nous voir!

Secteur Counselling/ Entraide

ATELIERS

Explorer notre rôle de parent

Session qui aide à renforcer
les habiletés parentales et
améliorer votre relation avec votre enfant

Le 4 octobre 2006
de 19 h à 21 h

Ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale

Explorer ce qu'est l'ETCAF
et comprendre ses effets.
Un regard aussi sur les stratégies d'intervention

Le 18 octobre 2006
de 19 h à 21 h

GROUPES

Communication mère-fille

Développer une meilleure communication
entre adolescente et maman, ainsi que créer
un climat de confiance et comprendre
les changements de la préadolescence.
Le groupe de 4 sessions se passe
les lundis
du 16 octobre au 6 novembre 2006

Communication père-fils

Ce groupe est une reproduction
du groupe communication mère-fille,
mais du point de vue masculin,
pour les papas et les garçons de 10 à 12 ans.
Le groupe de 4 sessions se passe
les lundis
du 16 octobre au 6 novembre 2006

Inscrivez-vous en communiquant avec **Annette Michaud**, au poste 205

Secteur employabilité

« Discrimination et diversité en milieu de travail »

- Les différentes formes de discrimination
- Études de cas
- L'impact de la diversité en milieu de travail

Le jeudi 12 octobre 2006
de 16 h à 17 h 30

« Le portfolio »

- L'importance du portfolio
- Le contenu d'un portfolio
- L'assemblage du portfolio

Le jeudi 19 octobre 2006
de 16 h à 17 h 30

Inscrivez-vous en communiquant avec **Sabrina Savard**, au poste 202



Appelez-nous au 233-1735
ou sans frais 1 800 207-5874
570, rue Des Meurons
Saint-Boniface (Manitoba)

Services gratuits



La Liberté LOISIRS
Cahier culturel et sportif.

LITTÉRATURE

Au commencement était le livre


L'auteur Laurent Poliquin vu par la photographe Danielle Schaub.

Photo : Gracieuseté Danielle Schaub

Avec *Reading Writers Reading*, la professeure et photographe Danielle Schaub a su rallier les auteurs canadiens francophones et anglophones autour d'une réflexion sur l'art de lire.

Jennyfer COLLIN

La professeure et photographe Danielle Schaub enseigne la littérature canadienne au Academic College of Education en Israël. Cette passionnée de photo a eu l'idée de rassembler en un volume des réflexions d'auteurs canadiens et des clichés qu'elle a pris d'eux lors de nombreux salons du livre. Le résultat : ***Reading Writers Reading, Canadian Authors' Reflections***, qui regroupe des textes de 164 auteurs, dont les Manitobains Roger Léveillé et Laurent Poliquin. (1)

« C'est un merveilleux livre, très riche, reconnaît Roger Léveillé. Il représente un hommage à la littérature canadienne. Il donne une idée instantanée d'un côté de l'écrivain. Évidemment, c'est comme le gâteau avant le repas : tu vois le dessert et tu as la gourmandise d'aller voir ces auteurs-là, de lire ce qu'ils écrivent. C'est un tremplin vers leur œuvre. » Il admet d'ailleurs que le texte qu'il a écrit pour l'occasion s'inscrit au cœur de ses réflexions d'écrivain.

En fait, chaque auteur était invité à réfléchir sur la lecture. Les textes, qui figurent sur la page de gauche, sont accompagnés d'une photo de leur auteur, à droite. Le livre fait donc figure de porte d'entrée vers l'œuvre de chacun de ces écrivains.

« Ce livre représente un panorama exhaustif de la littérature canadienne, remarque la poète Nicole Brossard. C'est une très bonne photo de groupe qui réunit des auteurs très représentatifs des différentes régions. On peut voir chacune de ces littératures reliées entre elles par une amitié. »

Le romancier Yann Martel abonde dans le même sens. « Il n'y a pas seulement 15 des auteurs les plus connus dans ce livre, souligne-t-il. Non, c'est vraiment très complet. Il y a des auteurs de cultures minoritaires, des jeunes, des plus connus, bref, c'est un excellent outil de littérature canadienne. »

Niveaux de lecture

Les auteurs qui ont participé au livre ont tous été attirés par l'idée de réfléchir sur l'art de lire. « Ce qui est intéressant, c'est que Danielle Schaub nous ait demandé des textes sur la lecture, affirme Nicole Brossard. C'était donc à notre tour de parler de notre rapport à la lecture, aux mots, aux livres. »

« Danielle a un côté intuitif très fort, ajoute Yann Martel. Comme écrivain, on se fait questionner sur le processus d'écriture, mais rarement sur le rôle de la lecture dans notre vie. »

La plupart des auteurs ont évoqué leur première expérience de lecture, ou celle qui les a le plus marqués et les a amenés vers la littérature. Laurent Poliquin, lui, a plutôt raconté l'expérience de la lecture publique de la poésie. « La lecture, dans sa définition, c'est très personnel, note-t-il. J'ai réfléchi sur l'expérience de la lecture en public de la poésie où l'usage de la raison et de la rationalité n'est pas exigé. La lecture est une impression, un mouvement des mots au-delà de ce que je ne comprends pas. »

L'insertion de la photographie des auteurs à côté de leur réflexion apporte aussi un éclairage particulier à l'ensemble. Comme le mentionne la romancière et poète Yolande Villemaire, l'effet produit une multiplicité de lectures.

« On est à la fois un visage qui est lu par la photographe et un auteur qui raconte une expérience de lecture, explique-t-elle. Il y a donc plusieurs niveaux de lecture possibles. De mon côté, j'aime beaucoup voir la photo d'un auteur quand je lis. Par exemple, quand j'avais 12 ans, je lisais des histoires d'ado comme *Vicky secrétaire*. Je suivais ses aventures avec beaucoup de passion. L'auteur signait Patrick Saint-Lambert. Un jour, sur un livre emprunté à la bibliothèque, il y avait une photo de lui : c'était une femme! C'est là que j'ai découvert le principe du nom de plume. Ça a été une grande révélation pour moi.

« Parfois, on retrouve les traits des personnages dans le visage de l'auteur, poursuit-elle. La photographie donne une autre information sur l'auteur, qui est alors incarné dans un temps précis. »

(1) Reading Writers Reading, Canadian Author's Reflections est publié conjointement par University of Alberta Press et The Hebrew University Magnes Press. Danielle Schaub sera présente au lancement du livre, le 10 octobre à la librairie McNally Robinson, 1120, Grant Park, à 19 h.

Le calendrier communautaire



Haywood

- 15 octobre • ***Souper d'automne*** • adultes : 9 $; 6 à 12 ans : 5 $; 5 ans et moins : gratuit • 16 h à 19 h • salle communautaire.

Îles-des-Chênes

- 3 octobre au 5 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie IDC*** • 10 h à 11 h • École Gabrielle-Roy • info. : Lisa, 878-9694.

La Broquerie

- 4 octobre • ***AGA - Les p'tits brisous*** • 19 h • À la garderie • info. : Angèle Vielfaure-Bisson.
- 10 octobre • ***Inauguration - Les p'tits brisous*** • Soirée porte ouverte • 18 h 30 à 21 h • À la garderie • info. : Angèle Vielfaure-Bisson.
- 14 octobre • ***Soirée Étoiles de chez nous*** • invités : comédie, danse (Sofie Vielfaure), musique (Réjean Nicolas et Ya Ketchose), magie (Derrek Funk) et vidéo (Laurent Piché) • billets : 12 $ - bureau de poste ou 371-1689 • 19 h • Salle de l'aréna.

Laurier

- 15 octobre • ***Souper d'automne*** • adultes : 9 $ / 12 ans et moins : 4 $ / préscolaire : gratuit • salle communautaire.

Lorette

- 4 octobre au 6 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Lorette*** • 18 h 30 à 19 h 30 • École Lagimodière • info. : Christianne, 878-3496.
- 5 octobre au 3 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 1er jeudi du mois du 5 octobre 2006 au 3 mai 2007 • 18 h 30 • École Lagimodière • info. : Pierre, 878-3922.
- 8 octobre • ***Souper paroissial*** • 12 ans et plus : 9 $; 5 à 11 ans : 3 $; 4 ans et moins : gratuit • 12 h à 18 h • salle paroissiale / 1282, chemin Dawson.
- 13 octobre • ***Mini Franco-Fun*** • les vendredis matin commençant le 13 octobre • pour les enfants de 0 à 5 ans ainsi que leurs parents • info. : Michelle, 878-2690.

Manitoba

- 22 octobre • ***Concours pour les cinéastes amateurs francophones*** • Radio-Canada télévision • pour une émission spéciale • courts métrages de durée maximale de 6 minutes • date limite : 20 novembre • info. : pierre_beaudoin@radio-Canada.ca • info. : brigitte_tesniere@radio-Canada.ca.

Parc Windsor

- 4 octobre • ***Activités de la Semaine de la famille*** • CRÉE • 9 h 15 : bricolage préscolaire (arbre généalogique) 10 h 15 : heure du conte 10 h 45 : Toi, moi et la mère l'Oie 19 h : activité familiale de généalogie • 10 familles maximum pour les 12 ans et plus • inscription • 19 h • 1075, promenade Autumnwood • info. : 237-9666 ou 1 888 666-8108.
- 5 octobre • ***Activités de la Semaine de la famille*** • FPCP • 9 h 15 : bricolage préscolaire 10 h 15 : Heure du conte 10 h 45 : Toi, moi et la mère l'Oie 18 h à 20 h : Bricolage familial (fabriquer un jeu de société) / inscription / max de 10 familles 18 h à 21 h : atelier Les enfants seuls à la maison et en sécurité / inscription • 18 h à 21 h • 1101, promenade Autumnwood • info. : 237-9666 ou 1 888 666-8108.
- 18 octobre au 22 novembre • ***Session - Comment parler à vos enfants*** • Comment parler pour que les enfants écoutent et écouter pour que les enfants parlent. • 19 h à 21 h • CR • info. : Jocelyne, 233-4506 ou 237-9666.

Saint-Adolphe

- 22 octobre • ***Souper paroissial*** • 13 ans et plus : 9 $; 6 à 12 ans : 4 $; 5 ans et moins : gratuit • 16 h à 19 h • Aréna / Salle de Pionniers • info. : Réginald, 883-2563 ou soeur Rachel, 883-2993.

Saint-Boniface

- 29 septembre au 27 octobre • ***Club de rire - Saint-Boniface*** • Rencontre pour rire ensemble pendant 15-20 minutes chaque vendredi. GRATUIT • 16 h 45 à 17 h 30 • Centre de services bilingues – 614, rue Des Meurons • info. : Véronique Plamondon, vplamondon@gov.mb.ca.
- 5 octobre • ***Session - Les normes d'emploi au Manitoba*** • 13 h à 16 h 30 • 570, rue Des Meurons • info. : Pluri-elles, 233-1735.
- 5 octobre au 23 novembre • ***L'heure du conte*** • les jeudis • 10 h • École Précieux-Sang • info. : Joanne, 231-2350.
- 5 octobre • ***Vidéoconférence Les mythes et les croyances*** • CUSB • Diverses dimensions de la communication : nos perceptions, le temps et l'espace, communiquer le genre et le nombre • dans le cadre du programme d'excellence pour les professionnels dans le domaine de la santé • gratuit et ouvert au public • 10 h 30 à 12 h • salle 0226 du CUSB • info. : Chantal, 233-0210, poste 349.
- 6 octobre • ***Toi, moi et la mère l'Oie*** • CPEF - PS • chansons et comptines traditionnelles françaises • 10 h • Centre de la petite enfance et de la famille - Précieux-Sang • info. : Joanne, 231-2350, jcolliou@atrium.ca.
- 6 octobre • ***Arpents de pièges*** • Nouvelle saison! Animateur : Edouard Humphrey • Entrée gratuite • 17 h • Salle Antoine-Gaborieau du CCFM • info. : CCFM, 233-8972 poste 433.
- 7 octobre • ***Soirée dansante*** • Spanish club of Winnipeg • Musique pour tous - Salsa, top 40, etc.. L'argent sera versé aux danseurs de «Sol de Espana». Billets : 10-12$ • 20 h à 1 h • Gymnase Holy Cross, 290, rue Dubuc • info. : 257-1739, spanishsocial07@yahoo.ca.
- 10 octobre • ***Mardi Jazz avec Lianne Fournier*** • Spectacle 20 h 30 Portes ouvrent - 19h30 Gratuit • 20 h 30 • Salle Antoine-Gaborieau du CCFM • info. : Centre culturel franco-manitobain, 233-8972 poste 433.
- 11 octobre • ***Causerie - Bernard Bocquel*** • Sous les auspices de L'Union nationale métisse Saint-Joseph et la Société historique de Saint-Boniface • 19 h 30 • Salon Empire - CCFM • info. : Gilles Lesage, 233-4888.
- 11 octobre • ***Débat des candidats DSFM - Région urbaine*** • 19 h • École Précieux-Sang • info. : FPCP, 237-9666 ou 1 888 666-8108.
- 12 octobre • ***Session - Discrimination et diversité au travail*** • 13 h à 16 h 30 • 570, rue Des Meurons • info. : Pluri-elles, 233-1735.
- 12 octobre • ***Ligue d'impro du Manitoba*** • Nouvelle saison! Repêchage et match amical • 19 h • Salle Antoine-Gaborieau du CCFM • info. : CCFM, 233-8972 poste 433.
- 12 octobre • ***Vernissage de l'exposition 15 ans inoubliables*** • une exposition célébrant le quinzième anniversaire de Cinémental, le Festival de films francophones du Manitoba • 20 h • Salon Empire du CCFM.
- 12 octobre • ***Vernissage de Gilles Carles, un cinéaste de premier plan*** • l'exposition montre l'influence du talent d'artiste de Gilles Carle sur l'ensemble de son œuvre cinématographique et donne aux visiteurs un aperçu du processus de réalisation d'un film. • 20 h • La Galerie du CCFM.
- 14 octobre • ***Série expérimentale - 100 Nons*** • Le 100 Nons • artistes invités : Nadia Gaudet, KIN, Eric Gosselin, Rosanne Ritchot • 20 h à 23 h • salle 241 du CCFM • www.100nons.com • info. : Michelle, 231-7036, info@100nons.com.
- 15 octobre • ***Partie de cartes*** • Club Éclipse • coût d'entrée : 3 $ • 19 h 30 • 255, avenue de la Cathédrale.
- 17 octobre • ***Mardi Jazz avec Trio Drasko Kecman*** • Spectacle 20 h 30 Portes ouvrent – 19 h 30 Gratuit • 20 h 30 • Salle Antoine-Gaborieau du CCFM • info. : Centre culturel franco-manitobain, 233-8972 poste 433.
- 18 au 20 octobre • ***Théâtre des aînés*** • Thème : «Fête au village» • 18 octobre 14 h • 19 octobre 19 h 30 • 20 octobre 19 h 30 • Les billets seront en vente au CCFM à compter du lundi 2 octobre 2006. • salle Pauline-Boutal du CCFM.
- 18 octobre • ***AGA - Enfants précieux inc.*** • 17 h • Centre de la petite enfance et de la famille - Précieux-Sang • info. : Les Enfants précieux, 235-0039.
- 19 octobre • ***Session - Préparer votre portfolio*** • 13 h à 16 h 30 • 570, rue Des Meurons • info. : Pluri-elles, 233-1735.
- 20 octobre • ***Coup de coeur*** • En spectacle! Véronic Dicaire Billets 16 $ • 20 h • CCFM • info. : CCFM, 233-8972 poste 433.
- 24 octobre • ***Mardi Jazz avec l'Université du Manitoba*** • Spectacle 20 h 30 Portes ouvrent – 19 h 30 Gratuit • 20 h 30 • Salle Antoine-Gaborieau du CCFM • info. : Centre culturel franco-manitobain, 233-8972 poste 433.
- 26 octobre • ***Prévente de billets pour Cinémental*** • détails de la programmation à venir • 16 h à 19 h • CCFM • www.cinemental.mb.ca • info. : 233-ALLÔ (2556) ou 1 800 665-4443.
- 28 octobre au 4 novembre • ***Premiers soins*** • Scouts franco-manitobains • Scouts franco-manitobains offrent le cours de premiers soins de 2 niveaux. • Urgence (Emergency first aid) 55 $ • Général (Standard First Aid) 70 $ • Date limite d'inscription : 25 octobre 2006 • 8 h 30 à 16 h • 156, rue Marion • info. : Claire Bérubé, 233-4324, scoutsdrr@mts.net.
- 5 novembre • ***Partie de cartes*** • Club Éclipse • coût d'entrée : 3 $ • 19 h 30 • 255, avenue de la Cathédrale.

Saint-Georges

- 3 octobre au 5 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Saint-Georges*** • 18 h 15 à 19 h 15 • École communautaire Saint-Georges • info. : Gisèle, 367-2704.
- 11 octobre au 9 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 2e mercredi du mois du 11 octobre 2006 au 9 mai 2007 • 18 h 30 • École Saint-Georges • info. : Madeleine, 367-4298.

Saint-Jean-Baptiste

- 5 octobre au 7 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Saint-Jean*** • 18 h 30 à 19 h 30 • École Saint-Jean-Baptiste • info. : Brigitte, 427-2666.
- 10 octobre au 8 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 2e mardi du mois du 10 octobre 2006 au 8 mai 2007 • 18 h 30 • École Saint-Jean-Baptiste • info. : Brigitte, 427-2666.

Saint-Lazare

- 18 octobre au 16 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 3e mercredi du mois du 18 octobre 2006 au 16 mai 2007 • 10 h 30 à 11 h 30 • École Saint-Lazare • info. : Tanya, 683-2380.

Saint-Norbert

- 4 octobre au 6 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie / Noël-Ritchot*** • 18 h 15 • École Noël-Ritchot • info. : Carolyn, 772-3322.
- 10 octobre au 8 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 2e mardi du mois du 10 octobre 2006 au 8 mai 2007 • 18 h 30 • École Noël-Ritchot • info. : Rosanne, 269-4834.

Saint-Pierre-Jolys

- 22 octobre • ***Souper Saint-Pierre*** • 15 h à 18 h 30 • Centre récréatif Saint-Pierre • info. : Luc Dandenault, 433-7633.

Sainte-Agathe

- 4 octobre • ***Débat des candidats DSFM - Région Sud*** • École Sainte-Agathe.
- 5 octobre au 3 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 1er jeudi du mois du 5 octobre 2006 au 3 mai 2007 • 18 h 30 • École Sainte-Agathe • info. : Ginette Hadley, 882-2427.

Sainte-Anne

- 3 octobre au 5 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Sainte-Anne*** • 10 h à 11 h • École Pointe-des-Chênes • info. : Liliane Regnier, 866-4200.

Shilo

- 5 octobre au 7 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Shilo*** • 18 h à 19 h • École La Source • info. : Katy, 765-5050 ou 765-2161.
- 11 octobre au 8 mai • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents. 2e mercredi du mois du 11 octobre 2006 au 9 mai 2007 • 18 h 30 • École La source de Shilo • info. : Gisèle, 571-1978 ou 765-5050.

Winnipeg

- 3 octobre au 28 novembre • ***Heure du conte*** • Animation du livre pour les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents • 18 h 30 à 19 h 30 • École Christine-Lespérance • info. : CRÉE, 237-9666.
- 4 octobre au 6 décembre • ***Toi, moi et la mère l'Oie Roméo-Dallaire*** • 10 h à 11 h • École Roméo-Dallaire • info. : Nathalie, 489-5706.
- 12 octobre • ***Banquet Gabrielle-Roy*** • Maison Gabrielle-Roy • cocktail : 17 h 30, souper : 18 h 30 • 100 $ / reçu d'impôt partiel • invitée spéciale : Dre Yolande Roy-Cyr • 17 h 30 • Hôtel Fort Garry • info. : 231-3853, infomgr@mts.net.
- 13 octobre • ***Scrutin anticipé - DSFM*** • Manitoba.
- 15 octobre • ***AFWPG - Combat des livres*** • 5 panélistes défendront leur livre de choix parmi toute la production littéraire des auteurs manitobains et de l'Ouest canadien. • 934, avenue Corydon • info. : Alliance française de Winnipeg, 477-1515.
- 16 octobre • ***Porte ouverte - AFWPG*** • Alliance française de Winnipeg vous invite à l'inauguration de sa nouvelle façade. En présence de Monsieur le Consul Général de France à Toronto. • 18 h • 934, avenue Corydon • info. : Alliance française de Winnipeg, 477-1515.
- 18 octobre • ***Élections - DSFM*** • Manitoba.
- 20 octobre • ***Gala - Centre Youville*** • 18 h 30 Réception / dégustation de vin 19 h 30 diner marocain, encan silencieux • 125 $ reçu d'impôt partiel • 18 h 30 • Niakwa Country Club • info. : Mona Rémillard, 233-0027 poste 216.

Autres

- 24 septembre • ***Reprise des activités de la chorale des Blés au Vent*** • pratiques : les mercredis soir à l'école Lacerte de 19 h 30 à 21 h 30 • bienvenue à tous • info. : Louise, 255-9548.

Vous voulez faire la promotion d'un thé-rencontre, d'une vente bric-à-brac, d'une fête communautaire, d'une réunion annuelle ou de tout autre événement communautaire? C'est facile! Vous n'avez qu'à nous faire parvenir l'information au 233-ALLÔ

avant 15 h le jeudi précédant la date de parution.

S F M
LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

233-ALLÔ • 383, boulevard Provencher • Pièce 215 • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G9
Téléphone : (204) 233-2556 • Sans frais : 1 800 665-4443 • Télécopieur : 233-1017 • Courriel : 233allo@sfm-mb.ca • Site Web : www.sfm-mb.ca/233allo

▸▸▸ ortir…

Bonne franquette



La Maison Gabrielle-Roy organise son 10e banquet annuel, le 12 octobre à 17 h 30. Pour l'occasion, la nièce de la célèbre auteure, Dre Yolande Roy-Cyr, viendra du Québec pour partager des anecdotes touchantes concernant sa tante. Coût : 100 $, avec reçu d'impôt émis pour une partie du billet. Billets : 231-3853.

Concert de piano



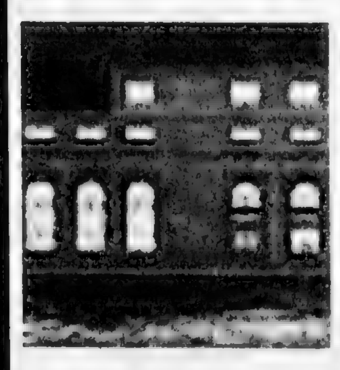
Virtuosi Concerts accueille la pianiste Sonia Chan, le 7 octobre à 20 h, dans la salle Eckhardt-Gramatte de l'Université de Winnipeg. L'artiste a récemment reçu le prix de l'Artiste de l'année du Women's Musical Club de Toronto. Au programme, des pièces de Haydn, Chopin et Schubert. Entrée : 29 $ (adultes), 27 $ (aînés), 17 $ (étudiants). Billets : 786-9000.

Irak à vendre



La Cinémathèque présente ***Iraq for Sale : The War Profiteers*** du réalisateur Robert Greenwald, le 9 octobre à 19 h et 21 h. Le documentaire met en lumière la quête de pouvoir économique par les Américains dans cette zone de guerre. Portrait d'une situation complexe où les décisions prises sont discutables. Entrée : 6 $ (adultes), 5 $ (aînés et étudiants). Billets : 925-3457 ou 100, rue Arthur.

Exposition hommage



Le peintre canadien Christopher Pratt est l'un des plus reconnus dans le milieu artistique. Pour souligner son 70e anniversaire de naissance, la Galerie nationale du Canada propose ***Christopher Pratt***, une rétrospective de l'œuvre de l'artiste. L'exposition sera au Musée des beaux-arts de Winnipeg du 4 octobre 2006 au 7 janvier 2007. Renseignements : 789-1760 ou www.wag.mb.ca.

ARTS VISUELS

Confidences de femmes

L'exposition *Confidences* de l'artiste Diane Lavoie, installée à la Maison des artistes, regroupe des témoignages de femmes autour d'objets symboliques.

Jennyfer COLLIN

Traductrice de profession, Diane Lavoie a décidé de suivre sa passion pour les arts et de s'inscrire aux Beaux-Arts le temps d'une année sabbatique. La révélation a été si profonde que l'artiste a choisi de se consacrer presque entièrement à son parcours artistique.

La Maison des artistes visuels francophones accueille jusqu'au 7 novembre la toute première exposition de Diane Lavoie, ***Confidences***. Un premier pas encourageant et stimulant pour celle qui a participé à quelques expositions du collectif Grey Matters, qui réunit sept femmes « aux cheveux gris ».

« Mon principal médium est la peinture; avec laquelle je me considère en phase d'exploration, explique Diane Lavoie. J'essaie toutes sortes de choses, je fais des expérimentations, de l'abstrait à l'hyperréaliste. Par exemple, j'ai une toile où figure George Bush en empereur romain. »

L'exposition de Diane Lavoie est une installation, commencée pendant un cours où elle devait réaliser un montage en trois dimensions. « Je devais faire un autoportrait avec des objets, mais je trouvais ça trop limitatif, raconte-t-elle. J'ai décidé de faire autre chose avec d'autres femmes. Je leur ai demandé de m'apporter des objets symboliques. Alors, elles ont commencé à me raconter des anecdotes liées à leur objet.

« L'objet a pris une valeur de reliquaire, ce qui le rend important dans l'histoire racontée, poursuit-elle. J'ai donc mis chaque objet dans une boîte, un peu comme les reliquaires des saints. Pour conserver un objet, il faut qu'il ait une valeur spéciale, intime et nostalgique chez la personne qui me le confiait. Il rappelle souvent des souvenirs très, très profonds. »

Après avoir soigneusement installé l'objet dans sa boîte, Diane Lavoie peignait le couvercle en bois afin de donner au visiteur des indices sur ce qu'il trouverait lorsqu'il ouvrirait le couvercle.



photo : Jennyfer Collin

« L'art me permet de faire sans prétention scientifique un peu de sociologie et de psychologie, de façon ludique », explique Diane Lavoie.

L'artiste a aussi inséré à l'intérieur de chaque boîte un texte racontant l'anecdote symbolique. Chaque texte est traduit et présenté dans les deux langues, pour témoigner de « la réalité manitobaine ».

« J'ai reçu des confidences de femmes de tous les horizons, souligne Diane Lavoie. Des francophones, des anglophones, des femmes de 40 à 80 ans, une d'origine juive, deux Asiatiques, des Franco-Manitobaines, des Québécoises… » Comme elle était restreinte dans l'espace qu'elle pouvait accorder à toutes ces confidences, Diane Lavoie a dû faire une sélection d'anecdotes. Son exposition en comporte donc 13. « J'essayais d'éviter les répétitions, explique-t-elle. Si la réception est bonne, j'aimerais documenter mon travail et le présenter à d'autres galeries. »

À la Maison des artistes, un coin de la galerie est aménagé afin de permettre aux gens de raconter leurs souvenirs à l'artiste. Des crayons et du papier sont ainsi à la disposition des visiteurs.

Artiste ludique engagée

Diane Lavoie reconnaît que la dimension ludique vient naturellement dans ses créations. Les clins d'œil ironiques apportent souvent une perspective toute personnelle au message véhiculé dans ses toiles.

De plus, le concept a pris une place de plus en plus importante dans sa démarche. « Quand j'ai commencé mes cours, je voulais développer mes compétences techniques, affirme-t-elle. Mais dans mes cours d'histoire de l'art et au contact des autres, j'ai compris qu'il y a plus qu'un moyen de s'exprimer et que c'est le concept et les idées qui comptent. Maintenant, on peut utiliser plusieurs médiums à la fois.

« Ce qui me stimule, c'est l'aspect conceptuel et la critique sociale, ajoute-t-elle. Je fais des commentaires sociaux sans être trop activiste. Je ne peux pas m'empêcher de les laisser s'infiltrer dans mes perceptions. L'art me permet de faire sans prétention scientifique un peu de sociologie et de psychologie, de façon ludique. »



Novembre 2006

NS	MD	CM	Titre de la chanson	Interprète
4	7	1	RETOURNE CHEZ ELLE	ARIANE MOFFAT
12	1	2	MAL AU COEUR	DANIEL ROY
4	9	3	TENDRE SORCIÈRE	ANIK JEAN
12	2	4	REGARDE-MOI	DANY BÉDAR
4	10	5	DANS MON VILLAGE	WILFRED LE BOUTHILLIER
4	13	6	TOUT À TOI	MIKE PREVOST
4	15	7	Y'A DU MONDE	SANDRINE KIBERLAIN
12	4	8	RESTE ICI	MATHIEU ROY
		9	TANGERINE	JEAN LECLERC
4	16	10	DEUX PAR DEUX RASSEMBLÉS	PIERRE LAPOINTE
		11	JE PARS À PIED	VINCENT VALLIÈRES
		12	FAUX PROPHÈTE	JONATHAN SAVAGE
12	5	13	HYACINTHE	THOMAS FERSEN
4	8	14	TOUTES LES ÉTOILES	MARIO PELUSO
		15	GABRIEL	NAJOUA BELYZEL
12	3	16	MÊLE-TOI DE TES AFFAIRES	LES RESPECTABLES
		17	LE TEMPS PASSE	JOHNNY HALLYDAY
		18	LA ROUTE OUVERTE	RICHARD SÉGUIN
4	14	19	MAIS QUE SI	BORI
		20	NOUS SERONS SIX MILLARDS	NICOLA CICCONE

www.radio-canada.ca/manitoba

NS = nombre semaines
MD = mois dernier
CM = ce mois

1050 AM
PREMIÈRE CHAÎNE

LITTÉRATURE

Partager ses coups de coeur

La littérature francophone de l'Ouest sera à l'honneur lors d'un combat des livres où les lecteurs sont invités à venir défendre un de leurs livres fétiches.

Jennyfer COLLIN

Les lecteurs sont conviés à une activité toute spéciale où ils prendront les devants de la scène littéraire. Organisé par l'Alliance française du Manitoba et le Regroupement des éditeurs canadiens-français, le **Combat des livres**, qui se tiendra le 15 octobre, fait partie des activités de la semaine *Lire en fête*. Cette semaine, initiée en France, en est à sa première année au Canada.

« Laurent Poliquin est venu me trouver en me disant : "Il faut qu'on fasse quelque chose pour la semaine *Lire en fête*!", raconte le directeur de l'Alliance française, Michel Déprez. Il m'a convaincu et s'est occupé de plusieurs choses liées à l'activité. Ce sera formidable! »

Le combat consiste en une présentation argumentative des lecteurs, appelés panélistes. Ceux-ci expliquent en une dizaine de minutes en quoi le livre qu'ils ont choisi est un de leurs coups de cœur littéraires. « Il n'y a pas de critères autres que celui de parler d'un auteur de l'Ouest canadien, précise Laurent Poliquin.

« Bien souvent, une activité littéraire, ça se résume à une lecture publique d'un auteur devant son public, poursuit-il. Ça reste donc très cloisonné. Si on peut avoir des lecteurs qui font leur présentation devant les auteurs qu'ils ont choisi, ça inverserait les rôles. »

Laurent Poliquin ajoute que le but du Combat des livres est de permettre aux gens de s'amuser « à la bonne franquette. C'est une façon sympathique de fêter la lecture », dit-il. Un goûter sera d'ailleurs servi après les présentations.

« Un petit vote est prévu pour choisir le meilleur livre et le meilleur panéliste, mais il n'y a rien à gagner, si ce n'est l'intérêt littéraire », souligne Michel Déprez.

La date limite pour s'inscrire comme panéliste est le 8 octobre. Il suffit de contacter Michel Déprez au 477-1515.

FILMS

Un festival de l'*underground*

Le collectif WNDX met à l'honneur les films expérimentaux dans son Festival du film d'avant-garde et *underground*.

Jennyfer COLLIN

Les cinéastes winnipégois Cecilia Araneda, Jaimz Asmundson, Walter Forsberg, Solomon Nagler et Carole O'Brien ont fondé le collectif WNDX, qui met à l'avant-scène le film expérimental. Du 6 au 8 octobre, le groupe présente son premier Festival du film d'avant-garde et *underground*, auquel le public est convié.

Le festival comporte six programmes, dont le New Prairie Cinema Showcase et le One Take Super 8 Event, organisé par le directeur du service de la programmation au Winnipeg Film Group, Michael Maryniuk.

One Take Super 8 consiste à réaliser un film d'une durée de 2 min 30, sur pellicule super 8, et ce, de façon continue, c'est-à-dire sans montage. « Personne ne va avoir vu son film avant la présentation, explique Carole O'Brien. C'est un peu stressant, parce qu'on ne sait pas si la caméra va avoir fonctionné! »

Malgré ces contraintes, le concept permet tout de même une certaine liberté, qui a plu à nombre de gens. « Le super 8 est un médium très facile, note Michael Maryniuk. Plusieurs personnes voulaient faire un film et ce programme était une bonne façon pour elles de commencer. »

« Je connais des gens qui n'avaient jamais fait de film, mais qui avaient toujours été intéressés d'en créer, ajoute Carole O'Brien. Ce qui est bien avec Super 8, c'est que ça ne prend pas beaucoup d'argent et qu'on n'est pas obligé de prouver quoi que ce soit à qui que ce soit. Ça donne la possibilité aux Winnipégois de faire des films. »

D'ailleurs, la cinéaste reconnaît qu'une renaissance des films expérimentaux s'est fait sentir à Winnipeg depuis les cinq dernières années. « Solomon Nagler a donné un atelier sur ces films et depuis, Winnipeg est devenu le *hot bed* des films expérimentaux, explique-t-elle. Par la suite, Michael est devenu un des grands chefs des ateliers. »

Le festival sera aussi l'occasion d'en apprendre sur les techniques de film puisque le cinéaste réputé John Kneller présentera un atelier le 6 octobre. « C'est une personne-ressource à qui on peut poser plein de questions, affirme Carole O'Brien. Par exemple, comment il a réussi à réaliser les effets qu'il a créés dans ses films? Ce sera des conseils pratiques. »

Les films présentés au festival promettent d'être diversifiés et parfois éclatés. Michael Maryniuk a par exemple réalisé un court métrage en se servant d'un poisson. « J'ai mis la caméra dans la bouche d'un poisson, explique-t-il. Le film va donc être vu à travers la tête du poisson.

« Quand je suis allé acheter mon poisson, le vendeur m'a dit qu'il serait bon pour une soupe, poursuit-il en riant. Mais ce qu'il ne sait pas, c'est que ce poisson-là n'était pas pour une soupe! J'aime les poissons… un petit peu trop. »

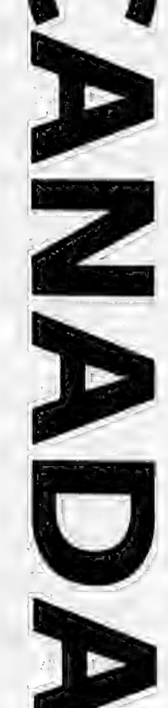
Pour plus d'information sur le déroulement des activités, consultez le site www.wndx.org.



Le Journal des jeunes

Vol. 18, n° 2
Saint-Boniface (MB)
OCTOBRE 2006

L'ACTUALITÉ





Débat autour du registre des armes à feu

Montréal a porté dans la peine le deuil d'Anastasia De Sousa, dont les funérailles ont eu lieu le 19 septembre dernier. La jeune femme de 18 ans, étudiante au collège Dawson de Montréal, est décédée lors de la fusillade perpétrée le 13 septembre par Kimveer Gill.

Ce jour-là, l'homme de 25 ans, qui habitait à Laval, s'est rendu sur le site du collège. Il était lourdement armé. Des policiers qui étaient dans le voisinage ont remarqué son allure suspecte, ce qui a permis aux forces policières d'intervenir rapidement. Mais Kimveer Gill a eu le temps de faire une vingtaine de blessés et de tuer une personne avant de retourner son arme contre lui.

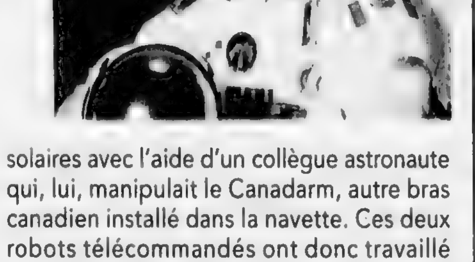
Cette tragédie suscite bien des questions. On se demande ainsi comment une personne mentalement aussi perturbée que l'était Kimveer Gill a pu se procurer toutes les armes qu'il possédait, légalement et sans être questionné?

Ce drame trouvera bientôt un écho à la Chambre des communes, puisque le parlement canadien doit étudier cet automne un projet de loi du gouvernement Harper portant sur le registre des armes à feu. Depuis sa mise sur pied par le gouvernement libéral, ce registre est décrié par les conservateurs qui affirment que c'est un outil inutile et inefficace.

On croyait donc que le gouvernement Harper allait proposer son abolition pure et simple, d'autant plus que la gestion du registre a été critiquée il y a quelques années par la vérificatrice générale du Canada. Mais les conservateurs ont plutôt proposé de retirer les fusils de chasse du registre; si le projet de loi était adopté, les détenteurs de ces fusils n'auraient plus à faire enregistrer cette arme.

Mais beaucoup croient qu'on ne devrait pas affaiblir la portée du registre. C'est le cas des policiers qui disent s'en servir tous les jours. Avec ce qui est arrivé à Montréal, le gouvernement du Québec a pris ses distances face aux positions de Stephen Harper. Jean Charest réclame qu'on ne touche pas au registre des armes à feu. Ce registre a été établi après de longs débats, à la suite de la tuerie de Polytechnique en 1989 qui a fait 14 victimes. Les parents de ces victimes ont été parmi les premiers à réclamer la mise sur pied d'un tel registre pour contrôler la circulation des armes à feu au pays.

Deux héros bien canadiens!



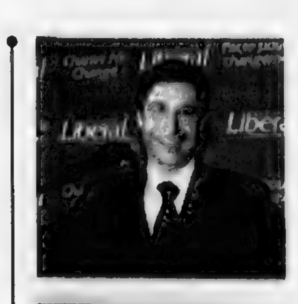
À 51 ans, Steven MacLean a réalisé ce que bien peu de gens au monde ont la chance de faire : non seulement il a pu se rendre dans l'espace, mais il a marché dans le grand vide! C'était le deuxième voyage dans l'espace pour ce Canadien, qui avait une mission particulièrement délicate à accomplir.

Steven MacLean est l'un des neuf astronautes de la navette Atlantis qui a passé 12 jours dans l'espace en septembre. La navette s'est rendue à la station spatiale internationale. La mission des astronautes : y installer un module de 16 tonnes doté de panneaux solaires géants, qui fourniront plus d'énergie à la station spatiale. Quand la station sera terminée en 2010, ces panneaux fourniront le quart de son électricité.

Steven MacLean a joué un rôle essentiel au cours de cette mission, en manipulant le Canadarm 2, un bras mobile télécommandé de fabrication canadienne, installé sur la station spatiale. Grâce au Canadarm 2, Steven MacLean a pu installer les panneaux solaires avec l'aide d'un collègue astronaute qui, lui, manipulait le Canadarm, autre bras canadien installé dans la navette. Ces deux robots télécommandés ont donc travaillé main dans la main pour la réussite de la mission!

Steven MacLean s'est servi du Canadarm 2 presque tous les jours pendant la durée de la mission. Sa première sortie dans l'espace a duré sept heures et onze minutes, soit 45 minutes de plus que prévu. En avril 2001, Chris Hadfield était devenu le premier Canadien à marcher dans l'espace. Il avait aidé à installer le Canadarm 2 sur la station spatiale.

La prochaine mission de construction sur la station est prévue pour décembre. Dave Williams est le prochain Canadien qui s'envolera. Il prendra place dans la mission STS-118, dont le lancement est prévu pour juin 2007. Il devrait effectuer trois marches dans l'espace pour poursuivre l'assemblage de la station spatiale.



New Brunswick

Bye Bernard, bienvenue Shawn

Shawn Graham est devenu le premier ministre du Nouveau-Brunswick à l'issue d'un scrutin qui a eu lieu le 18 septembre. Le chef libéral a ainsi délogé le conservateur Bernard Lord, qui briguait un troisième mandat. La campagne électorale, qui s'est déroulée en plein été, a été relativement terne. Les sondages menés en fin de campagne indiquaient des résultats serrés. Les libéraux n'ont pas eu la majorité des voix, mais ont obtenu la majorité des sièges, et c'est ce qui est requis pour gouverner. On connaîtra qui seront les ministres du nouveau gouvernement le 3 octobre.



Pas de malbouffe en Nouvelle-Écosse

La Nouvelle-Écosse ne veut plus de malbouffe dans les écoles. D'ici trois ans, la province veut éliminer toute malbouffe des cafétérias des écoles publiques, y compris des machines distributrices. Dès janvier la crème glacée, les croustilles et les beignes commenceront à disparaître des cafétérias. Les hot dogs, pizzas au pepperoni et aliments du même genre seront éliminés au plus tard en juin 2008. Un enfant sur trois en Nouvelle-Écosse est considéré comme trop gros ou obèse.



Les sans-abris de Calgary

Calgary a atteint en juillet le million d'habitants. Mais la croissance extrêmement rapide de la population va de pair avec un grave problème de logements. Tous ces gens qui affluent vers Calgary à la recherche d'un emploi n'ont souvent pas de toit. Les centres de refuges pour les sans-abris ne suffisent plus à la demande. Un plan d'urgence a donc été élaboré par 13 groupes qui luttent contre l'itinérance. Selon ces groupes, 800 personnes se chercheront un toit cet hiver. La Ville doit agir, disent-ils, par exemple convertir en centres d'hébergement des écoles vacantes, des hôtels mis en vente ou des entrepôts vides.

LA VIOLENCE DANS LES MÉDIAS

Faut-il se préoccuper de la violence dans les médias?


Kimveer Gill

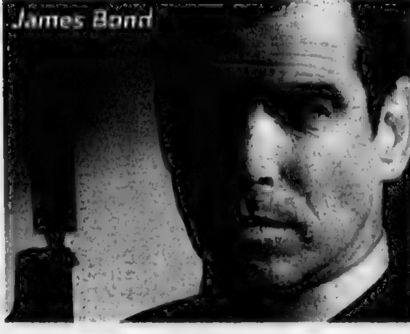
La tragédie survenue le 13 septembre au collège Dawson de Montréal pose l'éternelle question de la violence dans les médias. L'auteur de la fusillade, Kimveer Gill, entretenait un blogue qui montrait bien la fascination qu'exerçait sur lui cette violence. Il aimait ainsi jouer sur Internet au jeu *Super Columbine Massacre*, une simulation des événements survenus au Colorado en 1999. Deux adolescents ont alors tué 13 personnes dans leur école secondaire, avant de s'enlever la vie.

Il n'y a rien de mal à aimer voir des films ou lire des livres qui suscitent des émotions fortes. La question qui se pose est plutôt : avec la présence toujours plus grande de la violence à la télévision, au cinéma, dans les jeux vidéo et sur Internet, a-t-on atteint les limites de l'acceptable?



Cinéma et télé : toujours plus de violence

Deux chercheurs de l'Université Laval au Québec ont passé au peigne fin les émissions des six grands réseaux canadiens. Films, téléséries, émissions pour enfants : pendant sept ans, ils ont tout regardé.


James Bond

Résultat : entre 1993 et 2001, les épisodes de violence physique avaient augmenté de 378 %. Il y en avait quatre fois plus. En 2001, la télévision canadienne montrait en moyenne 40 actes de violence physique par heure.

Et puis après? pourrait-on dire. Ça ne fait de mal à personne. Ce qui inquiète, c'est souvent le côté insidieux que prend cette violence, ou le fait qu'elle soit montrée de plus en plus brutalement. Contribue-t-elle à forger chez les gens une véritable culture de la violence? Cette violence est-elle alors intégrée dans nos vies? On ne se questionne plus à son sujet; on la trouve normale.

Tes parents se souviennent de l'époque où le héros d'un film d'action à la James Bond était bien élevé, poli et ne tuait personne. De nos jours, au cinéma, à la télévision et dans les vidéoclips, presque la moitié des actes de violence sont commis par les « bons » personnages. C'est un autre fait troublant qu'a montré une étude réalisée aux États-Unis par le *Center for Media and Public Affairs*.

Des bandits plus sadiques, une violence plus complexe, des victimes plus durement maltraitées, des images toujours plus crues. Et jamais de conséquences néfastes sur la vie des gens. La violence dans les médias de divertissement, c'est plein d'action, de vitesse, de courage, d'adrénaline et ça permet de régler tous les problèmes. Mais dans la vraie vie, rien n'est aussi simple.

Les nouveaux médias : attention danger?

Les garçons de 9 à 17 ans aiment les jeux vidéo et préfèrent les jeux d'action et de combat. Or, la tendance dans ces jeux est d'accorder au joueur le rôle du méchant. Pour gagner des points, il doit attaquer, tuer des innocents. Dans *Grand Theft Auto 3*, le joueur doit attaquer des automobilistes et commettre des crimes. Il existe d'autres jeux où on peut uriner sur sa victime. La Nouvelle-Zélande a banni *Manhunt*. Le principe de ce jeu veut que le joueur accumulant le plus de points soit celui qui commet le meurtre le plus atroce. Une morale en effet discutable! Aux États-Unis, l'Association professionnelle des psychologues demande que la violence des jeux vidéo destinés à un public jeune soit réduite. Et toi, qu'en penses-tu? Tant de violence est-elle nécessaire? En demandant aux joueurs – souvent des jeunes – de jouer le rôle des méchants et d'imaginer des scènes toujours plus horribles, les fabricants de ces jeux ont-ils trouvé une façon très efficace d'accrocher leur clientèle? Vont-ils trop loin?




ADRESSE :

C.P. 190
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
Sans frais : 1 (800) 523-3355
Courrier électronique :
redaction@journaldesjeunes.ca


ÉQUIPE :

Directrice : **Sylviane Lanthier**
Journaliste : **Prune Vellot**
Graphiste : **Véronique Togneri**
Secrétaire : **Roxanne Bouchard**

NOUVELLE ARTISTIQUE

Un film, des ruines



L'artiste canadienne Nia Vardalos pourrait tourner des scènes de son prochain film sur le site de l'Acropole, à Athènes en Grèce. Il est très rare que des films soient tournés sur ce site archéologique, l'un des plus célèbres au monde, ou sur d'autres sites du genre en Grèce.

Nia Vardalos a été rendue célèbre en 2002 grâce à l'immense succès obtenu par sa comédie *My Big Fat Greek Wedding*. Son origine grecque l'a certainement aidée à obtenir l'appui des autorités grecques dans le cas de son prochain film, *My Life in Ruins*, dont le tournage devrait commencer fin octobre.

Le cas Internet

Sur Internet, des sites de « jeux » montrent des personnalités réelles, qu'on voit dans un procédé d'animation, être tuées après avoir subi des mutilations et autres scènes dégradantes. On peut voir sur certains sites des images réelles d'accidents ou de tortures. La violence est souvent liée à la sexualité. Cette violence « virtuelle » est présentée par les auteurs des sites comme des blagues ou des jeux sans conséquence. Selon les experts, des études ont montré que beaucoup d'adolescents canadiens connaissent des sites du genre et les ont visités. Les jeunes en comprennent-ils le côté macabre? Voient-ils la haine des femmes, le racisme, l'intolérance qui sont souvent sous-jacents? Sont-ils d'accord avec les valeurs véhiculées par ces sites?

La violence : un effet d'entraînement

Survenue en 1999 au Colorado, la fusillade de l'école Columbine est la plus meurtrière à avoir eu lieu en milieu scolaire aux États-Unis. Deux adolescents ont tué 13 personnes avant de se suicider. Et cinq ans plus tard, le cas de Columbine fascine encore, d'une façon étrange et tordue, des jeunes pour qui c'est une source d'inspiration.

Fusillade de l'école Columbine

Cinq adolescents américains ont été accusés cette année d'avoir préparé une attaque contre une école secondaire du Kansas, pour marquer le 5e anniversaire du massacre de Columbine.

Début septembre, un autre adolescent a envoyé un courriel au directeur de l'école Columbine, avant de tuer son père et de tirer des coups de feu sur son ancienne école secondaire de la Caroline du Nord.

Kimveer Gill, qui a tué une jeune femme et blessé 20 personnes à Montréal, était aussi obsédé par la tuerie de 1999.

Les jours qui ont suivi son geste ont donné lieu à d'autres événements. Au Wisconsin, la police a arrêté le 16 septembre trois jeunes de 17 à 18 ans. Ils organisaient depuis plus d'un an contre leur école, un massacre semblable à celui de Columbine. Heureusement, ils ont été arrêtés avant de passer aux actes.

Au Québec, le 18 septembre, la police a arrêté un adolescent de 15 ans qui a proféré des menaces de mort contre des élèves d'une école secondaire, sur le site vampirefreaks.com (site sur lequel Kimveer Gill avait son blogue).

À qui la responsabilité?



Scott Poland est un psychologue américain qui a conseillé des élèves et des enseignants après 11 cas de fusillades en milieu scolaire, dont celle de Columbine. Selon lui, on ne peut tenir l'exemple de Columbine responsable de tous les actes violents commis par des jeunes, mais il y a tout de même une sorte d'affiliation. Beaucoup d'images ont circulé dans Internet. Les vêtements portés pas les deux adolescents, les armes utilisées sont devenus « glamour ». Ces images deviennent attirantes pour certains jeunes, qui y voient une sorte de source de pouvoir et veulent les imiter.

Des experts estiment que la violence des médias est, en partie, responsable de ce type de fusillade. Pour l'ancien psychologue militaire américain Dave Grossman, le cinéma et les jeux vidéo jouent un rôle. Les films violents désensibilisent les jeunes aux conséquences de la violence et les jeux vidéo les entraînent au tir.

Mais d'autres voix rappellent que ce n'est pas parce que vous voyez un acte violent dans un film que vous allez le commettre dans la vraie vie!

La science n'a pas réussi à montrer un lien formel entre la violence dans les médias et celle dans la vie réelle. Pour une association pédiatrique américaine cependant, ce lien, même faible, est suffisant pour agir. Après tout, on n'a pas attendu la preuve formelle que le tabagisme causait des problèmes de santé pour faire des campagnes anti-tabac.

D'autres psychologues rappellent que des histoires comportant une certaine violence peuvent jouer un rôle positif dans le développement d'un enfant, parce que ces fictions nous aident, d'une certaine façon, à comprendre notre agressivité naturelle.

Pour d'autres, censurer les médias équivaut à frapper la mauvaise cible. Il faudrait plutôt dénoncer la médiocrité générale présente dans tous ces contenus. La violence grandissante qu'on y trouve est un symptôme d'un mal plus vaste encore. L'industrie qui vend tous ces contenus discutables n'a-t-elle aucune éthique? Mais alors le consommateur est lui aussi responsable. Pourquoi demande-t-il tant de médiocrité et de violence? Il reste encore aux gens le pouvoir ultime : celui de dire non. D'éteindre l'ordinateur et le téléviseur.



NOUVELLES TECHNOLOGIES

La banane menacée



La banane, le fruit le plus populaire du monde, est menacée. Pourquoi? Parce qu'une seule variété venue de l'Inde, la Cavendish, est en train de supplanter toutes les autres auprès des consommateurs, ce qui a pour effet de diminuer la diversité génétique des bananes. Or, des scientifiques ont trouvé, il y a trois ans, qu'un champignon s'attaquait spécifiquement à la Cavendish. Les Nations unies s'inquiètent aussi : en Inde, les espèces sauvages de bananes sont en extinction à cause de la déforestation, et des gènes qui auraient pu servir à protéger la Cavendish contre ses ennemis naturels ont peut-être disparu aussi.

NOUVELLE SPORTIVE

Des filles au hockey masculin



Deux Manitobaines de 17 ans qui réclamaient l'an dernier le droit de faire partie de l'équipe masculine de hockey de leur école secondaire ont finalement eu gain de cause. L'entraîneur de leur école leur refusait le droit de participer à l'équipe de hockey masculin, mais voulait bien les admettre dans l'équipe féminine. Préférant le hockey masculin, les sœurs jumelles Amy et Jesse Pasternak ont poursuivi l'Association athlétique des écoles secondaires du Manitoba pour discrimination fondée sur le sexe. Dans un jugement de 40 pages rendu public le 22 septembre, l'arbitre indépendante, Lynn Harrison, a donné raison aux deux sœurs. Les sœurs Pasternak estiment que c'est une bonne nouvelle pour les filles qui aiment jouer au hockey.

L'ACTUALITÉ

DANS LE MONDE

La réapparition de Natascha Kampusch

En 1998, Natascha Kampusch disparaissait. Elle avait alors dix ans. Elle s'était enfuie de chez elle après une querelle avec sa mère et avait été enlevée. À l'époque, les policiers avaient mené une enquête, sans résultat. Mais le 23 août, la jeune Autrichienne a fui la prison de son ravisseur, Wolfgang Priklopil. À 18 ans, celle qu'on avait cherchée pendant des mois et qu'on croyait finalement morte, est revenue.

Elle est apparue pour la première fois à la télévision, le 6 septembre, pour témoigner de sa longue séquestration et satisfaire la curiosité de ses compatriotes, fascinés par son histoire. Au départ, son image devait être dissimulée afin de préserver son anonymat. Mais, sous la pression médiatique, elle a préféré parler à visage découvert. Seul un foulard dissimulait sa chevelure, pour qu'elle puisse changer d'apparence dans l'avenir si elle le désire.

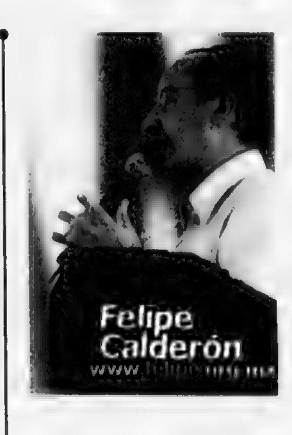
Au cours de cette émission et des divers entretiens dans les journaux, Natascha Kampusch est restée très discrète sur ses relations avec Wolgang Priklopil. Elle serait victime du syndrome de Stockholm, selon lequel la victime se prend d'affection pour son ravisseur.

Elle raconte qu'enfermée dans une toute petite pièce au sous-sol, elle souffrait de claustrophobie. Si Wolfgang Priklopil ne l'avait pas finalement laissée monter dans la maison, elle dit qu'elle serait devenue folle. Elle a aussi souffert de la faim. Mais cette expérience traumatisante, loin de l'anéantir, l'a rendue plus forte.

Peu à peu, Wolgang Priklopil lui a laissé plus de liberté. Elle pouvait s'informer, fêter Noël ou son anniversaire. Mais il surveillait ses moindres faits et gestes. Il était obsédé par l'idée qu'elle puisse transmettre un message à l'extérieur. Quand ils sortaient, si elle cherchait à parler aux gens, il menaçait de les tuer. Elle a donc gardé le silence.

Puis est venue l'heure de la fuite. La captive, n'y tenant plus, a choisi un moment d'inattention pour s'échapper. Elle savait que son départ allait provoquer la mort de Wolgang Priklopil. Quelques heures après sa fuite, il s'est en effet suicidé en se jetant sous un train.

Mais tout cela, pour elle, c'est désormais le passé. Elle essaie de se tourner vers l'avenir. Natascha Kampusch aimerait étudier la psychologie, le droit ou encore le journalisme. Et surtout, elle voudrait porter secours aux femmes mexicaines victimes d'enlèvements comme aux enfants africains souffrant de la faim.



Felipe Calderon, président du Mexique

Les élections présidentielles mexicaines ont eu lieu au début de l'été. Le représentant conservateur, Felipe Calderon, est sorti vainqueur des urnes avec une avance de 234 000 voix. Mais le candidat de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador, a contesté les résultats, persuadé que le scrutin était frauduleux. Pendant près de deux mois, il a empêché Felipe Calderon de gouverner et a appelé à « refonder la République ». Le 5 septembre, le Tribunal électoral fédéral a mis un terme à cette querelle en proclamant Felipe Calderon président.




La Finul, gardienne de la paix au Liban

Depuis la fin des attaques israéliennes contre le Liban, la Finul (Force intérimaire des Nations unies pour le Liban) a été mise en place. Sa mission est de maintenir la paix dans la région. La communauté internationale considère le désarmement du Hezbollah comme un élément clé de la stabilisation du pays. Or la Finul n'a pas le pouvoir d'atteindre cet objectif. Quant à l'armée libanaise, elle ne compte pas s'atteler à cette tâche. Elle attend impatiemment le déploiement des soldats des Nations unies, qui devrait geler la situation militaire.

Le retour de la guerre en Afghanistan



Depuis la fin des raids américains contre les Talibans, accusés de complicité avec Al-Qaida lors des attentats du 11 septembre 2001, la paix devrait être revenue en Afghanistan. À Kaboul, la capitale, on continue pourtant de se comporter comme en temps de guerre. Après 22 heures, il n'y a plus personne dans les rues, même si aucun couvre-feu officiel n'est en vigueur. Si on sort, ce n'est pas sans précaution.

Au quartier général de l'ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité, dépendante de l'OTAN), ce n'est pas mieux. De véritables barricades de béton, veillées par des sentinelles armées, barrent l'accès à l'institution. À croire que le pire est à venir, que les Talibans chassés du pouvoir en décembre 2001 sont de nouveau prêts à attaquer et à s'emparer du gouvernement du pays.

Depuis quelques mois, les attentats ont en effet repris dans le sud du pays. Les Talibans amplifient leurs incursions, au point de chercher l'affrontement direct avec les forces officielles. Ce sont aujourd'hui des bataillons de plus de trois cents hommes qui sévissent jusqu'au centre du pays. Ils sont lourdement armés et disposent d'importants moyens de communication.

Bilan des combats : la coalition armée de l'OTAN perd des hommes, incapable de réagir efficacement aux tactiques talibanes. D'après les gouvernements provinciaux, près de la moitié des districts provinciaux de Kandahar et d'Uruzgan sont contrôlés par les Talibans. Des districts où la peur s'est installée pour de bon parmi les habitants.

Cette dérive insurrectionnelle est d'autant plus préoccupante qu'en mai 2006 des manifestations ont eu lieu à Kaboul contre le gouvernement afghan et que les attentats-suicides se multiplient. Sans qu'on ait voulu le voir, la situation s'est détériorée.

Le président, Hamid Karzaï, était préoccupé par l'établissement des nouvelles institutions. Mais pendant ce temps, les régions rurales ont souffert. La culture du pavot, facile et rentable, s'est accrue, stimulant ainsi l'économie de la drogue et la corruption. Les habitants ont refusé les aides des Américains et des différentes organisations non gouvernementales, craignant les représailles des Talibans. Plus que jamais l'insécurité règne en Afghanistan, rongé par une sorte de guerre civile.



Benoît XVI et le djihad

Benoît XVI est sans aucun doute le premier pape à évoquer le djihad, la guerre sainte islamique, et à le condamner. Lors d'une conférence en Bavière (Allemagne), il a provoqué un tollé en citant l'empereur Manuel II Paléologue (1391) : « Montrez-moi ce que Mahomet a apporté de nouveau. Vous ne trouverez que des choses mauvaises et inhumaines, comme le droit de défendre par l'épée la foi qu'il prêchait. » Avec cette pique idéologique, le pape se démarque de son prédécesseur, Jean-Paul II, qui cherchait le dialogue avec l'islam. Il a d'ailleurs fait face à un tollé de protestations de la part du monde musulman.



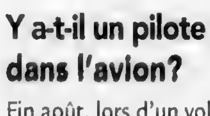
Conducteur aveugle

Le 26 avril 2006, un automobiliste aveugle a été arrêté sur une route de Grande-Bretagne. Au volant d'une Peugeot 205, il a roulé pendant près d'un kilomètre, guidé par le passager. Il s'est alors fait arrêter. Lorsque le policier s'est approché du véhicule pour un contrôle routier, il a trouvé l'attitude de l'homme au volant étrange. D'origine irakienne, Omad Aziz tâtonnait les commandes. Il vient tout juste d'être reconnu coupable de conduite dangereuse.

Mc Do étouffe les hérissons

De nombreux hérissons britanniques étaient retrouvés asphyxiés, la tête coincée dans les pots de Mc Fleury. Ces petits animaux, gourmands de crème glacée, venaient lécher les fonds des récipients. L'ouverture était suffisamment large pour qu'ils y passent leur museau, mais trop étroite pour qu'il puissent ressortir. Depuis septembre, Mc Do a décidé de commercialiser de nouveaux pots pour remédier à ce problème.

Y a-t-il un pilote dans l'avion?



Fin août, lors d'un vol interne entre Ottawa et Winnipeg, le pilote s'est retrouvé coincé hors du cockpit. Ayant quitté ses commandes 30 minutes après le décollage pour une pause pipi, il n'a jamais pu rouvrir la porte de la cabine de pilotage. Il a fallu que le personnel d'équipage la sorte de ses gonds. Une demi-heure avant l'atterrissage, le pilote a ainsi pu regagner sa place.

Hystérie collective au Népal



Dans une école népalaise, près de 70 enfants et adolescents se sont mis à crier, à pleurer et se sont finalement évanouis. Cette scène d'hystérie collective fait suite à la mort d'un serpent. La direction de l'établissement avait demandé à ce que l'animal soit tué. Or dans la religion hindouiste, ce reptile est sacré car il est associé au dieu Shiva. Les élèves ont eu peur d'un châtiment divin. Des cérémonies ont finalement été organisées sur les lieux pour éloigner l'esprit du serpent.

Recette

Gratin de chou-fleur et brocoli

Ingrédients :

1 1/2 tasse de chou-fleur
1 1/2 tasse de brocoli

Béchamel :

3 c. à soupe de beurre ou margarine
1/4 de tasse de farine
1 1/2 tasse de lait chaud
Sel et poivre au goût
1/4 de tasse de fromage fondu de type Cheese Whiz
Fromage mozzarella ou chedar blanc râpé pour gratiner

- Faire blanchir le chou-fleur et le brocoli; mettre de côté. Dans un poêlon, faire fondre le beurre ou la margarine, ajouter la farine en brassant à l'aide d'un fouet. Ajouter le lait chaud toujours en brassant sans arrêt jusqu'à ce que la sauce soit homogène. Ajouter le Cheese Whiz et faire fondre. Éteindre le feu; saler et poivrer.
- Ajouter le chou-fleur et le brocoli à la béchamel en mélangeant.
- Parsemer de fromage. Cuire à 300°F pendant 20-25 min. Ensuite, mettre à *broil* jusqu'à ce que le fromage soit doré.

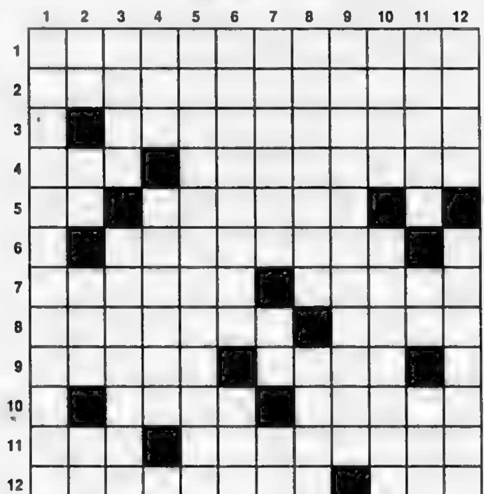
Préparation : 15 minutes • Cuisson : 30 minutes • Portions : 4

Recette tirée du site Internet suivant : http://www.recettes.qc.ca

Vous avez des événements à signaler?
Composez le 237-4823
ou le 1 800 523-3355.







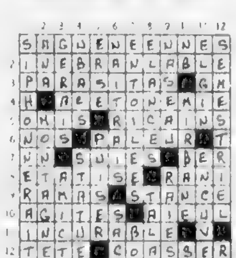
HORIZONTALEMENT

1. Rivière du Québec, surtout renommée pour le transport de la «pitoune».
2. Concerneras, regarderas.
3. Luminescent, incandescent.
4. On porte chacun le sien. - Arma, barda, blinda.
5. Article. - Tunique grecque.
6. Assiduité.
7. Commencer à se manifester. - Enchâssé, monte.
8. Môme, mioche. - Ancien entraîneur du Canadien de Montréal
9. Expédition. - Au rugby, coup de pied
10. Prénom féminin. - Parmi.
11. Abat. - Balancement continuel de la tête.
12. Parties des fugues. - Créa.

VERTICALEMENT

1. Descriptions physiques des personnes qu'on veut reconnaître.
2. Se termine en décembre. - Conjonction. - D'une grande stupidité. - Gamme.
3. En outre. - Oiseau échassier.
4. Catégorique. - Ses graines renferment une huile toxique.
5. Frauderaient, tromperaient.
6. Découper du bois. - Apprit.
7. Epanchement de sérosité dans le péritoine. - Doublée. - Personnel
8. Emploierons. - Roues à gorge des poulies.
9. Mettront un enjeu supérieur à celui de l'adversaire.
10. Rouleras. - Qui est accompagné de jaillissements.
11. Détroit qui sépare l'île du Cap-Breton à la partie continentale de la Nouvelle-Écosse. - Personnel. - Il est près de l'as.
12. Exerça une action en justice. - Volent.

RÉPONSES DU N° 408



CARTE blanche

par Charles Leblanc

Suite française : l'histoire en direct

Au début de l'été, j'ai lu le roman *Suite française* d'Irène Némirovsky (Éditions Denoël, Folio n° 4346) et j'ai été pas mal remué. Et ce qui m'a remué encore plus, c'est l'histoire de la création et de la publication du roman. Retournons un peu dans le passé.

Née en 1903 à Kiev dans une famille juive dont le père était banquier et la mère aussi occupée (elle n'aimait pas sa fille, car celle-ci lui rappelait qu'elle vieillissait), Irène Némirovsky a été élevée par des gouvernantes et s'est réfugiée tôt dans la lecture et l'écriture. Venant d'un milieu qui mettait en valeur l'accumulation d'argent, elle s'y opposait tout en profitant des avantages qu'il offrait. Joyeux paradoxe. Elle a même manifesté dans ses premiers romans une tendance à l'antisémitisme, qui est fondée sur l'image de Shylock (rappelez-vous cet usurier de la pièce de Shakespeare, *Le Marchand de Venise*, qui réclame « une livre de chair » d'un noble endetté) et qui montre une relation de haine à soi-même assez forte, merci. Ses descriptions de l'ascension sociale des Juifs sont cruelles, mais elle n'oublie jamais qu'elle partage avec eux un destin commun.

Lorsque la famille vivait en Ukraine, les Némirovsky voyageaient beaucoup pendant l'été. Irène commença à adopter la technique d'écriture suivante : dans un cahier, elle écrivait son roman, ainsi que toutes les réflexions et notes qui lui venaient à l'esprit en même temps sur une autre page. Elle décrivait en détail tous ses personnages, même ceux qui ne faisaient que passer dans le roman.

Après la révolution bolchévique de 1917 en Russie, période au cours de laquelle les banquiers n'étaient pas tellement appréciés, la famille a déménagé à Rouen (France), puis à Paris. Irène s'est inscrite à la Sorbonne et a obtenu un diplôme en lettres françaises. Il faut dire qu'elle parlait plusieurs langues. Après avoir publié des contes et des nouvelles dans des revues et des journaux, elle publie son premier roman remarqué, *David Golder*, en 1929. Elle a déjà épousé Michel Epstein en 1926 et sa première fille, Denise, naît en 1929. Elle sera suivie d'une deuxième, Élisabeth, en 1937.

On ne sait pas trop pourquoi, mais Irène ne demande jamais la nationalité française, bien que ce soit le pays où elle se sente le mieux. Dans le contexte mouvant des années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale et après quelques années de manifestations antisémites violentes, Irène se convertit au catholicisme en 1939. À la veille de la déclaration de la Guerre, elle confie ses deux filles à la gouvernante et les trois déménagent dans un petit village où est née cette dernière. Les parents visitent les enfants jusqu'à l'établissement de la ligne de démarcation en France en juin 1940.

C'est en 1940 que les problèmes commencent. Les Juifs commencent à être considérés légalement comme des parias et ils sont nombreux à perdre leurs emplois. Michel et Irène sont perçus comme juifs et étrangers. Ils partent rejoindre leurs filles à la campagne. En juin 1941, une nouvelle loi isole encore plus les Juifs. Irène comprend que l'issue de la situation ne peut être que tragique. Elle se met donc à écrire « férocement » le grand roman que devait être *Suite française*, un roman en cinq tomes qui voulait illustrer la situation des Français avant, pendant et après l'invasion de l'armée allemande.

Avant d'être arrêtée en juillet 1942, puis internée pendant quelques jours avant d'être déportée à Auschwitz le 17 juillet, où elle sera assassinée le 17 août 1942, Irène a le temps de rédiger les deux premiers tomes et de nombreuses pages de notes diverses. Son mari est lui-même déporté en novembre et gazé à son arrivée au camp de concentration. Ayant pu fuir, leurs filles cachent la valise qui contient des photos de famille et les cahiers de leur mère.

La valise les suit pendant de nombreuses années, sans être ouverte car elle rappelle trop de mauvais souvenirs, jusqu'à ce que Denise et Élisabeth, devenues des adultes vieillissantes, décident de lire les cahiers et se rendent compte du travail de leur mère. Le livre est finalement publié en 2004.

Le roman est une fresque de la France juste avant, pendant et juste après l'invasion de l'armée allemande en juin 1940. Observant le tout avec un regard à la fois ironique et compatissant, la romancière nous présente des Français de tous les milieux qui réagissent aux bouleversements de la guerre de manière lâche pour certains et héroïque pour d'autres. L'exode des villes, le comportement avare de grands bourgeois qui veulent sauver les bibelots de famille et ne pas les laisser à la populace, le mari bourgeois qui fuit sa maîtresse pour sauver sa peau avec sa famille, l'écrivain célèbre qui rêve d'un repas gastronomique alors qu'il est sur une route de campagne dans une auto sans essence, le curé assassiné par les orphelins qu'il tente de sauver, l'officier allemand qui a une histoire d'amour avec une jeune veuve, le couple modeste qui demeure digne en attendant des nouvelles de leur fils blessé au combat...

Des images parfois insoutenables, des passages émouvants, des descriptions très détaillées des personnages, des lieux et même des odeurs, un regard lucide sur la folie des hommes et la grâce de certains, aucune sentimentalité — voilà ce qui fait un roman historique comme je les aime.

DANS NOS *écoles*

PUBLI-REPORTAGES

APPRENDRE ET GRANDIR ENSEMBLE

ÉCOLE COMMUNAUTAIRE RÉAL-BÉRARD

Travailler à la chaîne



Photo : Gracieuseté École communautaire Réal-Bérard

L'enseignant David Twerdochlib lors du dévoilement d'une image de Réal Bérard, fabriquée de maillons de chaîne : « La meilleure manière de reconnaître un artiste est de façon artistique. »

Daniel BAHUAUD

SAINT-PIERRE-JOLYS

L'École communautaire Réal-Bérard a dévoilé, le 21 septembre, une image de Réal-Bérard... fabriquée de maillons de chaîne!

L'image faisant hommage à l'artiste natif de Saint-Pierre-Jolys a été créée l'an dernier par 20 élèves de la classe d'anglais S1 de David Twerdochlib. « On étudiait le *Romeo and Juliet* de Shakespeare, raconte l'élève Trevor Dearborn. Il y a eu une discussion sur l'armure et les cotes de maille du Moyen Âge et de la Renaissance. M. Twerdochlib a suggéré qu'on fabrique quelque chose en maille. »

Chaque élève avait la responsabilité d'assembler une section de l'image. « J'avais environ 250 maillons d'un centimètre de diamètre à assembler, raconte Claire Vigier. Ce n'était pas facile! Au bout de six heures, j'étais venue à bout de finir ma section. J'avais mal aux mains, tant j'avais travaillé fort avec les pinces. J'apprécie maintenant le travail des artisans d'autrefois. »

ÉCOLE COMMUNAUTAIRE AURÈLE-LEMOINE

1 000 $ pour Terry Fox



Photo : Gracieuseté École communautaire Aurèle-Lemoine

La communauté de Saint-Laurent s'est mobilisée, le 21 septembre, pour participer à la Journée annuelle Terry Fox.

Daniel BAHUAUD

SAINT-LAURENT

Près de 400 élèves, enseignants et parents de Saint-Laurent ont participé à la Journée annuelle Terry Fox, l'événement servant à recueillir des fonds pour la recherche sur le cancer.

« Les élèves de la maternelle à la 4e secondaire ont réussi à collecter plus de 1 000 $ pour la Fondation Terry Fox, indique l'enseignante des 3e et 4e années, Mona Buors. À eux seuls, les dix élèves de ma classe ont amassé 552,50 $. Je suis très fière d'eux. »

Mona Buors organise la Journée annuelle Terry Fox depuis cinq ans. « J'ai un cousin qui est décédé à l'âge de 14 ans du même cancer qui a fauché Terry Fox, explique-t-elle. Le cancer, c'est terrible. Tout le monde se doit d'agir. »

Plusieurs écoles de la Division scolaire franco-manitobaine ont participé à la Journée Terry Fox.

À noter

RENCONTRES DE PARENTS

4 octobre • Soirée rencontre pour la communauté et les parents avec les quatre candidats de la région sud à la CSFM à l'École Sainte-Agathe. Ron Monnin, commissaire de la Division scolaire Rivière-Rouge, sera également au rendez-vous à 19 h.

CONGÉS POUR LES ÉLÈVES

9 octobre • Action de grâces. Congé divisionnaire.

ÉVÉNEMENTS DIVISIONNAIRES

11 octobre • Course de fond divisionnaire pour les 5e à 8e années.

13 et 14 octobre • Camp de formation de la LISTE.

AVIS AUX DIRECTIONS, PERSONNEL ET PARENTS DE LA DSFM

Le babillard DSFM sera à **votre** disposition! Vous voulez faire la promotion de vos événements scolaires tels que les rencontres de comités scolaires, dates de congés d'école, concerts et spectacles? C'est facile! Vous n'avez qu'à faire parvenir l'information au 231-7000, poste 375, ou au 1 800 523-3355, ou encore à dansnosecoles@shaw.ca avant 12 h le mercredi précédant la date de parution.

Chaque semaine, toutes les familles qui ont un enfant dans une école de la DSFM reçoivent un exemplaire de *La Liberté* par la poste. (Les listes de noms nous sont communiquées par les écoles.)

Ce projet est possible grâce à l'appui des organisations qui se sont associées à *La Liberté*.













École Christine-Lespérance

Un défi unique

Daniel BAHUAUD
SAINT-VITAL

À l'École Christine-Lespérance, les 520 élèves de la maternelle à la 9e année se serrent les coudes! Ce qui n'est pas chose négative, selon la direction et les jeunes de la 7e à la 9e année qui attendent l'ouverture de la nouvelle école secondaire à Saint-Vital.

« On est tassés, mais contents, lance avec humour le directeur, Marco Ratté. C'est une situation unique, puisque nous sommes la seule école de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) à avoir des élèves de la maternelle à la 9e année. Il a fallu jongler pas mal avec les classes et autres locaux de l'école pour accommoder tout le monde. Nos classes de la 2e à la 4e années ont déménagé, afin qu'il y ait de la place pour les 7e à 9e années. Et puis nous avons créé un laboratoire informatique sans fil; les 25 ordinateurs portables nous donnent la mobilité qu'il nous faut pour composer avec le manque d'espace. »

Autre défi : les inscriptions sont à la hausse. Cette année, on compte 68 enfants en maternelle, 71 en 1re année et 60 en 2e année. « Ce sont des nombres importants qui sont de bon augure pour les années à venir, souligne Marco Ratté. Surtout qu'il s'agit de jeunes du quartier. On ne parle pas de parents qui choisissent l'École Christine-Lespérance au lieu de Lacerte, par exemple. On comprend que tous nos locaux sont utilisés à 100 %. Nous sommes vraiment pleins à craquer! »

Un mal pour un bien

« Toutes les écoles françaises devraient avoir des défis semblables », lance la directrice adjointe par intérim, Louise S. Gauthier, qui sera à la barre de la nouvelle école secondaire dès son ouverture prévue pour avril. « Ça veut dire que les parents sont confiants et croient en nos écoles françaises. »

Entre-temps, la situation est compliquée. Les élèves de la 9e année, comme ceux des autres écoles secondaires, changent de local pour chacun de leurs cours. « Nous essayons en autant que possible de créer un climat d'école secondaire pour eux, indique Louise S. Gauthier. Évidemment, on ne peut pas tout faire. Pour éviter des conflits d'horaire, leurs cours ne sont pas organisés en blocs semestriels. »

Ce qui n'empêche pas les élèves de se sentir très valorisés. « On a pas mal de privilèges, fait remarquer un élève de la 9e année, Justin Patenaude. On n'est que 24 élèves en 9e année. Les groupes sont petits, des classes de neuf ou de 13 élèves. Alors les profs ont plus de temps pour nous aider dans nos études et travaux. On peut leur poser plus de questions. L'enseignement est plus individualisé. Et puis il y a moins de personnes qui parlent! »

« J'aime qu'on nous traite comme des grands, ajoute sa camarade de classe Sophie Touchette. On a une heure du dîner à nous. Et on est les seuls à pouvoir quitter la cour d'école sur l'heure du midi sans permission. Ça, c'est *cool*. »

Or, ce qui est plus palpable, autant chez le personnel enseignant que chez les élèves, c'est le désir de s'installer dans la nouvelle école.

« C'est excitant, lance Sophie Touchette. Ma mère est membre du comité scolaire. Alors j'ai eu la chance de visiter l'intérieur de la nouvelle école. Elle est belle et grande et toute neuve. »

« Moi, j'ai hâte d'être avec les plus vieux de l'école, mentionne à son tour Justin Patenaude. Ça, et de pouvoir circuler dans des couloirs dégagés! »

Partir de zéro

« Le plus intéressant, pour les profs et les élèves, sera de créer une nouvelle culture scolaire, souligne Louise S. Gauthier. Le comité scolaire et l'école finaliseront la programmation. La DSFM et la direction verront à l'embauche du personnel. Les élèves et les enseignants choisiront les couleurs de l'école, que l'on retrouvera sur les chandails de nos futures équipes sportives. Et puis l'école aura enfin son nom. C'est super de pouvoir partir à zéro. C'est un vrai privilège. »

photo: Daniel Bahuaud

Sophie Touchette et Justin Patenaude ont hâte à l'ouverture de la nouvelle école secondaire à Saint-Vital.

École Lacerte

Du progrès, à pied et à coup de pédales



photo: Daniel Bahuaud

Allez-y les élèves! Votre Association étudiante compte sur vous!

Daniel BAHUAUD
SAINT-VITAL

C'est sous un ciel ensoleillé que les quelque 150 élèves de la 5e à la 8e années de l'École Lacerte ont convergé vers le parc Saint-Vital pour participer au Cycleton-Marcheton 2006, le 29 septembre.

L'activité, organisée par la toute nouvelle Association des étudiants de l'École Lacerte (AEEL), a pour but d'amasser des fonds pour ses activités telles que les soirées dansantes, les sorties scolaires et le projet Parlons français.

Les élèves des 5e et 6e années ont marché les 10 km du marcheton, tandis que les 7e et 8e ont parcouru 60 km à bicyclette.

Une fois leur exercice complété, les jeunes ont pu se régaler d'un bon dîner au barbecue.

« Le Marcheton-Cycleton a créé beaucoup de camaraderie entre les élèves des quatre niveaux scolaires, souligne l'enseignante de la 8e année, Marie-Josée Hupé-Marcoux. Nous comptons tenir plus d'activités regroupant les 5e à 8e années. Alors nous sommes partis sur le bon pied... et sur la bonne pédale! C'était également une excellente façon pour l'AEEL de commencer sa première année d'existence puisque le nouvel organisme regroupe les quatre niveaux scolaires. »

Au moment d'écrire ces lignes, la somme collectée au Marcheton-Cycleton n'était pas encore connue.

Élections DSFM

Repères

RÉGION SUD

Écoles concernées : Sainte-Agathe, Saint-Jean-Baptiste (école et collège), Réal-Bérard
Nombre de postes à combler : 2
Nombre de candidats : 4
Nom des candidats : Stéphane Boulet, André Carbonneau, Denis Clément, Réal Déquier

RÉGION URBAINE

Écoles concernées : Christine-Lespérance, Lacerte, Précieux-Sang, Taché, Roméo-Dallaire, Collège Louis-Riel
Nombre de postes à combler : 4
Nombre de candidats : 6
Nom des candidats : Armand Bédard, Marc Boily, Michel Boucher, Lefco Doche, Roland Saurette, Anne-Marie Thibert-Guénette

Jour du vote : le mercredi 18 octobre
Lieu du vote : l'école de votre enfant (ou de votre aîné)
Vote par anticipation : le 16 octobre (à Précieux-Sang et Réal-Bérard)
Vote scellé : disponible sur demande, au plus tard le 4 octobre.

Fonctionnaire électoral principal :
Jean-Maurice Lemoine, (204) 878-9399

Commissaires élus sans concurrence :
Région ouest : Carmen Combot, Bernard Lesage
Région est : Patricia Bouchard, Yolande Dupuis, Adrien Grenier

Les pages Dans nos écoles sont une réalisation de *La Liberté* en collaboration avec les professionnels et les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM). Les idées de sujets et commentaires sont les bienvenus et peuvent être acheminés à Daniel Bauhaud, au courriel : dansnosecoles@shaw.ca

Télé-horaire de la semaine du 9 au 15 octobre 2006

Le Jour du Seigneur : le dimanche 15 octobre à 10 h à la SRC

À déterminer.

Du lundi au vendredi

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Le Téléjournal/ Matin		Ma vie en mains		Droit au coeur		Ricardo	Coeur de l'actualité	Téléjournal /Midi	Coeur de l'actualité	Variées	L Ma 5 sur 5	La firme de Boston		4 et demi...	4 et demi...	La fosse aux lionnes	
RDI	RDI en direct						Téléjournal /Midi	RDI en direct						:55 RDI en direct		:55 RDI en direct		
TV5	Variées	Variées	Variées	Variées	Toute une histoire		Variées	Variées	Variées		V Job Trotter	Variées	Variées	Journal Suisse	Chiffres et lettres	Tout le monde	:15 La cible	
TVA	Deux filles le matin		Tout simplement Clodine		Variées	:45 Le TVA midi		TVA en direct.com		Shopping TVA		Info-publicité	Les feux de l'amour		Top modèles		Le TVA 17 heures	

Lundi 9 octobre

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Kif-kif	Union fait la force	Téléjournal	Zig Zag	Virginie	Rumeurs	L'auberge du chien noir "Maman disco"		C.A.	Tout sur moi	Le Téléjournal		Téléjournal	Au-dessus mêlée	La fosse aux lionnes		Droit au coeur	
RDI	Dominique Poirier en direct				Grands Reportages		Le Téléjournal/ Le Point		5 sur 5	Le National	Le Téléjournal		Le Journal RDI	Le National	Le Téléjournal		Grands Reportages	
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Tous à la brocante!	La France en héritage				"Une vie en retour"('05) Michel Aumont, Anny Duperey.			TV5 le journal	Coeurs batailleurs	Questions à la une		Vivement dimanche! "Jean-Baptiste Maunier"			Les rois du délire
TVA	Le TVA 18 Heures	Le cercle	Occupation double	Le sketch show	Annie et ses hommes		Nos étés		Le TVA 22 Heures		Le cercle	Denis Lévesque		Infopublicité				

Mardi 10 octobre

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Kif-kif	Union fait la force	Téléjournal	L'Accent	Virginie	La facture	Providence		Hauts/ bas de Sophie "Question d'équilibre"		Le Téléjournal		Téléjournal	Au-dessus mêlée	La fosse aux lionnes		Droit au coeur	
RDI	Dominique Poirier en direct				Grands Reportages		Le Téléjournal		5 sur 5	Le National	Le Téléjournal		Le Journal RDI		Le Téléjournal		Grands Reportages	
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Tu m'étonnes	On n'est pas couché Laurent Ruquier sera entouré d'invités de tous les domaines et commentera avec eux.						d.	TV5 le journal	Croisée chemins	La France en héritage				Envoyé spécial	
TVA	Le TVA 18 Heures	Le cercle	La fièvre du mardi soir		Caméra café	Histoires de filles	La promesse		Le TVA 22 Heures		Le cercle	Denis Lévesque		Infopublicité				

Mercredi 11 octobre

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Kif-kif	Union fait la force	Téléjournal	Téléjournal Magazine	Virginie	L'Épicerie	Le match des étoiles		Enjeux		Le Téléjournal		Téléjournal	Au-dessus mêlée	La fosse aux lionnes		Droit au coeur	
RDI	Dominique Poirier en direct				Grands Rep. "Le temps des bio-maîtres"		Le Téléjournal		La facture	Le National	Le Téléjournal		Le Journal RDI		Le Téléjournal		Grands Rep. "Le temps des bio-maîtres"	
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Invité de marque	La carte aux trésors "L'Isère" La zone de jeu couvre la moitié sud du département.				H	Louis de Funès ou le pouvoir de faire rire		TV5 le journal	Tu m'étonnes	On n'est pas couché Laurent Ruquier sera entouré d'invités de tous les domaines et commentera avec eux.					
TVA	Le TVA 18 Heures	Le cercle	Pas toute la soirée	Poule aux oeufs d'or	Les poupées russes		Lance et compte: La revanche		Le TVA 22 Heures		Le cercle	Denis Lévesque		Infopublicité				

Jeudi 12 octobre

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Kif-kif	Union fait la force	Téléjournal	Oniva	Virginie	Infoman	Le 7e round		Les missions de Patrice		Le Téléjournal		Téléjournal	Au-dessus mêlée	La fosse aux lionnes		Droit au coeur	
RDI	Dominique Poirier en direct				Grands Reportages		Le Téléjournal		L'Épicerie	Le National	Le Téléjournal		Le Journal RDI		Le Téléjournal		Grands Reportages	
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Envoyé spécial Un magazine d'information et de reportages.			"Oui, mais..."('01) Gérard Jugnot, Émilie Dequenne.			:15 Écrivain	Écrans du monde	TV5 le journal	Temps présent		La carte aux trésors "L'Isère" La zone de jeu couvre la moitié sud du département.				L'Île miracle
TVA	Le TVA 18 Heures	Le cercle	Chaîne d'artistes	Star système	Occupation double			Laura Cadieux	Le TVA 22 Heures		Le cercle	Denis Lévesque		"Procès devant jury"('94) Armand Assante, Joanne Whalley.				:45 Publicité

Vendredi 13 octobre

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Pieds/ Marge	Union fait la force	Téléjournal	À la carte	Prochaine sortie		L'heure de gloire		Zone libre "Bonnes à tout faire"		Le Téléjournal		Téléjournal	Au-dessus mêlée	La fosse aux lionnes		Droit au coeur	
RDI	Dominique Poirier en direct				Grands Reportages "Plaire à tout prix"		Le Téléjournal		Rendez-vous	Le National	Le Téléjournal		Le Journal RDI		Le Téléjournal		Grands Reportages "Plaire à tout prix"	
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Humanima	Thalassa Carnet de voyage insolite dans l'île méconnue de Taïwan.				L'île miracle "Le temps du chaos"		Village en vue	TV5 le journal	Bâtisseurs d'ailleurs	Boulevard du palais			H	"Une preuve d'amour"('03)	
TVA	Le TVA 18 Heures	Le cercle	J.E.		Faut voir clair		Juste pour rire		Le TVA 22 Heures		Le cercle	Denis Lévesque		"Terreur sous la mer"('99) Saffron Burrows, Thomas Jane.				:45 Publicité

Samedi 14 octobre

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Les Calinours	101 Dalmatien	W.I.T.C.H.	Kim Possible	Shaolin Wuzang	La légende de Tarzan	Spider-Man	Oniva	Téléjournal /Midi	Art Circuit	L'Accent	Y paraît que...	Ça vaut le détour!		Albator	Schtroumpfs	Lassie	Vie selon Annie
RDI	5h00 RDI en direct		Le Journal RDI	L'Épicerie	Le Journal RDI	Rendez-vous	Téléjournal /Midi	Zones de guerre	Le Journal RDI	Vivre ici	Le Journal RDI	Art Circuit	Le Journal RDI	Zones de guerre	Le Journal RDI	Le Journal de France	Téléjournal	La facture
TV5	Génies en herbe	Reflets Sud	:25 Sud, côté court	:55 TV5 l'invité	:10 Soccer Championnat de France de Ligue 1 Équipes à communiquer FFF				:15 Journal Afrique	Thalassa Magazine de la mer présenté par Georges Pernoud.				Journal Suisse	Littoral	Arte reportage		Invité de marque
TVA	5h30 Salut, bonjour!		Trois voeux "Covington, Georgie"		P.-dessus marché	De bouche à oreille	Le TVA midi	Via TVA	Les Pierrafeu	Shopping TVA		Info-publicité	Info-publicité	Info-publicité	"Des pilotes en l'air"('91) Cary Elwes, Charlie Sheen.			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Ma vie de star	5 sur 5	Téléjournal	La Fureur		"Le Déclin de l'empire américain"('86) Pierre Curzi, Dominique Michel.					Téléjournal	À comm.	"Beaucoup, passionnément, à la folie"('91) Alan Rickman, Juliet Stevenson.					:35 Hors d'ondes
RDI	La semaine verte		Le Monde	5 sur 5	Enjeux		Téléjournal	109 "Métroman"	Zone libre documentaires		Téléjournal	La facture	Le Journal RDI	Enjeux		L'Épicerie	Téléjournal	La facture
TV5	Questions champion	Le Journal de France	Bâtisseurs d'ailleurs	Symphonic Show Invité(es): Garou.				:45 Hist. de châteaux	Croisée chemins	Humanima	TV5 le journal	"Oui, mais..."('01) Gérard Jugnot, Émilie Dequenne.			:15 Écrivain	"Une vie en retour"('05) Michel Aumont, Anny Duperey.		
TVA	Le TVA 18 Heures	"Chats et chiens"('01) Voix de Jeff Goldblum, Alexander Pollock.			:15 "Le dernier château" Un général incarcéré dans une prison militaire tient tête à un cruel gardien. (Dra,'01) James Gandolfini, Robert Redford.						Le TVA réseau	"Virus"('99) William Baldwin, Donald Sutherland.				Infopublicité		

Dimanche 15 octobre

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	D.Raconte. /:15Bali	Corneil et Bernie	Code Lyoko	Kim Possible	Le Jour du Seigneur		Les coulisses du pouvoir		Téléjournal /Midi	La semaine verte		Second regard	La Sagouine	Enquête d'aventure	Cirque du Soleil	"Mon frère l'ours"('03)		
RDI	5h00 RDI en direct		Le Journal RDI	Vivre ici	Le Journal RDI	109 - "Métroman"	Téléjournal /Midi	Zones de guerre	Les coulisses du pouvoir		Le Journal RDI	La facture	Le Journal RDI	Zones de guerre	Le Journal RDI	Le Journal de France	Téléjournal	L'Épicerie
TV5	Jour de Rugby	:45 Nouvo	Jour de foot		Kiosque		:15 Histoire	J.Afrique/ :45Invité	Tu m'étonnes	Esprits libres			Tous à la brocante!	Journal Suisse	Moi, Belgique		Les escapades	30 millions d'amis
TVA	5h30 Salut, bonjour!		"Notre histoire"('99) Bruce Willis, Michelle Pfeiffer.				Le TVA midi	Évangélisation 2000	Infopublicité	Shopping TVA		Info-publicité	Info-publicité	Info-publicité	Quoi Bugs? /:15 "Mon primate adoré II"('01) Richard Karn, Scott Goodman.			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	15h30"Mon frère l'o...	5 sur 5	Téléjournal	Découverte		Laflaque	Tout le monde en parle L'animateur suscite les débats et provoque de belles découvertes.				:15 Journal	:45 Prochaine sortie		:45 "La cité de Dieu"('03) Leandro Firmino, Alexandre Rodrigues.				
RDI	Les coulisses du pouvoir		Le Monde	5 sur 5	Ushuaïa Nature "L'Empreinte du tigre"		Le Téléjournal		Découverte		Téléjournal	Second regard	Téléjournal	Rendez-vous	Ushuaïa Nature		Téléjournal	Téléjournal
TV5	Humanima	Le Journal de France	Questions pour un champion		Vivement dimanche!			Toit et moi		Arrière-scène	TV5 le journal	Invité de marque	Kiosque		Symphonic Show			
TVA	Le TVA 18 Heures	Les Gags	L'école des fans	On n'a pas toute la soirée			Du talent à revendre "Semi-finale"		Le TVA réseau	"Parfum de femme" Soldat accompagne capitaine aveugle dans un voyage de Milan à Naples.('92) Chris O'Donnell, Al Pacino.						Évangélisation 2000	Infopublicité	

Gens d'ici

Un transfuge

Guillaume DANDURAND

Le conseiller financier Daniel Louer travaille désormais pour la banque de Nouvelle-Écosse. Embauché au mois de janvier 2006, Daniel Louer occupe pleinement ses fonctions depuis trois mois.

« C'est vraiment intéressant, je travaille avec une firme qui offre ses services à l'échelle nationale et internationale, affirme le conseiller financier. L'éventail de technologies et de solutions possibles pour mes clients est très intéressant. Nous sommes, par exemple, à la fine pointe de la technologie bancaire. »

Daniel Louer conseille ses clients sur leurs investissements. Il analyse les budgets familiaux, que ce soit pour améliorer leur situation d'emprunt ou leur dossier de crédit.



Daniel Louer.

Depuis l'acquisition de son baccalauréat en arts à l'Université de Winnipeg en 1991, Daniel Louer a toujours évolué dans le monde de la finance. D'une expérience au service à la clientèle de Revenu Canada à sa sortie des bancs d'école, le natif de Saint-Boniface a ensuite occupé l'emploi de conseiller financier à la Caisse de Saint-Boniface et à C Finance. « C'est toujours le même domaine, mais avec différentes firmes », souligne-t-il.

En 2004, Daniel Louer a obtenu le titre de planificateur financier agréé (CFP) grâce à son cheminement dans le domaine financier qui lui a permis de passer haut la main l'examen pancanadien de planification financière.

MESSAGE IMPORTANT

Veuillez noter que l'adresse courriel de *La Liberté* est : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Pour consulter les articles en ligne dans le réseau Internet, visitez l'adresse suivante : **journaux.apf.ca/laliberte**

Merci d'apporter ces changements à vos carnets d'adresses électroniques.

TRANSPORT

350 millions $ pour les routes

La Province a accordé des sommes record visant à résoudre un de ses problèmes les plus vexants : la piètre qualité des routes.

Daniel BAHUAUD

Le gouvernement du Manitoba a doublé son budget routier, en annonçant le 25 septembre une injection de 300 millions $ pour la réfection et la construction des autoroutes de la province.

Les fonds permettront de réparer dans un délai plus rapide que prévu les autoroutes 75, 59, 16 et 9, ainsi que la section sud de la route périphérique et la transcanadienne en direction Est. Les travaux commenceront dès 2007.

« Nous croyions disposer de plus de temps, a expliqué le premier ministre Gary Doer, mais il devenait évident que nous ne pouvions plus attendre. Comme bien des Manitobains, j'ai constaté moi-même l'état des routes. Je ne voudrais pas voyager sur la 75 dans l'état où on la retrouvait le printemps dernier. Et c'est pourquoi nous mettrons sur pied un plan stratégique pour la réfection à long terme des routes. »

Même son de cloche chez le ministre du Transport et des Services gouvernementaux, Ron Lemieux. « Au cours des années, les routes ont subi beaucoup de dommage, affirme-t-il. Les inondations, le temps très froid, ainsi que les hivers plus cléments aux températures changeantes ont fait qu'elles se trouvent en un très piètre état. La 75 est la grande priorité. Plus de 80 % des camions qui se dirigent et viennent des États-Unis passent par la 75. »

Archives La Liberté

Pour la Province, la réfection de l'autoroute 75 est une priorité, étant donné que les 80 % des camions qui se dirigent et viennent des États-Unis passent par cette route.

L'annonce fait le bonheur de l'industrie de la construction. « C'est un pas dans la bonne direction, lance le président de l'Association de la construction lourde du Manitoba, Chris Lorenc. Nous n'améliorerons pas les routes du jour au lendemain, mais l'annonce est de bon augure. Et la planification à long terme réduira le coût des travaux de 15 % à 20 %, puisque la Province et le secteur privé pourront mieux coordonner leurs efforts. »

Près de 20 millions $ des 300 millions $ accordés ont été puisés du fonds d'urgence de la Province, en raison de l'augmentation du coût de l'essence et des travaux en général.

Du financement pour Winnipeg

La Ville de Winnipeg bénéficiera elle aussi d'un boniment de 50 millions $, une somme qui s'ajoutera aux sept millions $ de fonds provinciaux déjà accordés pour la réfection des rues de la métropole.

« La Ville de Winnipeg dépense près de 30 millions $ pour ses rues, explique Gary Doer. Notre but est de lui permettre de doubler d'ici 2008 le nombre des travaux. »

« C'est un appui sans précédent, indique le maire de Winnipeg, Sam Katz. La Province nous permet de relever nos défis en matière d'infrastructure. »

COMMERCIALISATION DU BLÉ

Vers la fin du monopole

Le gouvernement conservateur compte tenir sa promesse électorale de mettre fin au monopole de la Commission canadienne du blé.

Nathalie FORGUES

Le gouvernement fédéral veut mettre fin au monopole de la Commission canadienne du blé (CCB). Il a mis sur pied un groupe de travail dont le mandat est de proposer un plan de transition permettant de passer à un marché libre. Cette décision s'inscrit dans les promesses électorales du Parti conservateur lors des dernières élections.

Le 27 juillet, un groupe d'agriculteurs, de représentants de l'industrie et d'experts dans le marché libre, était réuni à Saskatoon pour discuter de l'avenir de la CCB dans un système de commercialisation mixte.

« On avait invité ceux qui encouragent un marché libre parce qu'on ne veut pas savoir si on doit aller vers un marché libre, mais plutôt comment y arriver », explique le directeur des communications au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Conrad Bellehumeur.

Le 8 septembre, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la CCB, Chuck Strahl, a présenté un rapport qui découle de cette rencontre. Il y proposait de mettre sur pied un groupe de travail pour étudier les possibilités d'une commercialisation mixte pour les producteurs de blé et d'orge de l'Ouest canadien.

Présidé par Howard Migie, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le groupe de travail est formé de sept représentants de l'industrie. (1) La CCB a décliné l'invitation de joindre le groupe de travail.

Les sept spécialistes devront établir les problèmes techniques et transitionnels découlant du nouveau fonctionnement de la CCB dans un environnement de commercialisation mixte. Ils devront soumettre leur rapport avant la fin du mois d'octobre. Le ministre Strahl entreprendra ensuite une série de consultations sur le plan de transition.

« Ça faisait partie de la campagne électorale, de transformer la CCB d'un monopole à une compagnie qui fonctionne dans un marché libre, indique Conrad Bellehumeur. La majorité des sièges dans les Prairies sont occupés par des conservateurs. Le 23 janvier, les agriculteurs canadiens nous ont donné le mandat d'aller de l'avant avec cette transition. Le groupe de travail doit donc formuler un plan et non tenir un débat sur le marché libre contre le monopole.

« Notre intention est d'avoir une commission qui va pouvoir bien fonctionner, qui va être rentable pour les agriculteurs, et à laquelle ils pourront adhérer sur une base volontaire, poursuit-il. Nous n'avons pas l'intention de transformer la CCB en une agence gouvernementale, mais d'offrir un choix aux agriculteurs. »

La CCB absente

Aucun représentant de la CCB ne prendra part au groupe de travail. « C'est très clair depuis l'élection du gouvernement conservateur qu'ils ont l'intention de donner suite à leurs promesses électorales d'abolir le guichet unique, constate un porte-parole de la CCB, Rhéal Cenerini. La mise sur pied du groupe de travail est une autre étape dans leur acheminement vers ce résultat. C'est problématique pour la CCB de vouloir participer à un processus qui semble être moins équilibré.

« On ne peut pas savoir d'avance ce que le groupe de travail va proposer, mais étant donné la composition du groupe et son mandat, ça va sûrement ressembler étrangement au rapport de la rencontre du 27 juillet », ajoute-t-il.

La CCB sera-t-elle en mesure de transiger dans un système de commercialisation mixte? « On existe et on a du succès à la fois dans les marchés domestiques et internationaux, indique Rhéal Cenerini. On peut aller chercher des primes pour les producteurs parce qu'on a un contrôle sur la production entière de l'Ouest. On est un agent pour les producteurs de l'Ouest, mais on est un agent exclusif. Si tu enlèves ça de l'équation et qu'on devient un agent parmi d'autres, notre efficacité va en être diminuée.

Archives La Liberté

Rhéal Cenerini : « Le gouvernement veut que la CCB demeure un outil durable et efficace pour les producteurs, mais comment réconcilier ça avec le fait qu'on veut enlever le monopole? »

« Le gouvernement veut que la CCB demeure un outil durable et efficace pour les producteurs, poursuit-il. Mais comment réconcilier ça avec le fait qu'on veut enlever le monopole? Comment faire pour assurer un rôle important, un rôle efficace de la CCB sans guichet unique? Pour les producteurs de l'Ouest, c'est un non-sens. C'est pour ça que les fermiers réclament de façon majoritaire le dernier mot sur ces décisions. Ils n'ont rien contre le fait qu'on discute, mais au bout du compte, ce sont les producteurs qui vont être affectés par l'élimination du guichet unique. C'est leur commerce et leur argent. »

(1) Il s'agit du président de la Western Canadian Wheat Growers Association, Mike Bast, de la directrice générale de l'Alberta Grain Commission, Brenda Brindle, de JRG Consulting Group, John Groenewegen, du chef de la direction générale de Weyburn Inland Terminal, Rob Davies, du président de GrainVision, Paul Orsak, et du président de Windrow Consulting Ltd, Bruce Johnson.

Élections municipales

Des élus et des candidats

Certains des candidats aux élections municipales en milieu rural sont déjà élus sans concurrence, alors qu'ailleurs des luttes serrées s'annoncent.

Guillaume DANDURAND, Patricia SAUZÈDE-BILODEAU et Nathalie FORGUES

Certains des candidats aux différents postes de préfets, maires et conseillers dans les municipalités rurales (M.R.) et villages sont élus sans concurrence. En voici la liste.

M.R. de Montcalm. Sont déclarés élus le préfet **Roger Vermette** et les conseillers **Émile Rémillard, Gérald Houle, Louis Roy, Claude Lafond, Marc Lafond et Ghislain Dupuis**.

M.R. d'Alexander. Georges Harbottle reste préfet.

M.R. de Ritchot. Sont déclarés élus le préfet **Robert Stefaniuk** et les conseillers **Maurice Leclaire, Valérie Rutherford et Raymond Philippe.**

M.R. d'Ellice. Sont déclarés élus les conseiller **Denis Fouillard, Jean-Marc Lemoine et Joanne Falloon.**

Saint-Lazare. Sont déclarés élus le maire **Martin Dupont** et les **conseillers Philippe Fafard, Gail Horning, Cheri Chartier et Mario Tanguay.**

Notre-Dame-de-Lourdes. Le maire **Conrad Durand** est élu sans concurrence.

Saint-Claude. Sont déclarés élus le maire **Steve Kiefer** et les conseillers **Denis Danais, Alan Toupin, Josiane DeSmet et David Rheault.**

Somerset. Le maire Gerald Rondeau est élu sans concurrence.

Là ou il y aura élections

Voici la liste des postes pour lesquels plusieurs candidats se présentent. Dans tous les cas, le vote aura lieu aux élections municipales du 25 octobre.

Saint-Georges. Ed Forsyth et Kim Robertson sont candidats dans le secteur 3.

M.R. de Saint-Laurent. Denis Carrière et Carl Chartand sont candidats à la préfecture. Pour les 4 postes de conseillers, les candidats sont : Cheryl Smith, Kelly McKay, Alain Kerbrat, Fred Meindl, Michel Sylvain Coutu, Greg LaVallée, Hugh Sigurdson, Earl Zotter, Lance Kennedy, Dawn Coutu, Emmanuel Rainville, Marc Chartrand et Allan Gaudry.

M.R. de Ritchot. Lynda Morin et Maurice Teller sont candidats dans le secteur 4.

M.R. d'Ellice. Guy Huberdeau et Marcel Fouillard sont candidats à la préfecture. Frank Hamilton et René Cadieux sont candidats au poste de conseiller du secteur 4.

M.R. de La Broquerie. Marielle Wiebe, Ron Vielfaure et Ken Mantie sont candidats à la préfecture. Aux postes de conseillers, les candidats sont les suivants. Secteur 1 : Edwood Oswald, Walter Hiebert et Rodney Beckman. Secteur 2 : Kelly Harder, Cornie Goertzen et Ronald G. Hamilton. Secteur 3 : Denis Fontaine et Fernand Piché. Secteur 4 : Claude Moquin, Daniel Cady, Guy Gauthier et Bernard Norbert Mireault. Secteur 5 : William Hornick, Phil Delorme et Jean Gagnon. Secteur 6 : Doreen Lamontagne, John Unrau et Wilfrid Chabot.

District urbain local de La Broquerie. Yves Lafrenière, Jules Balcaen, Rhéal Gagnon et Roland Gauthier sont candidats à la présidence.

M.R. de Taché. Georges Bohémier et William Danylchuk sont candidats à la préfecture. Pour représenter le village de Lorette au conseil, les candidats aux deux postes de conseillers sont Randy Anderson, Norma Boulé, Ross Deschambault, Mary-Ann Haddard, Richard Holdon, Cris Martens, Robert Plett et Ron Tardif.

District urbain local de Lorette. Les quatre candidats qui se disputent les trois postes sont Chantal Gagnon, Tim Graham, Carole Larramée et Céline Petit.

Sainte-Anne. Les candidats à la mairie sont Bernard Vermette et Guy Deschambault. Les candidats suivants se disputent les quatre postes de conseiller: Donald Simard, Albert Chaput, Creg Coming, Charles Deschambault, Hélène D'Auteuil, Randy Yestrau, Monique Gobryluk et Guanika Gaylen.

M.R. De Salaberry. William Remenda, Ron Music sont candidats à la préfecture.

District urbain local de Saint-Malo. Quatre candidats se disputent les trois postes, James Gosselin, Jean-Paul Gosselin, Maurice Comeau et Alan Young.

Saint-Pierre-Jolys. Réal Curé et Myles Kennedy sont candidats à la mairie. Cinq candidats se disputent les quatre postes de conseillers, Raymond Ménard, Luc Nadeau, Claude Gagné, Denis Filion et Gilles Laroche.

Notre-Dame-de-Lourdes. Les candidats au trois postes de conseillers sont Diane Bazin, Robert Deleurme, Marcel Dansereau, Sergio Briscese et Marc Delaquis.

District urbain local de Saint-Léon. Adrien Caillier, Celestin Grenier, Richard Grenier et Gaëtan Talbot sont candidats aux trois postes de conseillers.

Village de Somerset. Les candidats aux quatre postes de conseillers sont Jules Poiron, Donna Howarth, Gerry Archambault, Bert Nieuwenhuis, Diana Devloo, Jean Poiron et George Adams.

Lorette

La pharmacie Seine devient Dufresne

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Nouveau nom, nouvelle propriétaire. La Pharmacie Dufresne de Lorette, anciennement nommée Seine, a annoncé ses nouvelles couleurs le 15 septembre lors de son ouverture officielle.

La pharmacienne Cécile Dumesnil a travaillé comme gérante à l'ancienne pharmacie Seine pendant neuf ans. Elle était donc très bien placée pour prendre le flambeau de la nouvelle pharmacie Dufresne située sur la route Dawson. Pour la nouvelle patronne de l'établissement, il n'y a que peu de travail à faire afin d'améliorer cet endroit qu'elle connaît presque par coeur.

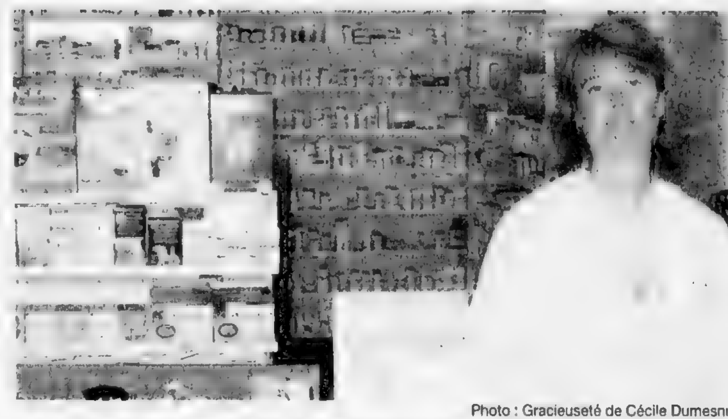


Photo : Gracieuseté de Cécile Dumesnil

La nouvelle propriétaire de la pharmacie Dufresne, Cécile Dumesnil, lors de l'ouverture officielle de l'établissement de Lorette, le 15 septembre.

« Il y aura des changements, mais l'essentiel reste pareil, explique la nouvelle propriétaire. Nous avons entre autres gardé les mêmes employés. »

Parmi les modifications prévues dans les prochains mois, Cécile Dumesnil entend mettre sa nouvelle acquisition à l'avant-plan afin de lui donner davantage de visibilité. Question de rappeler aux consommateurs la qualité du service offert. « Nous desservons une assez grande région, mais les gens ne sont pas nécessairement au courant qu'il y a une pharmacie ici, déplore-t-elle. Donc ça fait partie des choses que je souhaite changer, en plus d'améliorer les services en général. »

Saison automnale

Prenez soin de vos plantes

L'automne arrive à grands pas et avec lui, les premiers gels. Voici donc un petit guide de survie pour vos plantes.

Guillaume DANDURAND

Les plantes vertes

Le basilic et la mandeville, comme beaucoup d'autres vivaces, ne survivent pas aux premières gelées. « En attendant que les beaux jours reviennent, il faut rentrer vos plantes sensibles à l'intérieur de la maison », suggère la propriétaire de Clairfleurs, Claire Bérubé.

Si elles ont été empotées, les plantes peuvent facilement être mises au chaud. Mais après avoir passé l'été dans le jardin, plusieurs d'entre elles hébergent des parasites. Claire Bérubé explique comment s'en débarrasser. « Il faut couper la plante aux deux tiers de sa hauteur, l'asperger abondamment de savon insecticide et installer un sac de plastique transparent sur la plante, explique la fleuriste. En gardant la plante recouverte, les insectes n'envahiront pas votre maison. »

Les vivaces plantées depuis le printemps ne doivent pas être taillées, poursuit Claire Bérubé. « Elles ne survivraient pas à l'hiver », explique-t-elle.

Les arbres fruitiers

Lorsque l'automne arrive, poursuit Claire Bérubé, la sève des arbres retourne au cœur du tronc. Si l'eau restait à l'intérieur des branches, elles prendraient de l'expansion en gelant l'hiver et risqueraient de se fissurer. Mais lorsqu'elles sont drainées, les branches sont protégées et passent l'hiver sans danger.

Certaines branches doivent toutefois être coupées avant l'arrivée des grands froids. L'experte en arbres fruitiers, France Delionnet, suggère d'attendre un peu avant de tailler les branches. « Une fois la récolte terminée, je coupe les rameaux qui poussent vers le centre de l'arbre, note-t-elle. Dans un arbre fruitier, les rayons du soleil et l'air doivent pénétrer au centre de l'arbre pour qu'il donne de bons fruits. » France Delionnet évite toutefois d'émonder ses arbres fruitiers. « C'est au printemps qu'il faut faire "la grosse taille" », dit-elle.

Les rosiers et leur sensibilité

Afin qu'un rosier survive aux rigueurs de l'hiver, sa couronne — l'enflure du tronc quelques centimètres au-dessus des racines — doit se trouver sous la terre, selon Claire Bérubé. « Je coupe mes rosiers à une trentaine de centimètres, élabore-t-elle. Une fois qu'ils sont taillés, je pose de la tourbe de sphaigne en cône pour m'assurer de conserver la couronne au chaud, sous la terre. » Pour protéger le plant, elle installe un chapeau de rosier en styromousse sur le plant élagué.

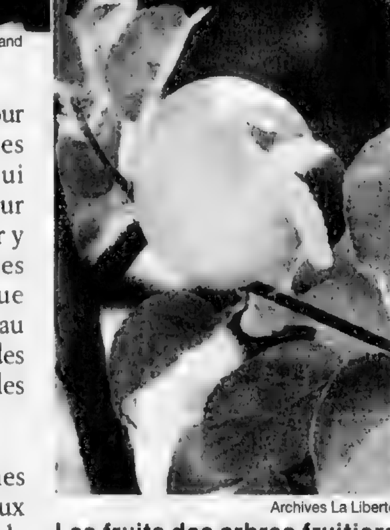
Photo : Guillaume Dandurand

Le rosier nécessite des soins attentionnés.

Les ormes et leur protection

Certains arbres nécessitent un soin particulier. Les ormes et les chênes, selon Claire Bérubé, ont besoin d'une bague de colle pour capturer les arpenteuses d'automne. Les femelles, qui n'ont pas d'ailes, grimpent sur l'écorce des arbres pour aller y pondre leurs œufs lors des premières gelées. La bague emprisonne le parasite. Sinon, au printemps, les larves sortent des œufs, se nourrissent des feuilles et affaiblissent l'arbre. (1)

Une fois affaiblis, les ormes deviennent plus vulnérables aux scolytes, insectes porteurs de la maladie hollandaise de l'orme. Le propriétaire de la compagnie d'extermination Poulin's Pest Control, Don Poulin, recommande d'asperger un insecticide à la base de l'orme afin d'éliminer le scolyte qui s'y réfugie pour survivre à l'hiver.



Archives La Liberté

Les fruits des arbres fruitiers doivent être récoltés avant la coupe des rameaux.

(1) Source : site Internet de la Coalition pour sauver les ormes, www.savetheelms.mb.ca

SPORTS

Du football plein la vue

Winnipeg sera l'hôte du Tournoi national de touch-Football du 7 au 9 octobre. Une occasion pour les équipes locales de piquer la curiosité des gens de la région et du coup, de recruter de nouveaux espoirs.

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Les meilleures équipes féminines et masculines de touch-football du Canada s'apprêtent à piétiner les terrains de Winnipeg pour la première fois depuis la création des ligues. Les terrains de la ville recevront pas moins de 53 équipes canadiennes, dont le Flash de Winnipeg, pour le bonheur des amateurs de ce sport qui regroupe de plus en plus d'adeptes.

C'est lors de son passage à Regina pour un tournoi il y a trois ans que la fondatrice de la ligue et joueuse au sein de Flash, Wandy Shupenia, a décidé de lancer un appel à tous. « J'ai rencontré là-bas d'excellentes joueuses, explique-t-elle. J'ai décidé d'annoncer au micro, à la fin du tournoi, que nous voulions fonder une division féminine. » Le résultat fut plus qu'espéré puisque Wandy Shupenia a reçu pas moins de 100 courriels de filles intéressées à relever le défi. « Nous avons commencé avec cinq équipes, décrit-elle. Mais l'idée a fait son chemin et nous avons aujourd'hui neuf équipes. » Cinq années et neuf équipes plus tard, voilà que les joueuses de la formation Flash reçoivent les meilleures footballeuses du pays. « Je n'en reviens pas à quel point le football est devenu si populaire si vite, remarque-t-elle. C'est génial. »

Le constat semble aussi encourageant pour une des plus expérimentées de l'équipe winnipégoise, Monique Ditter. « C'est un sport qui a de plus en plus de popularité chez les filles, renchérit-elle. J'ai joué dans l'Est avant d'être ici, mais il commence à y avoir plus de joueuses dans l'Ouest. » Pilier dans sa formation, la footballeuse pratique son « deuxième sport préféré après le golf » depuis cinq ans. Bref, assez longtemps pour faire d'elle une connaisseuse en la matière. « J'ai joué au rugby avant et ça ne se ressemble pas, ajoute-t-elle. Mais je dois dire que, même si le sport s'appelle touch-football, ça pousse fort parfois. Même chez les filles. » Botteuse pour Flash, Monique Ditter devait figurer parmi les athlètes du tournoi, ce qu'elle ne fera peut-être pas en raison d'une blessure au genou. « Je vais peut-être botter, puisque c'est avec l'autre jambe, mais je ne crois pas jouer, explique-t-elle, quelques jours avant l'ouverture du tournoi. Mais je serai dans l'assistance pour encourager Winnipeg. » Une joueuse en moins donc, pour Flash qui, selon les deux membres, pourrait se tailler une place respectable cette fin de semaine. « On devrait bien se débrouiller puisqu'on est capables de gagner contre de bonnes équipes », explique Wandy Shupenia. Sa coéquipière, elle, prévoit terminer dans la moyenne. « Nous ne gagnerons pas, ça c'est certain, admet-elle avec certitude. Par contre, nous arriverons sans aucun doute, parmi les neuf premières équipes. »

Photo : Gracieuseté Wandy Shupenia

Les joueuses de l'équipe Flash seront du tournoi de touch-football qui se déroulera du 7 au 9 octobre à Winnipeg.

Enfin, hôte de cette rencontre qui regroupera 36 équipes masculines et 17 féminines, Winnipeg peut se vanter d'être une des premières villes à l'ouest de l'Ontario à accueillir un tel événement. « Normalement, les tournois de football sont dans l'Est, surtout en Ontario parce que c'est là que sont les équipes les plus fortes et qu'il y a une plus grande concentration de joueurs, ajoute Wandy Shupenia. C'est une façon de pouvoir faire la promotion de notre sport dans ce coin du pays. »

Le Tournoi national de touch-football se tiendra du 7 au 9 octobre au parc Maple Grove Rugby, à l'école secondaire Tec Voc et au Little Mountain Sportsplex. Pour plus d'informations : http://toc2006.ca/.



DANSE

Viva flamenco

Patricia SAUZÈDE-BILODEAU

Elles ont entre 11 et 25 ans, dansent entre quatre et cinq heures par semaine et sont passionnées par les mouvements qui font la renommée de l'Espagne. Passées maîtres dans l'art du flamenco, les artistes du Spanish Club of Winnipeg iront montrer leur savoir-faire dans une compétition internationale qui regroupera des danseurs provenant entre autres du Canada, du Mexique et d'Israël.

Contrairement aux autres troupes de danse, la seule formation canadienne à se rendre à cette compétition internationale ne dansera pas sur des airs folkloriques du Canada, mais bel et bien sur des mélodies espagnoles. Une façon de rendre hommage au pays hôte puisque la compétition se déroulera à Palma de Mallorca, une île espagnole méditerranéenne. « Vive le multiculturalisme, explique une des responsables de la soirée, Marie-Christine D'Auriac. Le Canada sera unique dans cette compétition puisqu'il ne sera pas question de notre danse, mais de celle des hôtes. » La troupe, qui a 34 ans d'expérience, a déjà bougé sur les scènes de l'Espagne en 2005 pour la même occasion. Ce sera donc du déjà vu pour plusieurs des nombreuses danseuses du Spanish Club of Winnipeg. « Nous sommes allées en 1993 et en 2005, raconte la professeure de danse, Carmen Infanté. C'est pourquoi nous nous sommes inscrites cette année, parce que nous étions au courant de cette compétition. » Selon Carmen Infanté, le club, plus raffiné cette année, pourrait avoir la chance de revenir avec un prix en 2007. « Nous aurons nos musiciens avec nous, décrit-elle. Ça fera une bonne différence puisque les gens pourront mieux sentir la musique. »

Mais, explique-t-elle, le but de ce voyage ne consiste pas nécessairement en la victoire. Une simple expérience au pays d'origine du flamenco est bien assez pour améliorer la qualité des pas exécutés par les 17 membres qui seront du voyage. « C'est certain que nous y allons avec un but puisque nous aurons notamment une meilleure présentation, décrit-elle. Mais gagner n'est pas notre but ultime. »

Salsa pour tous

Le tout se déroulera en mars prochain, ce qui laisse le temps à la troupe de Carmen Infanté de se préparer. C'est pourquoi le club invite la population à admirer ses talents lors d'une soirée dansante. Le but est d'aider les danseuses à financer leur voyage. Sont prévus au programme une représentation des artistes de la troupe, de la salsa, du flamenco, de la musique espagnole et beaucoup, beaucoup de danse. Rendez-vous au Gymnase Holy Cross le 7 octobre à 20 h, et ce, jusqu'à 1 h du matin. Les billets disponibles à l'avance sont au coût de 10 $ et de 12 $ à l'entrée. Informations : 586-7615.

ÉLÈVES SANS FRONTIÈRES

Patinons... pour l'Afrique!

Vous aimez patiner? Vous voulez appuyer de bonnes œuvres? Élèves sans frontières a ce qu'il vous faut! Rendez-vous au Centre MTS!

Daniel BAHUAUD

Les Élèves sans frontières du collège Jeanne-Sauvé vous invitent au Centre MTS, le 15 octobre, pour patiner, vous amuser en famille et rencontrer les médaillées d'or de hockey aux Jeux olympiques Sami Jo Small et Jennifer Botterill. Le tout dans le but de sensibiliser davantage le public sur les conditions de vie en Afrique. (1)

« Nous avons organisé de belles activités, explique l'étudiante de 12e année, Lauren Casey. En plus du patinage libre, il y aura des jeux pour les petits.

« Notre maître des cérémonies sera l'animateur de Hot 103 Ace Burpee, un gars qui a le don de donner de l'énergie à une foule. Et puis vous pourrez jaser avec Sami Jo Small et Jennifer Botterill et leur demander leur signature. »

« Sami Jo Small est une ancienne de l'école, rappelle l'élève Angèle Faucher, également en 12e année. Sami Jo était très heureuse d'appuyer le projet. C'est elle qui a ensuite recruté Jennifer Botterill. C'est *cool* d'avoir des Manitobaines pour appuyer notre projet. »





photo : Daniel Bahuaud

Les élèves sans frontières du collège Jeanne-Sauvé.

Élèves sans frontières soutient le tissage de liens entre le Canada et l'Afrique. Depuis trois ans, le groupe organise des campagnes de collecte de fonds pour aider la communauté de M'Bour, au Sénégal, que le groupe visitera en janvier.

Lors de la journée Patinons pour l'Afrique, le public sera invité à se renseigner sur les activités d'Élèves sans frontières, ainsi que visiter les kiosques de plusieurs organismes canado-africains.

« Et la collecte de fonds se poursuivra, souligne Lauren Casey. Nous vendrons des T-shirts rouge, vert et jaune comme le drapeau sénégalais. On pourra aussi se procurer des gourdes africaines peintes à la main. »

De plus, le groupe fera tirer, le 16 octobre, trois grands prix. « Vous courrez la chance de gagner 4 000 $, 2 000 $ pour voyager, ou encore des valises », explique Angèle Faucher.

Autre collecte de fonds organisée par Élèves sans frontières : Rent-a-Teen.

« Contactez le collège Jeanne-Sauvé au 257-0124 pour embaucher un adolescent pour une couple d'heures, explique Lauren Casey. On vous montrera que les ados savent travailler fort! »

(1) Patinons pour l'Afrique aura lieu le 15 octobre de midi à 18 h au Centre MTS. Billets : 4,99 $ en vente chez Ticketmaster (783-3333). Des coupons de rabais pour les enfants sont disponibles au collège Jeanne-Sauvé (257-0124). Les enfants âgés de moins de 12 ans doivent porter un casque protecteur.

FAFM

La Fédération des aînés franco-manitobains inc.

La Fédération des aînés
franco-manitobains inc.
383, boul. Provencher
bureau 212
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H OG9

Tél. : (204) 235-0670
1 800 665-4443
Télec. : (204) 233-1017
Courriel : info@fafm.mb.ca
Site Internet : www.fafm.mb.ca





OMNIUM DE GOLF

L'omnium de golf de La Fédération des aînés franco-manitobains inc. a eu lieu le mercredi 13 septembre 2006 au Parcours de golf La Vérendrye à La Broquerie. Les 76 golfeurs ont vécu une excellente expérience champêtre par une température idéale.

L'équipe qui a récolté le meilleur pointage était celle de Michel Fontaine, Normand Larocque, Élise Lambert et Ron Wiebe.

Les gagnants du tirage :

1er prix - télévision plasma – Claude Valcourt de Lorette
2e prix - appareil photo numérique – Ivan Tremblay de Saint-Lazare
3e prix - panier surprise – Lynne Guertin de Winnipeg

Grâce aux nombreux donateurs, des prix de présence ont été donnés à tous les participants. La FAFM remercie sincèrement tous les commanditaires et les donateurs, et en est d'autant plus reconnaissante aux membres du Parcours de golf La Vérendrye pour leur collaboration et leur accueil. Les profits iront à Francofonds, Fonds FAFM.

THÉÂTRE DES AÎNÉS

Le Théâtre des aînés est fier de vous présenter, pour sa 20e saison, une fantaisie musicale ayant comme thème ***C'est fête au village***. Il s'agit d'une création et réalisation de Pierre LaRoche.

Quelque trente comédiens, chanteurs et musiciens vous arrivent de Saint-Malo, La Rochelle, Otterburne, Sainte-Agathe, Saint-Adolphe, Richer, Saint-Laurent et Saint-Boniface, dont des anciens de Saint-Pierre-Jolys, Saint-Jean-Baptiste et Lorette.

Simone Gosselin assure la direction musicale et Thérèse Carrière est la directrice artistique.

Les représentations auront lieu :

Le mercredi 18 octobre 2006 à 14 h
Le jeudi 19 octobre 2006 à 19 h 30
Le vendredi 20 octobre 2006 à 19 h 30

à la salle Pauline-Boutal du
Centre culturel franco-manitobain

Les billets seront en vente dès le 3 octobre au Centre culturel franco-manitobain au coût de 12,50 $ (taxe incluse). Pour réserver vos billets, communiquez avec le CCFM au 233-8972. **Il est à noter que les billets sont non remboursables.**

Nous désirons aussi remercier tous nos commanditaires : le Centre culturel franco-manitobain, Envol 91, la Société franco-manitobaine et La Liberté.

Services récréatifs en français - La Ville de Winnipeg est à la recherche de moniteurs et d'instructeurs francophones pour les services récréatifs en français qui se dérouleraient dans les milieux francophones de Saint-Vital et Saint-Boniface. Si vous êtes bilingues et si vous possédez des connaissances dans un domaine particulier, nous avons besoin de vous!

Nous cherchons surtout des moniteurs dans les domaines suivants :

« Hip Hop », gymnastique, danse, bricolage, sports, théâtre, natation et patinage. En particulier, nous cherchons un moniteur(trice) ou instructeur(trice) pour le « Hip Hop » (un programme de danse) encore pour commencer la session d'automne 2006. Si vous avez des idées pour des programmes ou que vous connaissez des personnes qui sont intéressées à travailler comme moniteurs à la Ville de Winnipeg, veuillez s'il vous plaît composer le 986-6957.

Pour plus de renseignements sur les services récréatifs en français, ou des idées pour des programmes, veuillez composer le 986-6957.

Inscrivez-vous aujourd'hui! Encouragez vos ami(e)s à participer à des activités en français!

« Prends le temps » une émission réalisée par Claire Desrosiers qui passe sur les ondes de la radio Envol 91,1 FM tous les lundis matin de 9 h à 10 h et en reprise les vendredis de 11 h à midi.

Veuillez noter que deux émissions spéciales de « Prends le temps » se préparent pour cet automne. La première à Saint-Léon, le 6 novembre 2006, et l'autre à La Broquerie pour le 18 décembre 2006.

Prêt à jouer?

Découvrez des jeux en ligne pour vos moments de détente.

Les incontournables tels que :
Mots croisés – www.croisade.com
Échecs – www.iechecs.com
Connaissez-vous le Sudoku? – www.sudoku.fr

Le sudoku est un jeu en forme de grille défini en 1979 et inspiré du carré latin ainsi que du problème des 36 officiers du mathématicien suisse Leonhard Euler. Le but du jeu est de remplir cette grille avec des chiffres allant de 1 à 9 en respectant certaines contraintes, quelques chiffres étant déjà disposés dans la grille.

Super intéressant à savoir

Aucuns frais pour l'assistance annuaire. Les compagnies de téléphone nous facturent des frais de 1 $ et plus pour des renseignements demandés via le 411 et ils n'ont pas besoin de le faire.

Quand vous avez besoin du 411 pour des renseignements, faites simplement le 1 800 FREE 411 ou 1 800 373-3411 sans avoir à débourser aucuns frais.

Ceci est une information que les gens aiment recevoir. Donc faites suivre. Ça fonctionne pour les téléphones résidentiels, commerciaux et les cellulaires.

Avis aux clubs de 55 ans et plus - Si vous avez des annonces d'activités à partager dans la page des aînés, veuillez communiquer avec Thérèse au 269-0374, ou par courriel à dumesnil@mts.net avant le troisième mercredi du mois précédent l'événement. Nous nous ferons un plaisir de les publier pour vous.

Visitez notre site Internet – www.fafm.mb.ca



L'ORS du Centre est fier d'être un organisme agréé qui emploie plus de 3000 personnes dévouées travaillant en équipes et fournissant des services de santé intégrés au sein du continuum des soins. Nous offrons d'excellents avantages sociaux, des salaires concurrentiels, un milieu d'apprentissage stimulant et des possibilités d'avancement. Nous avons actuellement les postes vacants suivants :

COORDINATEUR OU COORDINATRICE DES RESSOURCES – Soins continus

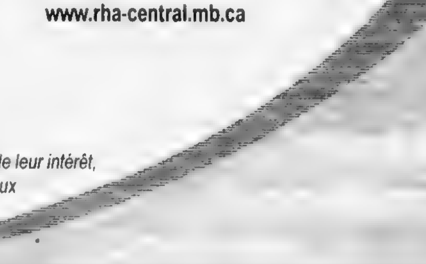
Lieu : DISTRICT DE SANTÉ DE SAINT-CLAUDE, à Saint-Claude
Poste à plein temps à durée indéterminée
CONCOURS 06-HR-94
Date de clôture **11 octobre 2006**

Compétences requises :

- Formation et expérience en soins de santé. On pourrait aussi prendre en considération une combinaison acceptable d'études et d'expérience.
- Au moins 2 ans d'expérience dans un poste de superviseur ou une formation de superviseur attestée par un certificat d'un programme reconnu
- Connaissance élémentaire des programmes informatiques
- La personne sera capable d'exécuter un certain nombre d'interventions en phlébotomie et de faire le suivi nécessaire
- Il est essentiel que la personne ait une bonne connaissance des deux langues officielles.

L'ORS du Centre a lancé un programme pour l'emploi des Autochtones et s'est engagé à accroître le nombre d'Autochtones à tous les niveaux parmi ses employés.

Ces postes exigent une vérification du casier judiciaire des candidats ainsi que du registre concernant les mauvais traitements infligés aux enfants. Si ce poste vous intéresse, veuillez envoyer à titre confidentiel votre curriculum vitae, accompagné des noms de personnes pouvant donner des références et d'une lettre de présentation portant le numéro du concours, à l'adresse suivante :



RESSOURCES HUMAINES
ORS du Centre du Manitoba inc. **www.rha-central.mb.ca**
C.P. 243
Southport (Manitoba) R0H 1N0
Tél. : 204 428 2036
Téléc. : 204 428 2020
humanresources@rha-central.mb.ca

Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais ne communiquerons qu'avec ceux dont la candidature est à l'étude

---



La Division scolaire franco-manitobaine est à la recherche de candidatures pour le poste suivant :

CONCIERGE EN CHEF
4 heures par jour
(lundi au vendredi de 17 h à 21 h)
à
École communautaire Gilbert-Rosset
108, avenue Bériault
Saint-Claude (Manitoba) R0G 1Z0

Les candidat(e)s doivent :

- posséder un minimum de quatre (4) années d'expérience pratique à titre de concierge en chef ou de l'expérience dans un milieu similaire;
- posséder un certificat d'ouvrier spécialisé (5e classe) serait un atout;
- faire preuve de posséder une bonne connaissance, orale et écrite, des deux langues officielles (français et anglais);
- posséder les habiletés de travailler efficacement et harmonieusement avec tous les intervenants (superviseurs, employés, élèves, parents et contractuels);
- posséder des qualités supérieures en communication afin de traiter avec tous les intervenants (superviseurs, employés, élèves, parents et contractuels);
- avoir les habiletés d'accomplir toutes les fonctions telles que décrites dans la description de tâches.

Salaire selon la grille : 14,09 $ à 16,08 $ de l'heure

L'entrée en fonction se fera le plus tôt possible.

Les personnes intéressées enverront leur demande, accompagnée d'un curriculum vitæ et trois (3) noms de référence, avant 16 h, **le mercredi 11 octobre 2006 à :**

Monsieur Maurice Chaput
Directeur du transport et de l'entretien
Division scolaire franco-manitobaine
Case postale 204, 1263, chemin Dawson
Lorette (Manitoba) R0A 0Y0

Courriel : mchaput@atrium.ca
Téléphone : 878-4422 Télécopieur : 878-3614

N.B. Seules les personnes choisies pour une entrevue seront contactées. La personne retenue pour ce poste devra soumettre la copie originale d'une vérification judiciaire récente de moins de 12 mois, jugée satisfaisante par l'employeur, avant d'entrer en poste.



Nous recherchons des candidat(e)s pour le poste suivant :

POSTE :	**Auxiliaire – 5,50 heures par jour** **Phase d'accueil; Projet PILE**
OÙ :	École Lacerte Victor Perrin, directeur
N° DE TÉLÉPHONE :	(204) 256-4384
DATE LIMITE :	Le 11 octobre 2006

Pour de plus amples renseignements : www.dsfm.mb.ca

POSTE BILINGUE - VISITEUR/VISITEUSE À DOMICILE - *LES FAMILLES D'ABORD*

Office régional de la santé de Winnipeg

Avec l'établissement de l'Initiative sur les ressources humaines autochtones et la création d'un partenariat avec la communauté autochtone, l'Office régional de la santé de Winnipeg s'est engagé à accroître le nombre de personnes autochtones parmi ses employés, à tous les niveaux. Nous encourageons les personnes autochtones à poser leur candidature.

Poste permanent à temps partiel (0,5 ETP)
dans la région de Saint-Vital, 845, rue Dakota, unité 6

Les familles d'abord est un programme communautaire qui vise à promouvoir une croissance et un épanouissement sains des enfants en appuyant les familles dans leur foyer durant la grossesse et jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de trois ou cinq ans. Le visiteur à domicile – *Les familles d'abord* doit se rendre fréquemment chez les familles qui ont été identifiées par une infirmière de la santé publique. Les activités encourageront un rôle parental positif, une meilleure interaction entre les parents et les enfants, une amélioration de la santé et du développement de l'enfant ainsi qu'une utilisation adéquate des ressources communautaires. Le visiteur à domicile est chargé d'aider les familles à établir des objectifs et à prendre les mesures nécessaires pour les atteindre.

Fidèle à la Politique des services en langue française du gouvernement du Manitoba et à sa propre politique en matière de services en français, l'Office régional de la santé de Winnipeg s'est engagé à offrir ses services en français et en anglais dans des zones francophones désignées de programmes et de services. Le poste indiqué ci-haut a été désigné bilingue.

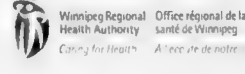
QUALITÉS REQUISES :

- Diplôme d'études secondaires, test d'équivalence d'études secondaires ou une formation acceptable.
- Expérience ou orientation professionnelle dans les domaines de la santé, des services sociaux ou de l'éducation.
- Expérience dans le domaine de l'épanouissement de l'enfant.
- Capacité de parler, lire et écrire en français au niveau linguistique prédéterminé.
- Les programmes de formation liés au travail, tels que le Programme d'intervention non violente en situation d'urgence, la RCR, seraient un atout.
- Expérience dans le domaine des visites à domicile en travaillant dans des milieux culturels différents avec des familles ayant de jeunes enfants.
- Capacité d'établir des liens avec des ressources communautaires.
- Capacité d'accepter des directives et de travailler en équipe.
- Satisfaire aux exigences en matière de vérification du casier judiciaire et du registre des cas d'enfants maltraités.
- Permis de conduire en règle et véhicule, de préférence.

Nous n'acceptons aucune demande d'emploi après la date limite.

Salaire : 11,66 $ à 14,70 $ l'heure MGEU

Date limite des demandes : le 13 octobre 2006
Pour de plus amples renseignements, visitez notre site Web à l'adresse www.wrha.mb.ca



Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae portant la mention offre d'emploi n° 2006-374B, à :
Agente de recrutement
des ressources humaines - ORSW
155, rue Carlton, bureau 1800
Winnipeg (Manitoba) R3C 4Y1
Téléc. : (204) 926-7107
Courriel : nbenoit@wrha.mb.ca

Nous recommandons aux candidats autochtones de nous faire connaître leurs origines en remplissant le formulaire de déclaration qu'on peut se procurer au Centre de recrutement de l'ORSW ou par l'entremise de l'Initiative sur les ressources humaines autochtones en composant le 926-7092 ou par courriel : **ahri@wrha.mb.ca**

L'ORSW remercie toutes les personnes intéressées à l'offre d'emploi, mais il ne communiquera qu'avec les personnes choisies pour une entrevue.

LA DIVISION SCOLAIRE PEMBINA TRAILS

est à la recherche d'un(e)

enseignant(e) bilingue (français et anglais) pour combler un poste temporaire à temps plein en 1re année, programme d'immersion.

L'entrée en fonction se fera le 27 novembre 2006 et durera jusqu'au 29 juin 2007 ou jusqu'au retour de l'enseignant(e).

L'enseignant(e) doit adhérer à la philosophie du programme d'immersion et avoir une bonne connaissance des stratégies d'apprentissage pertinentes à l'immersion. Des méthodes d'évaluation, des stratégies pédagogiques, dont la pédagogie différenciée, ainsi qu'une maîtrise des langues française et anglaise à l'oral et à l'écrit sont nécessaires.

L'embauche de la personne est conditionnelle à l'examen du dossier judiciaire et à l'approbation du Registre des cas d'enfants maltraités.

Les personnes intéressées sont priées de poser leur candidature en consultant notre site Web qui se trouve à www.pembinatrails.ca (cliquez sur 'Employment Opportunities') Numéro de poste 10-235-VW.

Veuillez noter que nous communiquerons seulement avec les personnes qui seront convoquées à une entrevue.



LES TOURNESOLS DE SAINT-VITAL INC.

La garderie
Les Tournesols de Saint-Vital Inc.

fait appel de candidatures pour le poste suivant à temps plein et temps partiel :
une éducatrice ou un éducateur
qui aura comme responsabilité de travailler auprès des enfants de 1 à 12 ans.

Date de début : dès que possible

Horaire de travail : entre 7 h et 18 h

Les candidates ou les candidats choisis devront pouvoir s'exprimer clairement et correctement en français, à l'oral comme à l'écrit. Ils ou elles devront posséder un excellent sens de l'organisation et d'excellentes compétences en résolution de problèmes ainsi qu'une facilité pour la prise de décisions et le travail en équipe.

Les Tournesols de Saint-Vital Inc. offrent :

- une rémunération à la hauteur des qualifications et de l'expérience selon l'échelle salariale établie par la MCCA, niveau IV;
- des avantages sociaux compétitifs.

L'expérience auprès des enfants est un atout.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'attention de :

Chantal Tackaberry
Directrice par intérim
Les Tournesols de Saint-Vital Inc.
425, chemin John Forsyth
Winnipeg (Manitoba)
R2N 4J3
Téléphone : (204) 254-6133
Télécopieur : (204) 257-4509
lestournesols@atrium.ca

La Caisse Lourdes, avec un actif de 70M $ et plus de 2 800 membres, est un établissement financier coopératif appartenant à ses membres. Elle offre une grande gamme de services financiers bilingues dans la région de la Montagne. Nous sommes à la recherche d'une personne pour combler le poste suivant :

Réceptionniste

Fonctions

Réaliser certaines activités de secrétariat, recevoir les visiteurs et les appels téléphoniques pour l'ensemble de la Caisse. À ce titre, vos principales responsabilités seront de préparer et dactylographier certains documents, accueillir les personnes et les présenter auprès du personnel concerné, recevoir et acheminer les appels téléphoniques, transmettre les informations appropriées et exécuter diverses activités de soutien et répondre aux besoins des membres.

Exigences

- Diplôme d'études collégiales en bureautique serait un atout.

Connaissances

- bonne connaissance du français et de l'anglais, oral et écrit;
- connaissance des logiciels Word et Excel dans un environnement Windows et habileté à dactylographier;
- connaissance de base en comptabilité;
- connaissance des produits et services de la Caisse;
- discrétion, tact et diplomatie.

Habiletés de base

- capacité à interagir avec les membres;
- effectuer un travail sûr et précis;
- capacité à organiser son travail;
- capacité à élaborer et exercer certains contrôles et suivis.

Rémunération

La rémunération sera fixée selon l'expérience et les qualifications. Les avantages sociaux usuels sont offerts.

Envoyez votre curriculum vitae sous pli confidentiel au plus tard **le 6 octobre 2006** à l'adresse suivante :

Caisse Lourdes
Rose-Marie Robidoux
Superviseur du Service aux membres
Case postale 248
Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba)
R0G 1M0
Télécopieur : (204) 248-2281



Nous remercions tous les candidats de leur intérêt; toutefois, nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue.

Ma Caisse… ça fait partie de ma vie.



Le Centre de santé Saint-Boniface Inc. est un centre de santé bilingue qui offre des services de soins primaires dans les deux langues officielles à la population de Saint-Boniface et aux gens d'expression française de la ville de Winnipeg. Le Centre permet la formation de professionnels de la santé dans le domaine des services de soins primaires. Il joue aussi un rôle significatif dans le recrutement de professionnels de la santé bilingues au Manitoba et contribue au maintien des effectifs.

Le Centre est à la recherche de candidat(e)s pour le poste qui est identifié ci-après. La personne choisie entrera en fonction le plutôt possible. L'échelle salariale pour ce poste est conforme aux pratiques administratives courantes. Une connaissance approfondie des deux langues officielles est requise.

PROFESSIONNEL(LE) D'ACCUEIL

Un (1) poste permanent à 0,7 équivalent temps plein)

Sous l'autorité de la Chef de programmes, le(la) professionnel(le) d'accueil travaille au sein d'une équipe de soins primaires. Le(la) professsionnel(le) d'accueil s'occupe des clients, s'assure de les accueillir et de les préparer pour leur examen médical. Il(elle) accomplit aussi des tâches administratives d'ordre général en rapport avec les services cliniques, tient les dossiers à jour et y ajoute les renseignements appropriés et accomplit d'autres tâches connexes.

Expérience de travail

- Trois à cinq ans d'expérience variée dans le domaine de la santé et/ou d'expérience de travail de bureau.

Habiletés

- Aptitude à travailler efficacement au sein d'une équipe multidisciplinaire.
- Être souple, avoir le sens de l'organisation, être capable d'entreprendre un projet et de le mener à terme et posséder un sens aigu de la résolution de problèmes.
- Diplomatie et rigueur dans les relations avec le public.
- Maîtrise des langues française et anglaise, parlées et écrites.

Formation académique

- Diplôme d'études secondaires.
- Cours d'informatique.
- Cours de secrétariat médical ou de soins en santé seront considérés comme un atout.

Les candidatures doivent être soumises au plus tard **le 16 octobre 2006**. Prière de faire parvenir les demandes, accompagnées d'un curriculum vitæ et de références, à **Liliane Prairie, 409, avenue Taché, salle D1048, Winnipeg (Manitoba) R2H 2A6. Téléphone : (204) 237-2019; télécopieur : (204) 237-9057.**

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Étoiles d'la Rouge inc.

est à la recherche d'un(e)

éducateur(trice) niveau I, II ou III pour le poste de
directeur(trice)

pour le service de garde avant (7 h à 8 h 30) et après (15 h 30 à 18 h) l'école (enfants de 5 à 12 ans).

Salaire : selon l'échelle établie par le MCCA.

Faites parvenir votre curriculum vitae **avant midi, le 11 octobre 2006** à :

Lynne Beaudette
Présidente
C.P. 282
Saint-Jean-Baptiste (Manitoba)
R0G 2B0
Tél. : (204) 758-3893

AVIS AUX ANNONCEURS

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **mercredi à 17 h** pour parution le mercredi de la semaine suivante.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le **jeudi à 12 h**. *(par écrit et payée d'avance)*

Merci de votre collaboration!
Tél. : 237-4823
Téléc. : 231-1998

Les *Petites* ANNONCES

Nombre de mots	Nombre de semaines 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20 et moins	7,42 $	14,84 $	18,02 $	21,20 $	24,38 $	27,56 $	30,74 $	33,92 $	37,10 $	40,28 $
21 à 25	8,48 $	16,96 $	21,20 $	25,44 $	29,68 $	33,92 $	38,16 $	42,40 $	46,64 $	50,88 $
26 à 30	9,54 $	19,08 $	24,38 $	29,68 $	34,98 $	40,28 $	45,58 $	50,88 $	56,18 $	61,48 $

Mot additionnel : 11¢ **Photo : 9,54 $**





Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

DIVERS

GARDERIE BILINGUE FRANÇAIS ET ANGLAIS, en milieu familial, offre ses services à votre proximité. La garderie Pike Crescent est un milieu sécuritaire et enrichissant pour votre enfant. La garderie ouvre ses portes tous les jours du lundi au samedi de 6 h 30 à 16 h 30. La garderie offre également des services de garde pendant les soirées et les nuits pour accommoder les parents dans le besoin. Pour plus d'information contactez Madeleine Brezden. Maison : 668-4042, cellulaire : 798-1538.
655-

TECHNIQUE DE DESSIN. Explorez l'acrylique. Découvrez le papier froissé. Peinture sur bois. Récupérer vos vieux meubles et les peindre. Privé ou en groupe. 13 ans et plus. Approche de l'art 8 à 12 ans. France Marie Sévigny. Tél. : 283-3086.
667-

REMERCIEMENTS au Sacré-Cœur de Jésus pour faveur obtenue. C.B.L.
676-

LEÇONS PARTICULIÈRES en **français** ou en **anglais** pour **jeunes** et **adultes**. Leçons individuelles ou en groupes. Renseignements : www.members.shaw.ca/languageteacher. Messages appréciés au 237-4690.
677-

PROFESSEUR DE FRANÇAIS langue seconde, grammaire, conversation sur des sujets variés. Appelez au 253-9355.
682-

OFFRE DE SERVICES : Appelez Norman Fréchette pour vos besoins de rénovations. Peinture, « dry wall » et joints, démolition, charpenterie et finition. Tél. : 298-8414.
684-

RECHERCHE

Just Desserts Café

Cuisinier à temps partiel pouvant devenir un temps plein et un **plongeur** à temps partiel le soir. Déposez votre curriculum vitae au 150, boulevard Provencher.
678-

À VENDRE

MIEL de trèfle et miel de sarrasin à vendre : Récolte 2006, directement du producteur, livraison possible à Winnipeg. Contactez Pierre et Nicole Faure, la ferme apicole française à Notre-Dame-de-Lourdes. Tél. : (204) 248-2645.
652-

SAINT-BONIFACE : Grande maison familiale, terrain de 71'X 136', 2 280 pi², bois franc partout, 6 chambres à coucher, 3 salles de bain + jacuzzi, buanderie au rez-de-chaussée, cuisine et salon ouvrant sur un solarium (4 saisons) plus récent avec foyer au gaz, patio de 12'X 16' au deuxième, garage double. Tél. : 237-0055 ou 797-7519.
671-

WINDSOR PARK : Un bungalow comme vous les aimez! Bien entretenu, 2+1 chambres à coucher, 2 nouvelles salles de bain, plancher de bois franc original reverni, 5 appareils, air climatisé, fournaise récente, sous-sol fini, terrain aménagé avec goût 55 X 100, patio, jardin, pas de ruelle. Près de tout, secteur tranquille. Occasion à saisir! 153 000 $. René au 254-5535.
681-

À LOUER

À LOUER : Condo à l'étage supérieur du 500 Taché, avec vue sur la rivière Rouge. Solarium 3 saisons, 2 chambres à coucher, 2 salles de bain. 1 325 $/mois tous les services compris. Stationnement à l'intérieur. Pour personnes 50+. Téléphonez au 233-6748.
659-

APPARTEMENT À LOUER - PLACE HÉBERT à Saint-Malo. 840 pi². Pour personnes 55+. Une chambre à coucher et un bureau. Grand patio privé. Laveuse et sécheuse, poêle, réfrigérateur compris. Bain tourbillon. Aspirateur. A/C. Disponible le 1er octobre. 690 $/mois + hydro. Téléphonez au 433-7663.
668-

APPARTEMENT À LOUER : 228, La Vérendrye. Près du CUSB, entrée privée, stationnement, service de buanderie et tous les services compris. 480 $/mois. Tél. : 231-8516.
672-

À LOUER : rue Ritchot, bel appartement spacieux. Une chambre à coucher, tous les services compris. 525 $/mois. Disponible immédiatement. Tél. : 237-9450.
679-

À LOUER : 500 Taché. Condo au 3e étage, 1 130 pi², 2 chambres à coucher, 5 nouveaux appareils, stationnement à l'intérieur. 1 200 $ par mois. Tél. : 255-5905.
680-

À LOUER : Place La Vérendrye. Maison de ville à louer pour le 1er décembre 2006, 3 chambres à coucher, 2 stationnements pour voiture, rénovations complètes, pleine cave, 5 appareils compris, près de l'école Taché. Raymond Carrière (agent) 987-2100.
630-

Chronique
RELIGIEUSE

L'ABBÉ MARCEL DAMPHOUSSE
Directeur des vocations

Prends-tu soin de ton jardin?

L'automne est arrivé et la nature nous charme de sa beauté. L'air frais nous remplit les poumons alors que nous faisons peut-être quelques derniers travaux dans nos cours ou nos jardins. En parlant de jardin, j'utilisais l'autre jour une analogie d'un jardin pour décrire à mes étudiants (11 jeunes adultes à l'École catholique d'évangélisation à Saint-Malo) comment notre vie spirituelle nécessite un travail considérable afin qu'elle produise les fruits désirés.

Avant d'ensemencer le terrain, le jardinier travaille le sol, le fertilise et le libère des mauvaises herbes, si nécessaire. Une fois que la graine est plantée en terre, elle se met à germer et à pousser, à mesure qu'elle est bien nourrie de soleil et d'eau. Il est parfois nécessaire de monter une clôture autour du jardin afin de garder certaines petites bêtes d'y entrer et de dévorer sa végétation. Le temps et l'effort qu'on y met produisent proportionnellement le résultat souhaité.

Nombreux sommes-nous à réaliser que nous avons été bénis de Dieu d'une capacité d'entretenir avec Lui une relation intime et enrichissante. Nous cherchons à répondre par notre foi aux nombreuses invitations que le Seigneur nous fait. Mais trop souvent, on se trouve dépourvu d'un fondement solide pour expliciter ce que nous sommes appelés à vivre et à croire. Pourquoi les questions et les doutes surpassent-ils les réponses et les convictions qui nous seraient si utiles dans notre cheminement de foi? Devant cette réalité, je ne suis pas porté à remettre en doute l'existence de Dieu ni ma capacité de réussir mais je suis interpellé à nourrir ma foi par les moyens qui me sont donnés.

Je vis une joie profonde comme prêtre lorsque j'ai l'occasion de nourrir la foi de gens qui ont soif d'apprendre. Je deviens alors un instrument de Dieu par le témoignage que je donne de ma foi, ou par le soutien de ma prière, ou par l'éclairage d'un enseignement, ou par la célébration d'un sacrement. Par le fait même, je suis moi-même héritier d'une grâce qui favorise la croissance spirituelle et ma foi m'engage à vivre d'espérance et de charité. Je dois avouer que je me sens choyé d'être entouré de gens qui souhaitent prendre soin de leur « jardin spirituel »; que ce soit les candidats du programme de formation « Nathanaël », où les adolescents qui choisissent une école catholique pour leur éducation comme le St. Boniface Diocesan High School ou les candidats qui se présentent à moi pour discerner leur vocation au sacerdoce.

Je suis cependant bien conscient que trop de personnes parmi nos communautés chrétiennes ne font rien ou trop peu pour nourrir leur foi. L'indifférence ou la paresse ou peut-être même le fait d'être accaparé par le monde matériel font des ravages insoupçonnés. Comment faire pour contrecarrer ce phénomène de la sécularisation où la culture religieuse finit par disparaître tranquillement? Je n'ai malheureusement pas de solution magique à ce dilemme. J'ose cependant espérer que le petit peu que Dieu me demande de faire puisse faire la différence. Il me faut prendre soin de mon « jardin » à tous les jours. Je dois cultiver le terrain de ma foi pour accueillir la Parole de Dieu; je dois l'arroser de ma prière et l'enrichir avec les grâces des sacrements de l'Église; je dois me baigner du soleil de la présence du Christ dans ma vie; je dois me protéger des dangers extérieurs qui rôdent et qui cherchent à me détruire. Je dois y consacrer du temps et de l'énergie afin de demeurer fort et de produire de bons fruits.

Et toi, prends-tu soin de ton « jardin »? L'Église a besoin de toi. Encore plus, Dieu t'appelle et Il compte sur toi.

mdamphousse@archsaintboniface.ca

DÉCÈS

Une minute de silence pour Rachel Massicotte

Rachel Massicotte est décédée dans son sommeil le 25 septembre. Comme elle le disait en entrevue à *La Liberté*, il y a moins de trois semaines, « il n'y a rien de solide dans la vie ».

Guillaume DANDURAND



photo : Guillaume Dandurand

Dans sa vie professionnelle comme dans sa vie personnelle, Rachel Massicotte a marqué la vie de plusieurs Franco-Manitobains de bien des façons.

Une femme bien dans sa peau. C'est ainsi que se décrivait Rachel Massicotte lors de sa dernière entrevue donnée à *La Liberté*. Le 25 septembre, cette femme engagée s'éteignait dans son sommeil.

À 53 ans, Rachel Massicotte laisse derrière elle un parcours impressionnant. Présidente du Conseil jeunesse provincial (CJP), militante au Nouveau Parti démocratique, commissaire à la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) ainsi que cofondatrice et directrice générale de l'Entre-temps, Rachel Massicotte a marqué à sa façon toute la communauté franco-manitobaine depuis près de 30 ans.

« C'est la première commissaire de la DSFM qui nous quitte, signale la commissaire Yolande Dupuis. Toujours très dévouée à ses tâches, elle a travaillé dans plusieurs aspects sociaux, que ce soit avec les femmes, les jeunes ou dans l'éducation. Elle était très respectée dans la communauté. »

Respectée et appréciée. Rachel Massicotte était une femme forte, une féministe et une militante. Elle avait des opinions, mais respectait celles des autres. Son oreille attentive a fait d'elle le successeur idéal à l'autre cofondatrice de l'Entre-temps, Anita Gobeil, à la tête de l'organisme jusqu'à la fin du mois d'août. « J'étais heureuse de voir Rachel Massicotte diriger le centre des femmes victimes d'abus, explique-t-elle. Elle savait écouter les gens. C'est exactement ce dont les enfants et les femmes de notre organisme ont besoin. »

Amie de longue date, Valérie Poulin abonde dans le même sens. « Je pouvais l'appeler et lui parler longtemps, affirme-t-elle. Elle avait toujours du temps à nous consacrer. C'était une confidente. »

Rachel Massicotte était aussi humaniste. En plus de lutter pour la survie de la langue française, elle prenait le parti des enfants et des femmes victimes d'abus physique et sexuel.

« C'était une femme de morale, ajoute Valérie Poulin. C'était une femme vraiment chaleureuse. Il fallait qu'elle soit toujours en compagnie de beaucoup de gens. »

Après les nombreux soupers, les soirées de jeu de cartes, les bouteilles de vin qui s'accumulent et les barbecues par temps chaud, Rachel Massicotte, Valérie Poulin et sa cousine, Céline Valois, ont vu leurs liens se resserrer et s'approfondir. « Rachel était une personne généreuse, se souvient Céline Valois. Elle organisait beaucoup de soirées chez elle à l'époque. J'ai d'ailleurs rencontré mon mari, Gilles Fréchette, lors d'une de ces soirées. Rachel et lui prenaient les rennes du CJP [au tournant des années 1980]. Rachel était vraiment accueillante. Elle aimait avoir des gens autour d'elle. »

Valérie Poulin poursuit. « Je me souviens lui avoir demandé un jour : "T'es pas tannée d'avoir toujours plein de gens chez toi? T'aimerais pas ça parfois mettre ta robe de chambre, prendre un gros bol de *popcorn* et écouter la télévision?" Elle m'a alors répondu que si elle avait envie de relaxer, elle le ferait. Qu'il y ait ou non des gens chez elle. »

Nécrologie

Sœur Alice Benoît (Sœur Émilia) Fille de la Croix

Tout doucement, à la Maison provinciale des Filles de la Croix, sœur Alice est retournée vers le Père, le 9 septembre 2006, à l'âge de 96 ans.

Sœur Alice a été précédée par ses parents Émile Benoît et Émilia Jodoin, trois frères, Donat (Berthe Roy), Joseph-René (Mary McNally), Gérard (Gertrude Marineau) et sa sœur Lina. Elle laisse dans le deuil sa sœur Laurette (Eddie Beattie), plusieurs neveux et nièces ainsi que de nombreux amis.

Alice est née à Sainte-Anne-des-Chênes (Manitoba). La famille déménagea assez tôt à Willow-Bunch (Saskatchewan) où Alice fit ses études. C'est là qu'elle connut les Filles de la Croix. En 1929, elle se rend à La Puye, France, pour sa formation à la vie religieuse.

En 1931, sœur Alice débute sa carrière dans l'enseignement à Saumur, France. Quand la guerre fut déclarée en 1939, elle fut tenue prisonnière des Allemands.

De retour au Manitoba, en 1946, sœur Alice enseigna 35 ans dans les écoles rurales de Saint-Adolphe, Saint-Malo, Saint-Claude, La Salle et une année à Bellegarde en Saskatchewan. Les élèves se souviennent de son âme d'artiste, de sa compétence dans l'enseignement, de sa créativité. Ils appréciaient les temps de culture physique, de danse, de chant et d'art - expressions qui développaient tout leur être.

Durant 77 ans de vie religieuse, sœur Alice s'est donnée pleinement au service des petits et des pauvres par tous genres d'attentions et de services. Après son temps d'enseignement formel, elle partagea ses dons d'artiste en confectionnant des bannières pour chapelles et églises et en reproduisant, par des dessins, les lieux de fondation des Filles de la Croix. Son amour de la Parole de Dieu, elle le partagea avec les laïcs dans l'étude des Écritures. Sa vie de prière et sa grande foi ont été sa force et l'ont accompagnée tout au long de sa vie.

Les prières ont eu lieu au 66, avenue Moore, le mardi 12 septembre 2006 et la messe de la Résurrection a été célébrée le lendemain par l'abbé Robert McDougall. L'inhumation a été au cimetière des Filles de la Croix à Saint-Adolphe (Manitoba).



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois « Je vous salue Marie » par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

G.V.

JURICOURRIEL

Les articles 17 et 18 de la Charte canadienne des droits et libertés

Les articles 17 et 18 de la *Charte* officialisent le bilinguisme dans le domaine législatif. Certains auteurs parlent même de « bilinguisme législatif ». Le Parlement canadien ainsi que la Législature du Nouveau-Brunswick sont visés par ces articles :

17. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement.

    (2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick.

18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également **force de loi** et celles des autres documents ayant même valeur.

    (2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également **force de loi** et celles des autres documents ayant même valeur.

Les droits conférés comportent trois volets distincts :

- D'abord, toute personne a le droit d'utiliser l'anglais ou le français dans les débats et travaux de l'assemblée. Ce droit vise toute la gamme des activités parlementaires incluant les délibérations des comités de la Chambre des communes et du Sénat au fédéral et de l'Assemblée législative au Nouveau-Brunswick. Il y a lieu de noter que l'interprétation simultanée constitue la mise en œuvre concrète de cette garantie. On appelle parfois ce volet le « bilinguisme parlementaire ».
- Ensuite, les registres et les procès-verbaux des délibérations doivent être rédigés dans les deux langues. L'obligation au bilinguisme s'étend aux archives des assemblées incluant les projets de loi et les lois adoptées. De plus, les avis, les pétitions, les lectures de projets de loi, les résolutions, les ajournements des débats ainsi que les décisions de la personne qui préside les débats sont visés.
- Enfin, les lois doivent être imprimées et publiées dans les deux langues. La jurisprudence confirme que l'adoption d'une loi dans une langue suivie plus tard du dépôt d'une traduction ne satisfait pas aux obligations constitutionnelles puisque l'obligation au bilinguisme s'applique au processus même de l'adoption de la loi. Ainsi, les lois doivent être adoptées et sanctionnées dans les deux langues officielles. Du reste, les versions française et anglaise d'une loi ont pareille autorité. C'est l'égalité des versions.

POINT DE LANGUE

Force de loi

Force obligatoire de la loi; force équivalente à celle de la loi reconnue à certaines règles autres que la loi.

(force of law, force of statute)

Avoir force de loi; être assimilable à une loi, en avoir le caractère obligatoire. Décret qui a force de loi.

(binding, enforceable, conclusive, force and effect)

Traité, convention, disposition, clause, décision ayant force de loi.

Qui tombe sous le coup de la loi.

(enforceable at law)

L'expression « avoir force de loi » est bien vivante dans le français juridique contemporain. Une coutume peut avoir force de loi.

Cette définition que l'on trouve dans l'affaire *R.* c. *Lafleur* est considérée comme ayant **force de loi** par les criminalistes.

Le projet de loi C-38 n'a pas encore **force de loi**.

La décision de la Cour suprême portant sur le système de soins de santé public a **force de loi**. Les gouvernements provinciaux devront donc s'y conformer.

Comment c'est, la FRANCE

Champignons



par Prune VELLOT

Cèpes de Bordeaux et cortinaires montagnards

Tu avances sur la route forestière d'un pas un peu saoul. Tu tangues à gauche, à droite, comme si tu étais ivre. Tu flottes dans tes bottes en caoutchouc vert qui te donnent cette chaloupe dégingandée. Tu portes un vieux jean délavé sur lequel tombe un large pull de laine. Tu me fais penser à un pantin de chiffons, auquel on aurait donné vie et qui, perdu, errerait au hasard. Au bout de ton bras, se balance un panier d'osier clair. Tu y as jeté pêle-mêle un couteau, des journaux, ta bible sur les champignons.

L'automne est là. Il s'est mis à pleuvoir plus souvent. Le sol s'est gorgé d'humidité. Le soleil a pali et seuls quelques rayons paressent sur les terres, laissant traîner un peu de chaleur. Ici, les arbres filtrent la lumière. Tu pénètres dans un monde d'ombres. Les branches nues des chênes agrippent tes manches au passage. Tu te faufiles sous une ondée de feuilles mortes. Tu trébuches sur un tronc, te relèves, ignorant la douleur. Tu te laisses absorber par cette vie secrète et mystérieuse, grisé par l'humus, heureux de retrouver l'apaisement des sous-bois.

Tu ris d'un bonheur simple et ton rire se perd dans la profondeur de la forêt. Voilà un an que tu n'étais pas reparti sur la trace des champignons. Ces champignons que tu imaginais être les maisons des lutins dans ton enfance, que tu cherchais main dans la main avec ton père.

L'année passée, tu avais ramené un plein panier de chanterelles. Le soir même, tu les avais lavées, triées et fait revenir à la poêle. Une fricassée géante de girolles. Que trouveras-tu aujourd'hui? Des trompettes de la mort, toujours un peu terreuses sous la dent, des clitocybes laqués d'un violet peu engageant à la consommation ou de majestueux cèpes de Bordeaux? Peut-être quelques morilles, si goûteuses en sauce.

Tu fouilles du regard la pénombre. Du bout de ta botte, tu soulèves une écorce de bois mort. Tes mains écartent les feuilles. Tu te laisses guider par ton instinct, cheminant sur une sente invisible qui s'égare dans les fourrés. Tu te perds, t'oublies, complètement absorbé par ta cueillette.

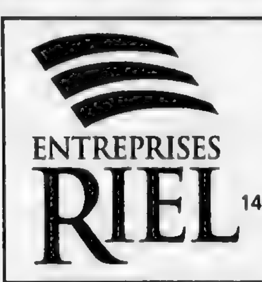
Le hasard finit par te conduire près d'un tapis de mousse fleuri de pieds de mouton. Tu aimes leur chair ferme. Jamais tu ne les cuisinerais avec d'autres champignons, ce serait un sacrilège. Tu les fais sauter dans une petite poêle avec un filet d'huile, un peu de sel, de poivre et de persil.

Pendant des heures, tu arpentes ainsi les coteaux boisés à la recherche d'une nouvelle variété comestible, patient. Tu écoutes le vent, la pluie sur le tapis de feuilles mortes, le lièvre qui détale. Le bois t'appartient. Parfois, tu ramasses une écorce ou du lichen. Tu observes sous tous les angles les champignons que tu n'as jamais vus. Tu examines leur pied, leur chapeau, consciencieux. Ont-ils des lamelles distantes, libres, adnées, décurrentes ou échancrées? Tu te méfies des cortinaires. Surtout des cortinaires montagnards, qui sous leur chapeau brun gardent un poison toxique. Par contre, tu te moques de l'amanite tue-mouches, qui sous ses airs de princesse rouge mouchetée de blanc cache la sorcière des contes pour enfants.

C'est seulement lorsque la nuit commence à tomber, que le froid humide de l'automne te saisit, que tu te décides à rentrer. Tu ne presses pas le pas, certain d'apercevoir en chemin quelques bolets raboteux ou nonettes voilées. Je te vois revenir, lesté de ton panier, d'un pas lourd et fatigué.

À VOTRE SERVICE

SERVICES



ENTREPRISES RIEL INC.

Promouvoir le développement économique chez les francophones de Saint-Boniface, Saint-Vital et Saint-Norbert.

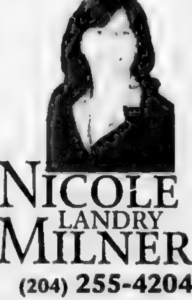
Gérald Dorge
Directeur général
140-614, rue Des Meurons, Saint-Boniface R2H 2P9
Tél. : 233-7799 • Fax: 233-7444
Courriel : info@entreprisesriel.com

Cet espace est à votre dispositon!

AGENT IMMOBILIER

Service bilingue







NICOLE LANDRY MILNER
(204) 255-4204





- MONUMENTS
- PLAQUES EN GRANITE OU BRONZE
- INSCRIPTIONS



L'ART COMMEMORATIF PERSONNALISÉ

405, rue Bertrand
233-7864

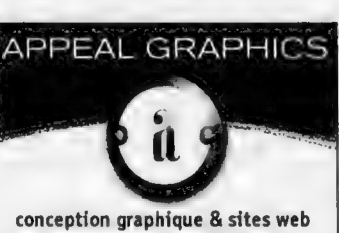
«Au service des Franco-Manitobains depuis 1910...»

WHS
WINNIPEG HOME SERVICES

Service 24 heures • Chauffage • Climatisation • Réservoir d'eau • Entretien annuel • Nettoyage des conduits

Aimé Fillion
Services de confort au foyer
Cellulaire : (204) 782-8933





conception graphique & sites web

tél 204.989.5250
service@appealgraphics.com



McNAUGHT LANDMARK
PONTIAC · BUICK · GMC

Norm Roy
Conseiller en ventes et locations
Sans frais : 1 800 881-4962
Service bilingue
333, rue Main, Landmark (Manitoba) R0A 0X0
Tél. : (204) 355-4051 · Cell. : (204) 399-0847 · Téléc. : (204) 355-4382
norm@mcnaught.com



P·M·C DESAULNIERS
INSURANCE BROKERS | COURTIERS D'ASSURANCE

MAISON • LOCATAIRE • COMMERCIALE

ASSURANCE P•M•C
129, rue Goulet
Saint-Boniface (Manitoba)
Tél.: (204) 233-2828
Téléc. : (204) 233-5242
al@pmc-insurance.com



AL CARRIÈRE

JOËL CARRIÈRE

ASSURANCE P•M•C DESAULNIERS
B-390, boul. Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
Tél. : (204) 233-4051
Téléc. : (204) 233-4434
joel@pmcdesaulniers.ca



autopac
SGI CANADA

« La tradition d'excellence continue »

EXPERTS CONSEILS / COMPTABLES AGRÉÉS

Robert V. Dupuis, BA, CFP
Planificateur financier agréé

1345, chemin Waverley, bureau 100
Winnipeg (Manitoba)
R3T 5Y6

TÉL. : 489-4640, poste 259
TÉLÉC. : 489-0688

Groupe Investors
DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE
Services Financiers Groupe Investors Inc.

BDO
Objectif croissance

Raymond Desrochers, c.a., c.f.e.
Henri Magne, c.a.
Marc Rivard, c.a.
Pamela Dupuis, c.a.
Nicole Gisiger, c.a.
Lucile Griffiths, c.a.
Travis Leppky, c.a., c.i.s.a.
Mona Marcotte, c.a.

BDO Dunwoody s.r.l.
Comptables agréés et conseillers

Winnipeg (MB) R3C 4L5
Téléphone 204 • 956 • 7200
Télécopieur 204 • 926 • 7201
Sans frais 1 • 800 • 268 • 3337
www.bdo.ca

ASSUREURS

ASSURANCES LAVERGNE
téléphone : (204) 433-7758
télécopieur : (204) 433-7181
www.placelavergne.com
Saint-Pierre-Jolys



AVOCATS-NOTAIRES

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

TEFFAINE, LABOSSIÈRE
Avocats et notaires
Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière

247, boulevard Provencher
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6
Téléphone: 925–1900
Fax: 925–1907



TAYLOR McCAFFREY s.r.l.
AVOCATS et NOTAIRES
Plus de 50 avocats exerçant dans tous les domaines du droit à votre service!

Me ALAIN L.J. LAURENCELLE
alaurencelle@tmlawyers.com
• avocat et notaire accrédité auprès du consulat général de France à Toronto
• droit commercial et corporatif
• droit des affaires / entreprises
• vente / achat de maison
• testaments et successions.

Me MARC E. MARION
mmarion@tmlawyers.com
• droit fiscal.

Me JOHN MYERS
jmyers@tmlawyers.com
• droit d'auteur • propriété intellectuelle
• marque de commerce • litige général.

Me PATRICK RILEY
priley@tmlawyers.com
• litige général.

Tél. : 949-1312
Téléc. : 957-0945

AIKINS

AIKINS
J.GUY JOUBERT
BARBARA M. SHIELDS

Tél.: (204) 957-0050
www.aikins.com



MG MONK GOODWIN LLP
AVOCATS ET NOTAIRES

Michel L.J. Chartier
Barry L. Gorlick, c.r.
Rhonda M. Hercus

800 – 444, AVENUE ST-MARY
WINNIPEG (MANITOBA)
R3C 3T1
Tél. : (204) 956-1060
Téléc. : (204) 957-0423
www.monkgoodwin.com

OPTOMÉTRISTES

Cet espace est à votre dispositon!

Abonnez-vous à



OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	33,90 $ ☐	37,10 $ ☐
2 ans	56,50 $ ☐	63,60 $ ☐

Nom : ____________
Prénom : ____________
Adresse : ____________
Ville : ____________
Province : ____________
Code postal : ____________
Téléphone : ____________

Je choisis de payer par :
Visa : ____________
MasterCard : ____________
(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste:
(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de La Liberté)
C.P. 190,
383, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

Célébrons les 10 ans

du CDEM



- ENTREPRISES
- PRESIDENTS
- MUNICIPALITES
- MEMBRES
- ORIGINES
- HOMMAGE
- PARTENAIRES
- TOURISME
- ECONOMIE DU SAVOIR
- INCUBATEUR D'ENTREPRISES
- JEUNESSE

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) est depuis sa création en 1996 un modèle à suivre pour l'ensemble du pays. Il l'est pour sa façon de travailler main dans la main avec les communautés qu'il dessert. Il l'est pour son professionnalisme dans ses relations avec les gens d'affaires. Il l'est pour sa façon de saisir les opportunités. Il l'est pour un enthousiasme qui ne se dément pas et pour sa conviction que le fait de bâtir une véritable culture entrepreneuriale dans les municipalités bilingues vaut tous les efforts qu'il met dans la poursuite de ses nombreux projets.

Grâce au CDEM, depuis dix ans le monde des affaires a aussi un visage francophone, les municipalités bilingues ont démontré quel pouvait être leur dynamisme et la francophonie manitobaine fait reculer ses frontières, pour explorer d'autres régions du monde. Si le bilinguisme est aujourd'hui une valeur ajoutée, le CDEM y est pour quelque chose.

La Liberté s'associe avec ses annonceurs et ses lecteurs pour célébrer dix ans de développement économique dans les municipalités bilingues du Manitoba.


10 ans



ENTREPRISES

Un outil indispensable

Depuis sa création, le CDEM en a appuyé, des entreprises. Voici quelques témoignages de gens d'affaires…

▸ Daniel BAHUAUD

« Heureusement qu'il y a un CDEM, lance l'entrepreneur Cyrile Durand. C'est un outil indispensable pour la communauté francophone. »

L'homme d'affaires d'Île-des-Chênes en sait quelque chose. En 2000, lorsqu'il voulait lancer sa première entreprise, **Émeuville**, il ne savait pas tout à fait comment réaliser sa vision. C'est à ce moment critique du développement de son commerce qu'est intervenu le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM).

« J'avais une idée, confie-t-il. Mais c'est tout. Le CDEM m'a aidé à lui donner vie. Ce sont ses conseillers en affaires qui m'ont suggéré le nom d'Émeuville. Ils m'ont aidé avec le logo, le choix des couleurs idéales pour bien présenter le concept. Et parce qu'Émeuville avait une composante touristique importante, ils m'ont aidé à développer un dépliant publicitaire et à contacter les intervenants pour attirer les touristes. Grâce à leur expertise, on a réussi à trouver des contrats au Canada et un peu partout au monde. »

La propriétaire du magasin **Afritoba**, Rosalie Topangu, se dit heureuse, elle aussi, de l'aide qui lui a prodigué le CDEM. « On a beau avoir de l'expérience en affaires, on a toujours quelque chose à apprendre, déclare-t-elle. Grâce aux conseils offerts, j'ai pu dresser un bon plan d'affaires, qui m'a permis d'obtenir le financement nécessaire. Aujourd'hui, deux ans plus tard, ça roule bien, au point où je me suis installée dans un plus grand magasin. »

Les gens d'affaires qui ne lancent pas de nouvelles entreprises se prévalent, eux aussi, des conseils du CDEM. « Mon commerce était déjà bien établi, raconte la propriétaire d'**Éditique**, Louise Stockwell-Groulx. Mais je voulais l'agrandir. Était-ce une bonne idée? Le bon moment? Je ne le savais pas. N'ayant pas de partenaire en affaires, je ne pouvais pas beaucoup en discuter à l'intérieur de la boite. Alors j'ai contacté le CDEM.

« Le personnel du CDEM m'a aidée à faire l'analyse de mes revenus et du marché, poursuit-elle. Ils ont conclu que j'avais les moyens et que les ventes étaient favorables à un agrandissement. C'était soulageant de pouvoir lancer des idées à des experts. De consulter quelqu'un qui avait les connaissances qu'il me fallait. J'ai surtout apprécié leur entregent, leur écoute active. »

Le CDEM est même devenu client d'Éditique, tout en fournissant à l'entreprise des noms de commerçants à la recherche de ses services. « J'aide le CDEM à offrir des conseils aux nouveaux entrepreneurs, mentionne Louise Stockwell-Groulx. De plus, mon époux et moi accueillons des Français et des Belges, des étudiants en affaires surtout, venus au Canada à l'invitation du CDEM. J'ai beaucoup reçu; c'est à mon tour d'aider. »

Services en évolution

Ces commentaires élogieux vont droit au cœur du personnel du CDEM, avoue le directeur du développement économique communautaire, Louis Tétrault. « C'est beau de voir que notre travail porte fruits, dit-il. Mais ce n'était pas facile au début. »

Il y a dix ans, en effet, le CDEM ne comptait que quatre employés, se démenant pour offrir aux entreprises autant de services que possible tout en assumant la responsabilité du développement en région et des autres dossiers importants, comme celui du tourisme. « La première année, nous avons aidé à lancer seulement deux ou trois entreprises, se rappelle Louis Tétrault. Et nous avons appuyé 13 commerces, en plus d'offrir des conseils ponctuels à près de 80 entrepreneurs qui nous avaient contactés. »

Cinq ans plus tard, les entreprises démarrées annuellement avec l'appui du CDEM se chiffraient à 12. En 2005, on en comptait plus de 50, un chiffre qui sera tout probablement dépassé à la fin de 2006. Le CDEM offre, chaque année, des conseils ponctuels à plus de 350 commerçants.

Depuis 2001, 246 entreprises ont été démarrées avec l'aide du CDEM, une explosion qui a mené à la création de 463 emplois et au maintien, jusqu'à aujourd'hui, de 327 postes. « C'est un succès énorme pour les entrepreneurs et pour nos communautés francophones, indique le conseiller en finances et en affaires au CDEM, Joël Lemoine. Mais ce qui est vraiment encourageant, c'est notre taux de réussite. Depuis 2001, seulement 14 commerces ont fermé leurs portes. C'est un taux de 5 %. Au Canada, environ 75 % de nouvelles entreprises font faillite après la première année. »

Une réussite sans doute due à l'encadrement offert aux entrepreneurs et à la diversité de programmes d'appui élaborés au CDEM depuis sa fondation. « Le monde des affaires a beaucoup évolué depuis les dix dernières années, souligne Louis Tétrault. Les services offerts sont beaucoup plus étoffés qu'autrefois. Il y a dix ans, les institutions financières recommandaient qu'un entrepreneur élabore un plan d'affaires. Aujourd'hui, c'est obligatoire. Il serait impensable pour une personne d'affaires de se pointer à une banque sans la preuve qu'elle a bien réfléchi à son projet. »

C'est pourquoi le CDEM offre une gamme de services : conseiller en finances, services permettant aux entrepreneurs d'évaluer leur service à la clientèle, comme celui des clients fantômes et des groupes témoins, sans parler d'aide à la mise en marché des produits.

« Ce qui est peut-être plus important, c'est le réseautage que le CDEM aura permis entre les entrepreneurs francophones, souligne Joël Lemoine. Au début, le CDEM desservait neuf municipalités rurales. Maintenant, nous en sommes à 16. Chacune a sa corporation de développement économique communautaire, ce qui permet à encore plus d'entreprises et d'organismes de communiquer entre eux. Plus les contacts se multiplient, plus les résultats sont nombreux. Avec chaque commerce qui connaît le succès, tout le monde en sort gagnant. »

Cyrile Durand est tout à fait d'accord. « Le plus beau compliment que je peux faire au CDEM, estime l'entrepreneur, c'est que l'expertise que j'ai reçue m'a permis de bien démarrer ma deuxième entreprise, le terrain de camping Arrowhead. »


Archives La Liberté

La famille Durand dans les années 1990, dans les débuts de son élevage d'émeus. L'appui du CDEM lui a permis de transformer en lieu touristique ce qui n'était au départ qu'une simple ferme d'élevage.





LES PRÉSIDENTS

Quatre présidents, une vision

Depuis sa fondation il y a dix ans, le CDEM a eu quatre présidents pour qui les bienfaits du CDEM passent par le travail d'équipe et la mise en commun.

▸ Marie-Chantal BÉDARD

Les présidents ont tous voulu donner un coup de main aux entrepreneurs francophones qui œuvrent à l'épanouissement des communautés bilingues. Ils ont retenu quelques leçons, la plus fameuse étant que *c'est si bon* de travailler *ensemble-together*!

L'entraide d'abord

« Le CDEM n'a pas été mis sur pied pour le développement de la langue française, mais pour la survie des communautés bilingues, précise Raymond Poirier, président fondateur du CDEM (1996 à 1998). Si on ne contrôle pas notre économie, quelqu'un d'autre le fera à notre place, et on sera sous le contrôle des autres. »

Comme Raymond Poirier l'avait dit lors d'une entrevue après la création du CDEM en 1996, se prendre en mains au plan économique, ça signifie qu'on peut « influencer les décisions plutôt que de toujours réagir ».

« Ce qui marche bien au CDEM, poursuit-il, c'est qu'il garde un lien très proche avec l'Association des municipalités bilingues du Manitoba » (AMBM). Les membres du conseil d'administration du CDEM sont nommés par l'AMBM, avec la recommandation des municipalités. C'est ainsi que Raymond Poirier, qui était alors directeur général de l'AMBM, a été nommé premier président. « Comme on a les mêmes objectifs, ajoute-t-il, il n'y a pas de discorde, ce qui est assez rare dans un organisme. C'est un système efficace. L'AMBM s'occupe de politique tandis que le CDEM voit au développement économique. La volonté de l'AMBM de se donner un outil pour le développement économique a permis aux municipalités bilingues de mieux prendre leur place dans l'économie de la province et du pays. »

Travailler ensemble...

Président depuis 2002, Denis Tétrault a vite compris que pour réussir à la tête d'une petite entreprise située dans un petit village, il faut s'engager dans sa communauté. Cette attitude l'a aidé dans ses tâches au CDEM. « Être président m'a donné une vision plus globale, commente-t-il. Au lieu de penser à notre municipalité, on les voit toutes. Ça ouvre les horizons. L'union fait la force! »

François Catellier, qui a succédé à Raymond Poirier à la présidence de l'organisme en 1998, remarque : « D'ailleurs, on est trop peu nombreux pour faire compétition, alors c'est naturel qu'on travaille ensemble. »

... pour l'avenir

Est-ce à dire que les francophones n'avaient jamais travaillé ensemble? « On n'a pas besoin de reculer bien loin pour voir qu'on avait toute une gamme d'entreprises qui offraient les services nécessaires, commente Renald Parent, président de 1998 à 2000. Mais avec la consolidation des entreprises, ça a posé des difficultés pour les francophones qui n'étaient pas équipés. »

Le défi du CDEM est alors d'aider les entreprises à faire face aux difficultés d'une consolidation vis-à-vis les droits de distribution, par exemple, ou de trouver des mécaniciens pour réparer des voitures devenues très spécialisées.

« C'est une transition qui se faisait partout, souligne Renald Parent, mais la communauté francophone n'était pas orientée et organisée pour faire face à cette transition-là. »

Appuyer les entrepreneurs dans la planification de leur avenir, c'est aussi former la prochaine génération. « On a identifié l'importance pour les commerçants de se préparer pour une relève, de préparer leur succession d'entreprise », indique Renald Parent. Pour Renald Parent, le travail du CDEM permet justement aux entrepreneurs des municipalités bilingues de voir plus loin.



François Catellier.


Archives La Liberté

Denis Tétrault.


Renald Parent.


Archives La Liberté

Raymond Poirier.



MUNICIPALITÉS MEMBRES

Oser voir un avenir

Seize municipalités bilingues membres de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM) ont aujourd'hui à leur disposition un outil important pour leur développement économique.

▸ Nathalie FORGUES

Les Franco-Manitobains ne manquent pas d'idées, de projets et d'objectifs. Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) a amalgamé le tout dans un ensemble de plans *Vision* qui répond aux besoins de chacune des communautés.

« Le but était d'encourager et de susciter le développement économique et la création d'entreprises et d'emplois au sein de chaque communauté, explique l'agent de liaison avec les corporations de développement communautaire (CDC) au CDEM, Maurice Hince. Le CDEM a alors initié un plan Vision avec chacune des CDC, pour leur donner un élan. »

La construction d'une usine de transformation de canola à Sainte-Agathe a mené au premier projet Vision. « En 1996, Sainte-Agathe se demandait comment elle pouvait maximiser l'effet économique dans sa communauté, indique le directeur du développement économique communautaire au CDEM, Louis Tétrault. Raymond Poirier (alors président du CDEM) et l'architecte Étienne Gaboury ont procédé à un projet Vision pour permettre à Sainte-Agathe de voir quelles étaient ses lacunes et ses forces parmi les éléments de base du développement communautaire. »

L'étude soulevait les priorités sur une période de 25 ans. « Le document a impressionné le comité d'infrastructure qui a vu que la communauté s'était prise en main et il a décidé d'appuyer le projet, ajoute Louis Tétrault. Le gouvernement a alors octroyé des sommes à Sainte-Agathe pour développer un parc industriel léger. On s'est dit que chaque municipalité devait avoir un tel document. »

Chaque municipalité membre a désormais son plan Vision, dont les objectifs initiaux doivent être atteints sur une période de cinq ans.

« On n'a pas élaboré un plan pour qu'il se retrouve sur les tablettes à amasser de la poussière, reconnaît Maurice Hince. On encourage les CDC à aller de l'avant avec les projets. »

Pour constater les progrès de chaque municipalité, Louis Tétrault a entrepris une étude qui démontre quelles sont les réalisations découlant des plans Vision des municipalités. L'étude retraçait les projets réalisés ou en cours de réalisation, les coûts requis et les sources de financement.

« Le rapport a démontré que 73 % du financement des projets provenait des communautés et que les gouvernements avaient un retour sur leurs investissements d'environ six fois, souligne Louis Tétrault. Avec les résultats de la recherche présentés en 2004, on a trouvé un peu d'argent pour approfondir notre recherche. »

Les impacts économiques de l'investissement des différents paliers de gouvernement sur les communautés bilingues a ensuite été présenté en 2005. En plus de retracer les sources de financement, l'étude compile les heures de bénévolat et les emplois créés.

« C'est notre bible pour le développement, confie Louis Tétrault. Le document vise à sensibiliser les trois niveaux de gouvernement pour démontrer que l'argent qu'ils donnent n'est pas un coût mais un investissement.

« L'étude a aussi démontré que nos petites communautés rurales ont subi une hausse de 8 % de leur population alors que les autres communautés dans l'ensemble du Canada ont connu une baisse de 5 %, poursuit-il. Ça fait une différence de 13 %. On donne le crédit au fait que les communautés se sont prises en main et qu'elles ont osé voir un avenir. Ça a créé un souffle économique et dynamique qui a permis d'attirer de la population plutôt que d'en perdre. »

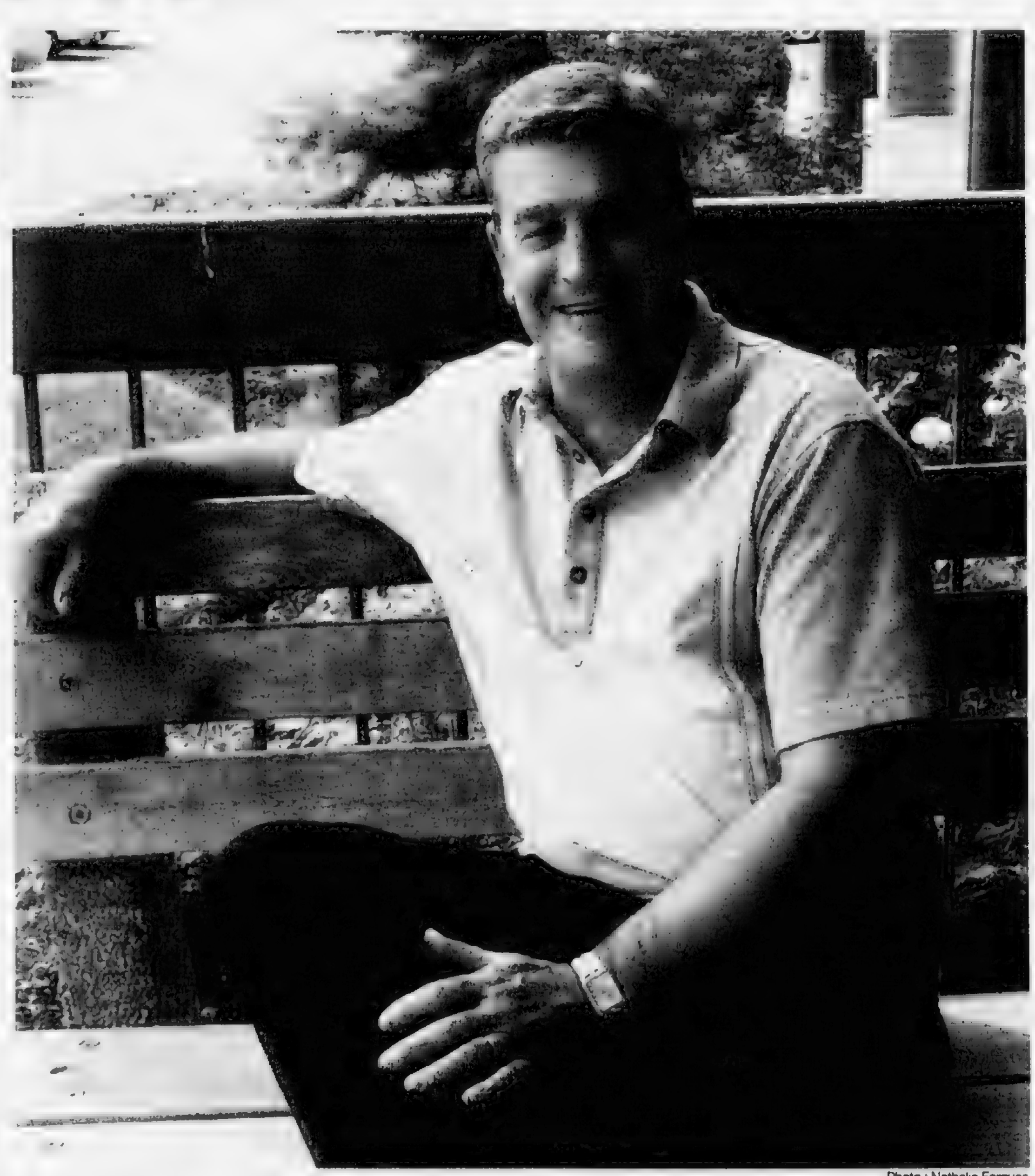


Photo : Nathalie Forgues

Maurice Hince : « On n'a pas élaboré un plan pour qu'il se retrouve sur les tablettes à amasser de la poussière. »

Un réseau de ressources

Depuis dix ans, le CDEM offre un appui dans la planification stratégique, les outils et la formation nécessaire à la création de petites et moyennes entreprises. Il collabore avec le leadership local, les communautés et les individus dans divers secteurs d'activités, comme le tourisme, les affaires, la jeunesse et l'immigration.

« C'est difficile de faire venir des immigrants en régions, remarque Maurice Hince. Les gens sont habitués de vivre dans de grosses communautés, c'est donc un défi de les encourager à s'installer dans les petites communautés et de peut-être contribuer à créer une succession d'entreprises. »

Même si les objectifs ne sont pas tous atteints, chacune des municipalités a fait son bout de chemin, démontrant ainsi l'importance du CDEM et sa contribution au développement communautaire.

« Le parcours des municipalités membres est au-delà de nos attentes, reconnaît Maurice Hince. On aurait voulu que chaque CDC embauche un agent à temps plein, mais c'est difficile de trouver le financement puisqu'il est accordé par projet. On voit que dans les régions qui peuvent compter sur le travail d'un agent, les choses avancent plus rapidement.

« Certaines communautés n'ont pas voulu se joindre, ajoute-t-il. Elles croient que c'est une dépense d'investir dans le développement économique. Le CDEM voit ça comme un investissement à long terme plutôt qu'une dépense. Le développement ne se fait pas du jour au lendemain. Ça prend du temps. »



MUNICIPALITÉS

Des municipalités en expansion...

Conseils, expertise, planification : le CDEM est bien plus qu'un simple partenaire pour de nombreuses corporations et sociétés de développement communautaire.

▸ Nathalie FORGUES

Agriculture, tourisme, sport, culture et patrimoine : les municipalités ne manquent pas d'idées pour promouvoir ces secteurs d'activités... En 1996, elles avaient besoin d'un outil pour transformer ces idées en projets concrets. Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) a donné le coup de pouce nécessaire pour faire bouger certains projets.

Huit municipalités formaient l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM), quand elles ont créé le CDEM en 1996, convaincues qu'elles devaient à tout prix organiser leur développement économique. C'était croître ou périr... La Municipalité rurale de La Broquerie en était, et n'a pas cessé depuis, avec la collaboration du CDEM, de connaître un essor économique important.

« Le plan Vision a réveillé les gens chez nous, souligne le directeur général de la Municipalité, Laurent Tétrault. Le CDEM nous a permis de voir tout le potentiel que nous avons dans la communauté. C'est incroyable de voir tout ce qui a été accompli depuis. »

Les secteurs de l'agriculture et du tourisme ont grandement contribué à l'essor économique de la municipalité. Le développement de l'industrie porcine, avec la firme Hytek, a contribué à la création d'emplois. La construction d'un hôtel pour accueillir les touristes ainsi que l'achat du terrain de Golf La Vérendrye par des gens de la place, ont aussi contribué à développer l'industrie touristique.

« On a constaté une croissance de la population puisqu'on a pris les bonnes décisions. Les gens se sont mis ensemble pour réaliser les projets, indique Laurent Tétrault. Les jeunes reviennent s'installer dans leur village puisqu'on a une bonne qualité de vie, de bonnes écoles et un centre récréatif. »



Archives La Liberté

2002 : ouverture du tout nouveau musée laitier de Saint-Claude.

Saint-Claude

La région de Saint-Claude avait déjà un comité de développement économique, fondé en 1992, avant de devenir membre de l'AMBM et de recevoir les services du CDEM. Toutefois, ce nouveau partenariat a permis de compléter certains projets comme fonder un comité de santé et aménager un parc. Le CDEM a donné des conseils, établi des contacts et contribué à trouver les fonds nécessaires.

« Le CDEM est une bonne source d'information, mentionne le président de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Saint-Claude, René Philippot. Il a toujours été là pour nous aider, mais ce sont les gens des communautés qui amènent les idées, qui proposent les changements et qui entreprennent les démarches. Le CDEM intervient à certains niveaux pour accomplir les projets. »

Sainte-Anne

Dans la région de Sainte-Anne, une dizaine de petites entreprises ont vu le jour depuis la fondation de la CDC, créant du même coup plus d'une vingtaine de nouveaux emplois dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et de la santé.

« Le CDEM a été créé pour donner la chance à toutes les communautés francophones de se prendre en main, constate l'agent de développement économique de la CDC, Guy Lévesque. Il y aurait quand même eu du développement sans la contribution du CDEM, mais l'organisme offre de l'expertise et de l'expérience qu'on n'a pas dans les plus petits villages. On peut appeler ça un *one stop shopping*. »

Montcalm

Dans la Municipalité rurale de Montcalm, le CDEM a surtout contribué à l'essor touristique. « Dans le plan Vision, le CDEM encourageait le développement du musée Saint-Joseph, note le président de la Société de développement communautaire (SDC), Roger Barnabé. C'est là que le CDEM a mis ses efforts. Il y avait aussi la campagne *C'est si bon!*, mais on doit attendre pour en connaître les bienfaits.

« Le CDEM nous a aussi aidés à la suite de l'inondation de 1997 pour aller chercher des fonds auprès du gouvernement afin de mettre sur pied des projets et investir dans les installations », ajoute-t-il.

Roger Barnabé reproche cependant au CDEM d'être un organisme trop centralisé qui ne peut plus répondre aux besoins de toutes les communautés rurales.



Archives La Liberté

2002 : la fleuriste Nicole Kauenhofen ouvre son commerce à Sainte-Anne.

« Il y a plusieurs communautés qui n'avaient pas notre dynamisme pour mettre en place une société de développement et le CDEM les a appuyées, remarque Roger Barnabé. Mais il est préférable de mettre l'argent dans les communautés pour que celles-ci développent leurs projets. Un organisme ne peut survivre que s'il y a des gens pour en assurer sa continuité. »

Chaboillé

La SDC de Chaboillé a été fondée quelques mois après la création du CDEM. Les relations entre les deux sont encore aussi importantes aujourd'hui qu'elles l'étaient en 1996.

« J'ai toujours dit que ça aurait été impossible de faire ce qu'on a fait sans l'aide du CDEM parce qu'il a les spécialistes qui peuvent nous aider et nous guider, confie l'agente de développement économique de la SDC de Chaboillé, Murielle Bugera. Il y a dix ans, le développement économique était encore tout nouveau. Le CDEM nous a dirigés dans la bonne direction tout en restant flexible pour répondre à nos besoins. »

Depuis, la région de Chaboillé

MUNICIPALITÉS

... et des projets qui voient le jour


Archives La Liberté
2004 : pelletée de terre pour le centre de santé dans Montcalm.


Archives La Liberté
Saint-Malo : la Maison-Chapelle met en valeur la culture métisse.


Archives La Liberté
2004 : Ouverture du Smithsonian institute. Les Métis de Saint-Laurent défilent à Washington,

compte un centre de services bilingues et La Maison Chapelle, un centre touristique et d'interprétation situé à Saint-Malo. D'autres projets sont à l'étape de la planification dans les secteurs résidentiel et touristique.

« Le CDEM nous a aidés à comprendre l'importance de la planification, des visions, de se donner des objectifs et de mesurer ce qu'on a fait, continue-t-elle. C'est bien beau de dire qu'on a des projets, mais il faut que les gens se prennent en main.»

Saint-Laurent

Des huit municipalités membres, le nombre est passé à 16 durant les dix dernières années. En 1998, la CDC de Saint-Laurent voyait le jour tout comme de nombreux projets pour la région.

L'aménagement d'un parc public, l'ouverture d'un centre de santé et le Festival Manipogo ne sont que quelques exemples d'initiatives qui ont permis de « mettre Saint-Laurent sur la carte ». D'autres études sont en cours pour ouvrir un centre d'interprétation ou encore une usine de transformation du poisson.

« Nous n'avons pas encore atteint tous nos objectifs de notre plan Vision, explique le président de la CDC de Saint-Laurent, Louis Allain. Nous travaillons dans ce sens-là. Saint-Laurent s'est démarqué grâce au CDEM qui a joué un rôle de catalyseur et qui a toujours été présent. Après dix ans, on peut jeter un regard prospectif puisque le CDEM a contribué à faire avancer l'ensemble des sociétés.»

Entreprises Riel

Les quartiers francophones de la Ville de Winnipeg, regroupés dans le district de Riel, sont également membres de l'AMBM. Ils se sont donné un organisme de développement économique appelé la Corporation Riel, qui est devenue Entreprises Riel quand elle a fusionné avec Entreprises Saint-Boniface.

« Le CDEM continue d'être un partenaire important dans l'évolution d'Entreprises Riel, mentionne le directeur général, Gérald Dorge. On parle du développement sur le boulevard Provencher et de développement résidentiel, comme le 500 Taché. À ces niveaux-là, le CDEM a toujours été un partenaire important. Ça ne veut pas dire qu'il peut financer nos projets, mais son appui nous aide dans le développement.»

Entreprises Riel est aussi un joueur important pour encourager l'immigration francophone. « On appuie le CDEM dans ses efforts d'immigration, indique Gérald Dorge. On travaille avec les nouveaux arrivants qui veulent s'établir dans un secteur urbain. Alors, c'est un *Two Way Partnership.*»


Archives La Liberté
2001 : ouverture officielle de l'hôtel de La Broquerie.


Archives La Liberté
2004 : construction de logements pour aînés à Notre-Dame-de-Lourdes.

Somerset

La Municipalité rurale de Somerset figure parmi les derniers venus au CDEM. Depuis six ans, le village a surtout misé sur le développement de stratégies encourageant l'ouverture de nouvelles entreprises, comme Designz 'N' More et R T Repair.

« Le CDEM a eu un impact important pour notre municipalité puisqu'on a plus facilement accès à des programmes, du financement et des possibilités de projets, admet l'agente de la SDC, Audrey Bessette. On participe à des projets-pilotes, comme Place aux jeunes, qui n'auraient pas été possibles sans le CDEM.

« Nous sommes plus conscients des services bilingues que nous avons, ajoute-t-elle. Les services ont toujours été là, mais les gens savent maintenant comment y avoir accès. Nous avons plus de communication dans la communauté qui fait en sorte que les gens peuvent en profiter.»

Depuis dix ans, le CDEM est devenu le bras droit de plusieurs communautés. « Quand le CDEM a été fondé, la plupart des communautés francophones étaient en train de mourir, constate Laurent Tétrault. On s'est regroupés, on a fait des études et les municipalités qui ont suivi leur plan Vision ont beaucoup de succès. Le CDEM a joué un grand rôle dans le développement économique des municipalités.»





ORIGINES

les débuts du CDEM, ou...

Plus facile pour un chameau de passer dans un trou d'aiguille que pour un riche d'entrer aux cieux? Saint-Pierre pardonnera certainement aux francophones qui ont osé viser plus haut.

▸ Marie-Chantal BÉDARD

« Faisons-nous quelque chose ou fermons-nous la *switch*? »

Raymond Poirier raconte avoir posé la question à Simone Neveu. Ça se passait il y a plus de dix ans, alors qu'il s'apprêtait à mettre en branle le grand mouvement qui allait donner lieu à la création du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM).

Une étude commanditée par l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM) et réalisée par la firme Deloitte et Touche, montrait que le profil des entrepreneurs francophones était semblable à la situation des villages dans lesquels ils vivaient : en grand besoin d'un effort consolidé pour garder les portes ouvertes, en français.

À l'époque, cinq municipalités étaient considérées bilingues et on avait commencé à traduire les textes et les procès-verbaux. L'AMBM elle-même n'était pas si vieille. Raymond Poirier avait été embauché comme directeur général avec la mission de donner du souffle à l'association, et surtout de secouer une économie rurale étouffée.

Archives La Liberté

Avril 1996 : le CDEM lance en grand son tout nouveau logo.

« C'était bien beau d'offrir ces services en français, raconte-t-il, mais on était en train de perdre des jobs dans nos villages, nos magasins fermaient, il y en a qui avaient perdu leur école. On s'est dit que peut-être on devrait se concentrer sur le développement économique. Mais on ne savait pas pantoute comment s'y prendre.



Archives La Liberté

La directrice générale, Mariette Mulaire.

« Les francophones étaient accoutumés à se battre pour des écoles et pour la langue. Le développement économique, c'était autre chose. C'est à ce moment-là qu'on a commandité la recherche de Deloitte et Touche », explique-t-il. L'étude devait expliquer pourquoi des villages comme Winkler et Morden avaient réussi à se distinguer comme force économique dans leur régions, tandis qu'aucun des villages francophones n'était devenu un centre économique. En établissant un portrait précis des communautés bilingues du Manitoba, on pourrait ensuite dégager leur potentiel de développement économique. Restait aussi à savoir comment l'AMBM pourrait renverser cette situation; et pourquoi, par exemple, le bilinguisme était perçu au Nouveau-Brunswick comme une valeur ajoutée et comme *a pain in the a…* au Manitoba?

Portrait économique

Réconcilier langue et économie : Étude sur le développement économique dans les municipalités bilingues du Manitoba a paru en mars 1994. L'étude établissait que, lors de la décentralisation des bureaux gouvernementaux, on avait exclu les villages francophones. La régionalisation des services gouvernementaux avait eu pour but de contrecarrer l'érosion de la population rurale, mais les villages francophones n'avaient pas eu leur part. Ce qui signifiait que les francophones devaient se rendre dans des centres géographiques les plus près de chez eux pour obtenir des services de la Province.

L'étude traçait un portrait économique des municipalités membres de l'AMBM. Leur économie était « anormale ». Elle ne comportait pratiquement pas de secteur secondaire (fabrication et



ORIGINES

... quand le bilinguisme part en affaires!



Archives La Liberté
Des assemblées générales annuelles qui attirent des foules... et de la bonne humeur!

Archives La Liberté
Un prix pour reconnaître l'apport de nos Pionniers en entrepreneurship.

construction); les activités du secteur primaire (agriculture, mines, forêts et pêche) représentaient quatre fois plus que la norme et le secteur tertiaire (télécommunications, transport, distribution, finance, assurance, commerce de détail et de gros), malgré la présence d'une main-d'œuvre bilingue, était 13 % moins important que dans l'ensemble de la province.

L'étude suggère ainsi à l'AMBM de reconnaître formellement l'importance du développement économique, de fournir une aide technique à ses membres, de définir une stratégie de lobbying auprès des trois niveaux de gouvernement, d'éviter la compétition non productive entre villages, d'organiser un colloque réunissant les divers organismes œuvrant en développement économique et de faire reconnaître la valeur d'une main-d'œuvre bilingue auprès de la Ville et de la Province.

Obtenir du financement

C'est quand même beaucoup pour des conseils municipaux qui ont déjà beaucoup de pain sur la planche! Il manquait d'ailleurs l'ingrédient essentiel à la recette proposée par Deloitte et Touche : un budget de développement économique. « On regardait les communautés qui avaient le vent dans les voiles comme Winkler et Altona, ça faisait 30 ans qu'elles investissaient dans leur développement économique, affirme Raymond Poirier. Aucune des municipalités bilingues n'avait un budget économique. Mais on avait reçu 100 % de ce qu'on avait demandé : on n'avait simplement jamais rien demandé. »

Réunis en colloques, les représentants de la communauté francophone et des municipalités de l'AMBM posent alors le geste important : ils votent en faveur de la création d'un conseil de développement, que Raymond Poirier appelle une « chambre de développement économique communautaire » à l'époque. Avant d'être le CDEM, l'organisme a brièvement été la CDEC.

Reste à financer cette initiative. Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO), ministère du gouvernement fédéral au service du développement économique régional dans l'Ouest du pays, avait mis sur pied des conseils de développement économique desservant la population anglophone. L'AMBM revendique donc du financement pour un organisme semblable, qui desservirait les francophones. « Les premières rencontres n'étaient pas très prometteuses, se rappelle Louis Tétrault, qui a accompagné Raymond Poirier aux rencontres de lobbying auprès de DEO. La direction de DEO pensait qu'ils avaient déjà en place assez de Sociétés d'aide au développement communautaire (*Community Futur Development Corporations* ou CFDC). Mais il n'y avait que leur nom qui avait été traduit en français! Aucun service n'était offert en français. L'argument de Raymond était : comme les CFDC ne sont pas en mesure de servir les francophones, soit que DEO demande aux 16 CFDC du Manitoba d'offrir de vrais services bilingues, soit qu'il finance un seul organisme destiné aux francophones. Ça prenait pas mal d'audace, dire ça aux fonctionnaires!

« Il faut dire que la direction du DEO ne voyait pas l'économie comme une affaire de langue et de culture, poursuit Louis Tétrault. Ils ne voyaient pas la nécessité d'aider les francophones à développer leur économie. Raymond Poirier devait les convaincre. Il a passé beaucoup de temps avec les fonctionnaires à Ottawa et à Winnipeg. Enfin, il a réussi à obtenir du financement de base. »

Le 10 octobre 1996, le ministre fédéral Lloyd Axworthy annonce en conférence de presse que la CDEC recevra 2,175 millions $ répartis sur trois ans. Les dix municipalités membres de l'AMBM à l'époque fourniront chacune 25 000 $ par année, Diversification de l'économie de l'Ouest octroiera 250 000 $ par année pour trois ans, Développement des ressources humaines versera 140 000 $ par année pour trois ans, et Patrimoine canadien accordera 85 000 $ par année pour trois ans.

Un premier pas important pour normaliser le financement du développement économique des municipalités bilingues est franchi. Le CDEM a une tâche importante qui l'attend : celle de valoriser l'entrepreneurship auprès des francophones. Celle de les convaincre que le langage des affaires, c'est aussi leur affaire.

« Certainement un des aspects les plus importants pour les francophones, c'est qu'il fallait changer la mentalité pour célébrer leurs succès en affaires, souligne la directrice actuelle du CDEM, Mariette Mulaire. De plus, le discours des francophones avait changé : au lieu de dire "on a des droits", on disait "on a une valeur". »

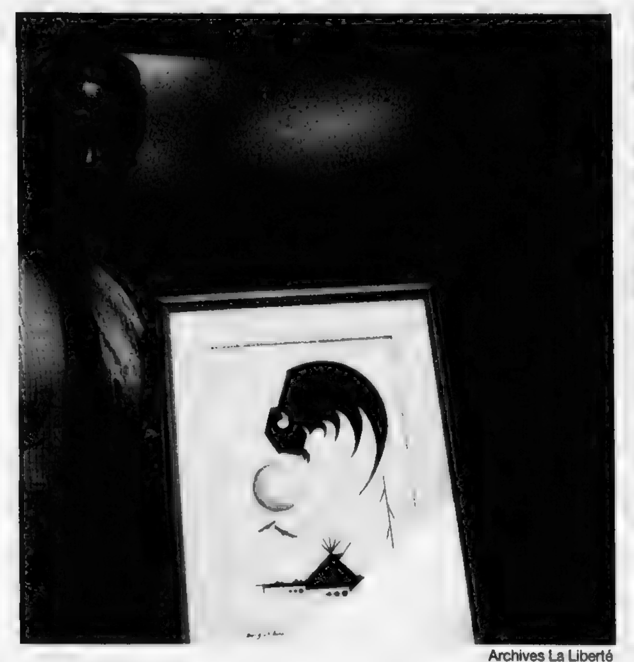


Archives La Liberté
Signature de l'entente de financement avec Diversification de l'économie de l'Ouest en 2001 : avec le ministre Ronald Duhamel et le présidentdu CDEM, Renald Parent.



CDEM

Des succès pour les communautés



Archives La Liberté

1



Archives La Liberté

2



Archives La Liberté

3



Archives La Liberté



4 et 5



Archives La Liberté



Archives La Liberté



6



CDEM

Voir au-delà du Manitoba



Archives La Liberté

7



Archives La Liberté

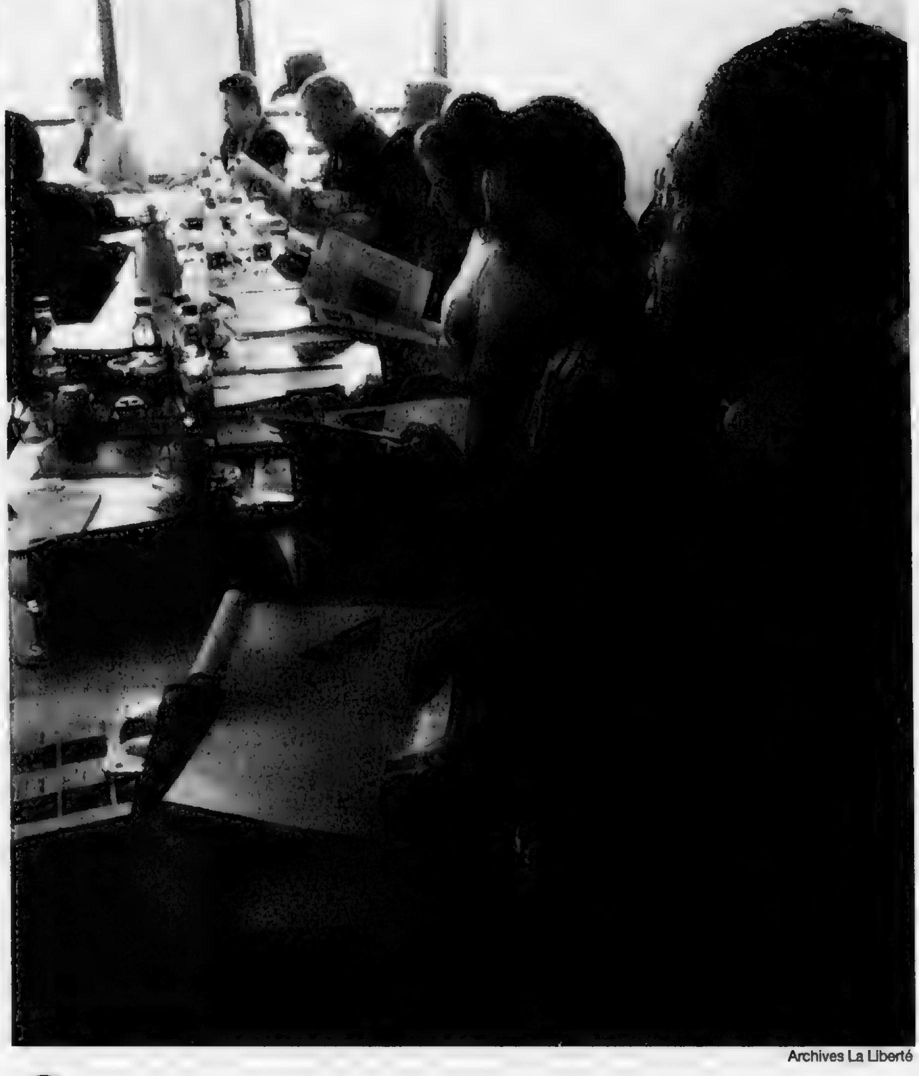
8



Archives La Liberté

10

Photo 1. Inauguration de l'incubateur en 2001. Le CDEM reçoit un présent de la communauté autochtone, intéressée par ce modèle de développement. Photo 2. Saint-Léon : à l'intérieur du Centre d'interprétation de la salamandre enfin construit, un des projets du plan Vision de cette communauté. Photo 3. 2004 : le CDEM remporte un prix provincial en tourisme. Photos 4 et 5. Le Festival Manipogo, un des événements touristiques communautaires qui voit le jour avec l'appui du CDEM. Photo 6. Discover Manitoba : un regard sur la Joie de vivre des francophones, qui met les artistes en vedette. Photos 7. En mars 2005, le CDEM organise une mission économique en Alsace. Le premier ministre Gary Doer est présent lors dela conférence de presse qui annonce sa participation à la mission. Photo 8. Les membres de la délégation. Photo 9. À Strasbourg, des gens d'affaires du Bas-Rhin assistent à une présentation du CDEM sur les attraits du Manitoba. Photo 10. Depuis dix ans, le CDEM reste un organisme rassembleur pour l'ensemble des municipalités bilingues du Manitoba, comme le démontre l'assistance nombreuse à ses événements annuels.



Archives La Liberté

9



Célébrons les 10 ans du CDEM

HOMMAGE À RAYMOND POIRIER

Merci Raymond!

Enseignant, entrepreneur, directeur général et président pour plus d'un organisme, ce Manitobain s'est donné cœur et âme à l'épanouissement des francophones.

Marie-Chantal BÉDARD

«Raymond Poirier m'avait appelé à mon commerce à Saint-Joseph, raconte Renald Parent, et je me demandais pourquoi il appelait. Je savais bien qu'il était un *mover and shaker*. Il m'avait demandé si je voulais être président du CDEM. Après avoir considéré la proposition quelque temps, j'ai accepté.»

Renald Parent n'est pas le seul à avoir été curieux de ce qu'un coup de téléphone de Raymond Poirier pouvait apporter. Ancien président de la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP), il a mis sur pied la Commission nationale des parents francophones (CNPF). Il a aussi travaillé à la Société franco-manitobaine, et aux dossiers de la mise sur pied de Francofonds et de la Fédération des francophones hors Québec.

Ancien enseignant, Raymond Poirier est surtout un entrepreneur dans l'âme.

Il a été propriétaire du restaurant Pic et Nic à Saint-Adolphe et de la station de service Esso. Il a fondé la maison d'édition Apprentissage Illimitée pour aider la FPCP à commercialiser et répandre l'outil d'apprentissage de français Paul et Suzanne. Il est aussi le propriétaire de B-Bel, un commerce de distribution de jouets dont l'envergure dépasse le Manitoba.

Se dévouant à l'essor des municipalités bilingues, Raymond Poirier a été embauché comme directeur général de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM) en 1992. Les années suivantes, il les passe à organiser et diversifier les services de l'AMBM. Il fonde ainsi un service d'appui aux bibliothèques municipales, pour favoriser l'accès aux ressources en français. Côté économique, ses efforts mènent à la création du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) en 1996.

L'actuelle directrice du CDEM, Mariette Mulaire, se rappelle des premiers balbutiements du CDEM, alors que Raymond Poirier recrutait les quatre premiers membres du personnel de l'organisme. « Tu serais parfaite pour ça! », s'était-il exclamé, pointant un croquis de boîtes, de flèches et de noms. « Il avait tout ça planifié, mon nom inscrit dans une petite boîte d'un organisme qui n'existait pas! », raconte Mariette Mulaire, qui travaillait à l'époque pour Diversification de l'économie de l'Ouest. Répondant à l'appel, elle quitta son poste au gouvernement fédéral (et la sécurité d'emploi!) pour s'engager dans la première équipe du CDEM. « Sans aucun regret », ajoute-t-elle.

Louis Tétrault s'est fait prendre au même « piège ». « J'ai lâché un bon poste pour un contrat de trois mois, dit-il. Raymond ne pouvait pas me garantir plus que ça. J'étais confiant qu'on avait un leader qui pourrait faire du projet une réussite. Si ça avait été quelqu'un d'autre, peut-être que je n'aurais pas embarqué.»



Archives La Liberté



Archives La Liberté

Raymond Poirier, homme engagé depuis longtemps. Ci-bas à la fin des années 1980; ci-haut, en 1996 avec Maurice McCarthy du CDEM.



Archives La Liberté

Archives La Liberté

Des honneurs en reconnaissance des accomplissements de Raymond Poirier.

La vision et l'enthousiasme ne sont pas les seules clés du succès, quand on parle de Raymond Poirier. Il faut ajouter l'honnêteté, la franchise, l'innovation et la confiance, comme en témoigne Louis Tétrault.

« Raymond avait dit aux bailleurs de fond :"Mettez-nous sur pied, si ça ne marche pas, fermez la boîte. Si ça marche, vous allez vouloir continuer avec nous". C'est une personne très exigeante mais très reconnaissante. Il s'en sacre si ça prend huit ou 150 heures, mais à partir du moment où c'est bien fait, il est reconnaissant. C'est très motivant. J'avais hâte de travailler avec lui, on voyait les résultats de notre travail.»

Le CDEM mis sur pied et son équipe bien rodée, Raymond Poirier ne s'arrête pas là. Il part à la recherche d'un financement plus stable... et devient le premier coprésident, et fondateur, du Comité national de Développement des ressources humaines, qui deviendra plus tard RDÉE Canada. Une table de concertation en développement économique qui réunit l'ensemble de la francophonie canadienne à l'exception du Québec.

Pendant ses... temps libres, Raymond Poirier représente le Canada au conseil d'administration du Consortium de télévision Québec-Canada et est membre du Conseil des sociétés de la couronne depuis 2002.

L'engagement de Raymond Poirier dans l'éclosion de nombreux projets qui améliorent la vie des francophones en situation minoritaire au pays a été reconnu à plusieurs reprises. Il est décoré de l'Ordre de la Pléiade et de l'Ordre de la Francophonie et du dialogue des cultures en 1999, alors qu'il est consul honoraire de France pour le Manitoba. L'ancienne gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, l'a nommé Membre de l'Ordre du Canada.

Mais pourquoi donc fait-il tout ça? « Je crois qu'il a un souci incroyable pour l'âme et la normalisation de la vie francophone en milieu minoritaire, estime Louis Tétrault. C'est un homme qui a une vision incroyable, peu importe le projet qu'il a décidé d'entreprendre. Avec lui, on est pas mal certains de connaître le succès. Et sinon, on apprend par l'échec. C'est une personne qui voit loin et qui se dessine un bon chemin pour s'y rendre.»

« Notre communauté est choyée d'avoir eu un Raymond Poirier, commente Gilbert Savard, qui a travaillé avec Raymond Poirier au sein de la FPCP et de la CNPF. Je ne crois pas qu'on serait rendus où on est aujourd'hui sans lui, on n'aurait pas tous ces acquis au niveau social, en éducation et en économie. Il est connu ailleurs dans la francophonie canadienne, on fait l'envie de beaucoup parce qu'on a eu un Raymond Poirier! »

Mariette Mulaire le résume en quelques mots. « C'est un instigateur, un bâtisseur, un stratège, un gourou. Il a tout fait.»



PARTENARIATS

Un leadership efficace

Les partenaires du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba sont unanimes : le leadership et l'esprit d'équipe de l'organisme favorisent sa réussite.

▸ Jennyfer COLLIN

Les liens entre le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) et ses partenaires sont tissés serrés, grâce à son esprit d'équipe et son leadership.

« La question qui se pose est de savoir si le CDEM rencontre son mandat de développement économique des communautés et celui de promotion des régions, avance la rectrice du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), Raymonde Gagné. En fait, il rehausse l'image et la réputation des communautés.

« Il permet à la communauté de se développer sur les plans de la culture, de l'éducation et de la santé, pas seulement au niveau économique, ajoute-t-elle. Comme partenaires du développement, il faut travailler dans un réseau très serré qui permet une complémentarité d'activités afin d'éviter le dédoublement. »

Le CDEM a eu un impact très important sur la communauté, selon le président-directeur général de la Société franco-manitobaine, Daniel Boucher. « Le secteur économique était un domaine plus ou moins négligé dans le passé parce qu'on était occupés ailleurs, explique-t-il. Au CDEM, ils sont allés chercher les gens avec cette volonté de réussir qui s'étend à l'ensemble de la communauté. On sait maintenant qu'on peut être un joueur économique dans nos régions et aussi aux niveaux national et international. C'est un éveil économique à tous les niveaux. »

Le résultat n'est pas faible, reconnaît Daniel Boucher. Il note que le CDEM a favorisé l'estime de soi de la communauté francophone et modifié la perception qu'elle avait d'elle-même. « Il entreprend des initiatives de réussite et cette réussite encourage la communauté à continuer de grandir », soutient-il.

« Le CDEM sait travailler avec les communautés de façon très stratégique, poursuit la directrice générale de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Marielle Beaulieu. À travers les plans de développement faits avec les municipalités, le CDEM leur a redonné vie. Souvent, quand on est une petite communauté, ce n'est pas évident de développer son économie. Le CDEM a fait un travail de fond en revalorisant les municipalités au niveau économique. »

Pour le ministre des Finances du Manitoba, Greg Selinger, le CDEM est un partenaire efficace. « Eux, ils font des plans de vision stratégiques et ensuite des plans pratiques, dit-il. Au gouvernement, on fait en sorte que ces plans pratiques se réalisent. »

Ainsi, un comité paritaire a été formé en 2003 afin de répondre aux besoins spécifiques des communautés en matière de développement économique et des ressources humaines. Ce comité regroupe des représentants de la Province, de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et du CDEM.

« Le CDEM est un bon partenaire parce qu'il demande des choses spécifiques, affirme Greg Selinger. Il fait sa part pour trouver les ressources et avancer les projets dans un but spécifique. Plus important encore, c'est qu'il travaille en partenariat et non de façon isolée. »

S'ouvrir sur le monde

Fort de son positionnement auprès de la communauté manitobaine, le CDEM s'est tourné vers les communautés nationales et internationales afin de favoriser les échanges fructueux.

« Le travail que le CDEM a fait au niveau international comprend plusieurs niveaux, souligne Marielle Beaulieu. Il a travaillé sur l'immigration, l'import-export et le positionnement du Manitoba dans la francophonie. Bref, il a mis les municipalités francophones du Manitoba sur la carte! »

Marielle Beaulieu donne l'exemple de la tournée exploratoire de mars dernier en Tunisie, au Maroc et à Paris. Des représentants de la FCFA et du CDEM y étaient afin de « faire des rencontres de partenaires potentiels ensemble, résume-t-elle. Il y avait des messages généraux sur la francophonie et sur l'expérience concrète du CDEM. En fait, il concrétise ce que les communautés sont capables de faire! »

Raymonde Gagné reconnaît également le rôle important que joue le CDEM dans le développement du réseau international. « On est le deuxième plus grand employeur francophone à Winnipeg, dit-elle. C'est donc important qu'on puisse établir ce lien de partenariat avec le CDEM.

« Différents liens se sont formés jusqu'à maintenant, poursuit-elle. Par exemple, au niveau international, le CDEM travaille sur l'immigration commerciale pour faire venir des entrepreneurs. Ces entrepreneurs ont une famille. Il faut donc assurer la mise en place d'infrastructures qui peuvent les appuyer sur le plan scolaire et de la santé, entre autres. Aussi, comme on recrute beaucoup à l'international, et que le CDEM va dans les salons d'immigration, il tient un rôle de ligne ouverte. L'un et l'autre, on se tient au courant des projets en cours et à venir. C'est important de continuer de collaborer ensemble. »

Le CDEM a su se créer une place de choix auprès de ses partenaires depuis ses débuts, il y a dix ans. Tous ne voient qu'un avenir prometteur pour cet organisme pilier de l'économie des francophones du Manitoba.

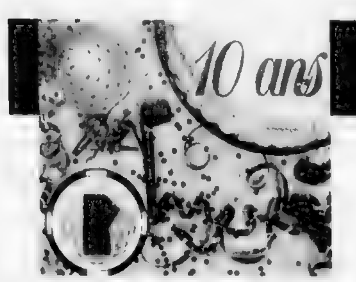
« Le CDEM est un leader parce qu'il innove en développement économique communautaire, résume le directeur général du Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE), Roger Lavoie. C'est un joueur d'équipe parce qu'il n'est pas avare de partager son succès et ses pratiques exemplaires.

« Il a changé le paysage manitobain dans la mesure où le gouvernement manitobain prend en considération le fait français au Manitoba, ajoute-t-il. Le gouvernement a pris conscience que le CDEM était un excellent partenaire pour les francophones mais aussi pour l'ensemble de l'économie de la province. Le CDEM a réussi à devenir un partenaire de force et indispensable dans l'économie du Manitoba! C'est un des plus vieux RDÉE du pays et un modèle de succès parce qu'il a devancé la plupart des organismes membres de notre réseau. »

Archives La Liberté

Raymonde Gagné: une collaboration qui donne des résultats.





DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Se prendre en main

Plus qu'une machine économique, le CDEM est un promoteur qui a permis aux francophones du Manitoba de prendre en main le tourisme pour faire rayonner notre culture.

▶ Daniel BAHUAUD

La mission principale du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) dans le domaine du tourisme a surtout été celle de mobiliser les francophones, œuvrant trop souvent dans l'isolement.

« Le CDEM nous a aidés à nous prendre en main, déclare le président de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Saint-Laurent, Louis Allain. C'est le CDEM qui a d'abord organisé les rencontres dans les régions avec Étienne Gaboury, où les résidants ont pu discuter de leur vision pour l'avenir de leurs communautés. Il a aussi mis sur pied les CDC. Le Festival Manipogo est né de cette réflexion et mobilisation.

« Pour Manipogo, les agents du CDEM ont fait preuve d'un engagement sans précédent à la cause de Saint-Laurent, poursuit-il. Appui financier, appui pour l'organisation et surtout, appui moral. On n'aurait pas pu réaliser notre rêve sans Lina LeGal et Maurice McCarthy.

« Une fois le Festival Manipogo bien établi, le CDEM a pu se retirer pour appuyer d'autres projets dans d'autres communautés, poursuit-il. Leur expertise nous a permis de faire rouler la machine nous-mêmes. Ça ne veut pas dire que le CDEM nous "abandonne". Il est toujours bien présent chez nous. Il a continué et continue de promouvoir Saint-Laurent. Ses agents nous ont offert des conseils pour notre projet avec le Smithsonian Institute à Washington. Et dans le cas des visions qui nous restent à concrétiser, comme celle du Centre d'interprétation métisse, grâce au CDEM, l'étude de faisabilité est déjà faite. »


Archives La Liberté

Le Festival Manipogo : Une vision des Métis de Saint-Laurent, réalisée avec l'appui financier et les ressources humaines du CDEM.

« C'est notre philosophie, indique la directrice générale adjointe et coordonnatrice du tourisme au CDEM, Diane Bruyère. On n'est pas là pour pousser le monde dans le dos. On répond aux communautés quand elles ont un rêve. On les aide à établir leurs priorités, à trouver du financement, des experts-conseils et des ressources. Et quand les projets se réalisent, on est là pour célébrer leur succès *avec* les communautés, parce que ce sont elles qui ont fait le travail. »

Pour sa part, l'agente de développement économique de la CDC Chaboillé, Murielle Bugera, se dit reconnaissante du réseautage et des outils de promotion offerts par le CDEM. « Le CDEM était avec nous dès le début de notre projet de la Maison Chapelle, notre "petite Fourche" bien à nous, explique-t-elle. Mais là où les attractions existaient déjà, le CDEM nous a permis d'accéder à un autre palier. L'appui du CDEM nous a permis de lancer notre site Internet qui a rehaussé notre visibilité. Le CDEM a aussi développé des forfaits pour faire venir les touristes de l'extérieur afin qu'ils puissent goûter aux délices de la Cabane à sucre. »

Même son de cloche à Saint-Claude, où l'importance du tourisme a monté en flèche depuis la création du CDEM. « Nous avons plus de visiteurs de l'Est, surtout du Québec, souligne le directeur du Musée et président de la société historique du village, Raymond Philippot. Et le nombre de touristes manitobains a augmenté. C'est le CDEM qui a assuré notre visibilité, en développant des dépliants touristiques et en nous donnant les fonds nécessaires pour installer une nouvelle affiche routière. »

« Ce qui est super, ajoute Murielle Bugera, c'est qu'en plus des attractions elles-mêmes, toute la communauté en bénéficie. En nous aidant à développer le tourisme, les hôtels, les restaurants, bref, toute l'infrastructure de soutien, elle est gagnante. »

Toujours du boulot

Malgré, ou à cause du succès connu à Saint-Boniface, le CDEM ne compte pas se reposer sur ses lauriers. « Il reste toujours quelque chose à faire, lance Simone Neveu. Il faut implanter de façon permanente la campagne *C'est si bon*. Et puis il faut travailler à améliorer l'accueil et l'hébergement des touristes. Nous avons aidé dans la création de gîtes, mais il y a une pénurie d'endroits où l'on peut passer la nuit.

« C'est pourquoi nous avons demandé à des familles bénévoles d'inviter les visiteurs chez eux, poursuit-elle. Nous avons sondé le terrain auprès du Réseau des familles d'accueil du Québec. Un autobus est même arrivé au Centre culturel franco-manitobain et nos familles d'accueil sont venues chercher les touristes.

« L'idée est superbe, poursuit-elle. Parce que ce genre d'accueil est très personnalisé. Mais il reste encore du travail avant que ça ne devienne systématique. On y arrivera! »



Archives La Liberté

Simone Neveu et la campagne C'est si bon.





DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Au cœur de Saint-Boniface

Le CDEM a rehaussé la visibilité de la communauté-mère de la francophonie de l'Ouest. Un nombre record de visiteurs étrangers se promènent sur le boulevard Provencher.

▸ Daniel BAHUAUD

Saint-Boniface, c'est le cœur de la francophonie manitobaine. Son sol a été foulé par les La Vérendrye et Lagimodière, pour ensuite être nommé par Provencher. Gabrielle Roy a vécu dans ses rues. Pour le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), le « quartier français » de Winnipeg est donc un joyau à présenter avec fierté et imagination.

« Saint-Boniface est la pièce clé de la mosaïque touristique francophone de la province, déclare la directrice générale adjointe et coordonnatrice du tourisme au CDEM, Diane Bruyère. Si on veut réussir à la grandeur du Manitoba, il faut réussir à Saint-Boniface. »

La stratégie du CDEM? Bâtir sur les acquis du quartier, les attractions, organismes et entreprises qu'il appelle des « champions », en les aidant à trouver des fonds et des experts-conseils pour qu'ils accèdent à un autre niveau.

Va faire tes bagages

« L'incontournable, c'est le Festival du Voyageur, indique Diane Bruyère. Nous l'avons aidé à élaborer son projet de la Maison du Bourgeois, qui est devenu un des plus beaux lieux de rencontre de la ville. »

Le directeur général du Festival du Voyageur, Daniel Lussier, est reconnaissant. « Le CDEM a rehaussé notre visibilité, grâce aux tournées de familiarisation qu'il a organisées avec d'autres organismes de promotion du tourisme comme Team Winnipeg. Lors d'une tournée de familiarisation, les étrangers nous visitent. Ce sont des journalistes, des organisateurs de tournées, des décideurs au sujet de lieux de conférence, des gens importants, quoi. »

Résultats : plus de couverture médiatique à l'étranger. Et plus de visiteurs.

Le CDEM a également appuyé les entrepreneurs de Saint-Boniface, ce qui leur a permis de lancer ou d'agrandir des commerces. « Des succès comme le restaurant In Ferno's et le Croissant, les organismes de promotion de tournées guidées comme Ô Tours et Marche-Donc y ont eu un impact des plus positifs », affirme Diane Bruyère.

À l'ombre des cathédrales

Sans parler des nouveaux projets lancés directement par le CDEM, notamment le Théâtre dans le cimetière. « Monique LaCoste avait une vision, souligne Diane Bruyère. Pourquoi pas une pièce de théâtre au pied de la Cathédrale? On a vite compris que le public favorisait l'idée. Mais personne ne voulait la développer. En principe, on n'était pas là pour financer et gérer une production théâtrale, mais on l'a fait. On l'a démarrée. Une fois la balle partie, Entreprises Riel a pris la suite des choses en mains. »

Le Théâtre dans le cimetière s'est avéré un des grands succès touristiques de Saint-Boniface. « Pour le quartier, c'était important d'avoir quelque chose qui bougeait à tous les jours, en français et en anglais, durant la saison estivale, fait remarquer la coordonnatrice des projets spéciaux au CDEM, Simone Neveu. Notre visibilité s'est accrue auprès des Winnipégois, des Manitobains et des touristes de l'extérieur.

« Ç'a a aidé les autres commerces du quartier, poursuit-elle. Les restaurants, les garagistes, tout le monde constate les retombées positives. »



Archives La Liberté

Le Théâtre dans le cimetière : la troupe de la première année en 2000.

Archives La Liberté

Allée *Joie de vivre* à Discover Manitoba, à Brandon en 2003 : une francophonie qui se fait remarquer.



C'est si bon!

Récemment, le CDEM a lancé la campagne de *branding C'est si bon!*. Le projet pilote a été lancé sur le boulevard Provencher à Saint-Boniface et en région à La Broquerie. « L'idée était de créer une présence bilingue concrète sur le boulevard avec des affiches, pancartes et dépliants en français et en anglais, indique Simone Neveu. Le slogan, conçu pour attirer et retenir l'attention des touristes, lance un message positif. À Saint-Boniface… c'est si bon! C'est une jolie invitation à tout le monde de venir goûter notre culture. »

Et ça marche. « Le CDEM a travaillé très fort pour relever le profil de Saint-Boniface comme endroit touristique, affirme la directrice du tourisme à Destination Winnipeg, Chantal Sturk-Nadeau. Et les résultats sont impressionnants. Avec les entrepreneurs, organismes culturels et autres promoteurs du tourisme, il a réussi à mettre sur pied un réseau qui fonctionne bien. Au point où ça a rejoint les anglophones. *The French Quarter* est un endroit qu'ils recommandent à leurs amis de l'extérieur. »





PROMOTION TOURISTIQUE

Mission : possible!

Et voici que les Manitobains découvrent la beauté de notre *Joie de vivre*!

Daniel BAHUAUD

« Il y a dix ans, les communautés francophones ne parlaient pas de tourisme, rappelle la directrice générale adjointe et coordonnatrice du tourisme au CDEM, Diane Bruyère. On revendiquait. On mettait sur pied notre division scolaire. Mais avec la création du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), tout a changé. Au lieu de réclamer ses droits et d'être sur la défensive, on s'est dit : pourquoi ne pas s'ouvrir aux autres? »

Une vision progressiste qui anticipait le débat sur l'agrandissement de l'espace francophone. Or, rendre visible la communauté francophone dans un secteur important de l'économie manitobaine n'était pas évident.

« Au début, lorsqu'on est allé frapper à la porte de Travel Manitoba, Destination Winnipeg et d'autres promoteurs du tourisme, on nous a ri en pleine face, fait remarquer Diane Bruyère. *"French tourism?! What are you talking about? Provencher boulevard? There's nothing there!"*

« Et ils avaient quasiment raison, poursuit-elle. On avait des belles choses et, grâce à l'élaboration des visions communautaires, on en développait de nouvelles. Mais on les gardait pour nous. »

Pour s'ouvrir au Manitoba, le secret a été de mobiliser les francophones et de les inscrire dans une vaste infrastructure de promotion. « La promotion, c'est critique, lance Diane Bruyère. Si ton musée fournit des renseignements au public sur une feuille de papier polycopié, tu passes pour un amateur. On dira de toi que tu n'es pas sérieux et que tu ne joues pas dans la vraie *game*. »

Dès sa première année, le CDEM est allé chercher l'expertise d'entreprises de promotion bilingues pour l'aider à élaborer une campagne de promotion qui saurait rejoindre tous les Manitobains. « Nous avons invité des gens de chez nous, explique Diane Bruyère. Les Appeal, les Market Force, les Éditique et j'en passe. Ensemble, on a conçu et lancé la campagne *Joie de vivre*. Le choix du slogan était naturel; il appartenait au Festival du Voyageur, un de nos champions. Et puis tout le monde connaît l'expression. Elle a même été adoptée par la langue anglaise. Pour rejoindre tout le monde, c'était idéal. »

Depuis, les documents, dépliants et affiches des 16 municipalités bilingues affichent avec fierté la griffe *Joie de vivre*. La chargée de projets de l'entreprise de promotion Market Force, Martine Bordeleau, estime que cette campagne, et les autres démarches de promotion qui ont suivi, on fait toute la différence. « Grâce au CDEM, on est enfin sur la carte, lance-t-elle. On a pu positionner la francophonie comme étant une richesse touristique et culturelle pour le Manitoba. On nous apprécie comme une communauté organisée, capable et compétente. »

Chargée du développement des produits et du marché touristiques chez Travel Manitoba, Lilian Tankard abonde dans le même sens. « Le CDEM a tout changé, affirme-t-elle. Ils ont réussi à faire connaître les attraits des communautés francophones. Nous avons grandi ensemble et aujourd'hui, nous travaillons très bien ensemble. Diane Bruyère est membre de notre comité consultatif culturel. Le tourisme francophone est souligné dans tous nos documents et sur notre site Internet. Nous appuyons toujours la campagne *Joie de vivre*. Et bien sûr, nous travaillons avec ses représentants et ceux d'autres organismes pour élaborer de nouveaux outils de promotion touristique. »


Archives La Liberté

Diane Bruyère : « Au début, on nous a ri en pleine face. *"French tourism?! What are you talking about?* »

La communauté francophone a fait des gains importants face au gouvernement provincial. Lors de l'élaboration de sa nouvelle marque de commerce, *Spirited Energy*, la Province a tenu compte du bilinguisme et des attractions francophones, faisant du Manitoba un endroit *Vibrant d'énergie*.

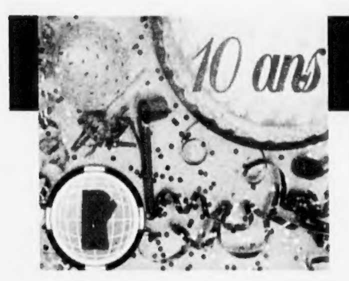
« Une des nôtres, Mariette Mulaire, a siégé au comité organisateur de cette campagne promotionnelle, souligne la coordonnatrice des projets spéciaux au CDEM, Simone Neveu. C'était une vraie victoire dont le symbolisme est indéniable. »

Les gains des francophones ne s'arrêtent cependant pas à la frontière manitobaine. Le CDEM a aussi un mandat d'attirer des gens et de les faire venir chez nous. « On se fait connaître et valoir en Saskatchewan et en Ontario, mentionne Diane Bruyère. Sans parler des États-Unis. Les Américains aiment vivre *"the French experience because it's sexy and fun"*. Le CDEM coordonne également ses efforts avec l'initiative du Corridor Touristique Francophone de l'Ouest, qui lui permet d'accéder au marché du Québec. »

De plus, le tourisme franco-manitobain a traversé l'Atlantique. Diane Bruyère s'est rendue à de nombreux salons touristiques. « Je parle au nom du Manitoba aux tours opérateurs, indique-t-elle, pour que nous soyons dans leurs catalogues de promotion. Mon message est le suivant : "Vous avez visité le Québec et vu les Rocheuses. Vous cherchez une nouvelle destination canadienne. Venez au Manitoba." Je parle d'ours polaires, bien sûr, mais je présente aussi les atouts de la francophonie manitobaine, auxquels ils peuvent goûter lors de leur séjour. »

C'est pourquoi le CDEM continue de travailler avec les communautés, pour continuer à créer, développer et promouvoir de nouvelles attractions. « Notre visibilité a monté en flèche, souligne Diane Bruyère. Il faut être prêt. Regardez le Centre de la Salamandre et des éoliennes de Saint-Léon. Il n'est même pas ouvert et il accueille des autobus de touristes! Après dix ans, on continue notre travail. C'est loin d'être fini. Dix ans, c'est jeune. »





ÉCONOMIE DU SAVOIR

L'informatique au service des entreprises

Le secteur de l'économie du savoir permet aux entreprises et organismes de déterminer leurs besoins en matière de technologie et d'informatique.

Jennyfer COLLIN

Un organisme communautaire veut utiliser un logiciel qui lui permettra de mieux gérer les différentes données et informations recueillies? Une entreprise veut mettre sur pied un site Internet afin de se brancher sur le monde et donc, d'avoir une vitrine pour rejoindre des clients potentiels?

Le secteur de l'économie du savoir du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) peut répondre aux besoins de ces organismes et entreprises. En effet, l'économie du savoir regroupe tout ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, communément appelées les TIC.

« Ce secteur comprend Internet et les services reliés à Internet, mais aussi les outils informatiques et de communication, comme les logiciels, qui aident les organismes et les PME à mieux gérer leurs informations et à devenir plus efficaces dans leurs opérations, explique le coordonnateur de l'économie du savoir, Dany Robidoux. Au bout du compte, ça permet aux gens d'épargner du temps et de l'argent, en plus de faciliter leurs tâches pour qu'ils se concentrent sur d'autres tâches plus importantes. »

Comme chaque organisation a ses besoins particuliers, Dany Robidoux évalue avec chacune les meilleurs outils qui leur sont appropriés. « Par exemple, pour ce qui est des logiciels de gestion de l'information, tels que les banques de données, leur particularité change d'une industrie à l'autre, précise-t-il. Chaque domaine a ses besoins propres.

« Il est important aussi de s'assurer le moyen de gérer l'information de façon confidentielle, surtout avec les nouveaux règlements, ajoute-t-il. Dans ce contexte, il peut devenir compliqué de gérer toutes les informations. » C'est pourquoi Dany Robidoux évalue avec chacun de ses clients leurs besoins, afin de déterminer par la suite quel genre de logiciel serait le plus approprié pour eux.

Apprendre à pêcher

En tant que coordonnateur, Dany Robidoux doit aussi fournir des conseils aux gens afin qu'ils puissent se servir adéquatement des outils qu'ils choisissent.

« Au départ, on a aidé les communautés à se brancher à Internet haute vitesse, raconte-t-il. Maintenant qu'elles ont ce service, qu'est-ce qu'elles font avec? Ce service est comme un lac, mais il faut encore apprendre à pêcher. Je dois donc aider les gens à comprendre comment se servir de l'accès à l'information, ou encore comment se servir d'Internet pour être plus rentable. »

Dany Robidoux assure aussi un lien entre les entrepreneurs qui veulent démarrer une entreprise en informatique et les organisations qui ont des besoins spécifiques en matière d'informatique. « Je veux éventuellement pouvoir proposer différentes compagnies qui offrent les mêmes services pour que les organismes aient le choix, dit-il.

« Je travaille donc à développer des partenariats stratégiques et à trouver des bailleurs de fonds, poursuit-il. Grâce à ces partenariats, on peut davantage aider les entreprises qui oeuvrent dans les technologies et travailler avec les fournisseurs de services de communication pour voir les opportunités avantageuses pour nos communautés. »

Dany Robidoux insiste d'ailleurs sur l'importance de favoriser le développement des organismes et entreprises francophones. « Il faut démontrer la valeur de travailler dans les communautés francophones, explique-t-il. Plus on va agrandir nos compagnies, plus il y aura d'offres et plus la qualité du service pourra être améliorée. C'est un cycle qui peut aider tout le monde. »

Un des projets de l'économie du savoir est le *e-index*, un outil qui aide à déterminer les lacunes en informatique dans les communautés, que ce soit au niveau des infrastructures à mettre en place ou des connaissances à acquérir.

« Souvent, on va se concentrer davantage sur la formation des individus pour qu'ils se servent adéquatement des technologies, souligne Dany Robidoux. Mais la question des coûts est aussi abordée, puisqu'ils peuvent limiter le potentiel des communautés.

« Si un projet coûte trop cher, il faut trouver des stratégies pour le rendre abordable, ajoute-t-il. Le *e-index* est un outil d'analyse qui permet de développer ces stratégies. Toute l'information nécessaire est amassée et analysée ensuite par des consultants externes au CDEM selon leurs méthodes d'analyse. » Par la suite, Dany Robidoux peut faire des recommandations à ses clients afin de les aider à améliorer leurs services informatiques et de communication.



Photo : Jennyfer Collin

Le coordonnateur de l'économie du savoir, Dany Robidoux, aide les entreprises et organismes à déterminer leurs besoins en matière de technologie et d'informatique.





SECTEUR JEUNESSE

Un tremplin pour l'avenir

Le programme d'incubation d'entreprises découle d'un manque de formation en français pour aider les jeunes entrepreneurs à se lancer en affaires.

▸ Nathalie FORGUES

Comment encourager le développement économique dans les communautés francophones si la relève n'a pas accès à une formation ou à des services de soutien en français? La question a été lancée en 1994 à la suite d'une étude intitulée *Réconcilier langue et économie : Étude sur le développement économique des municipalités bilingues du Manitoba* qui recommandait de porter une attention particulière au secteur jeunesse.

Une idée a germé en 2000 : celle d'établir un incubateur pour permettre une meilleure intégration des jeunes en affaires dans les communautés. À la suite d'entrevues auprès de jeunes décrocheurs pour évaluer la portée de l'idée, le programme d'incubation d'entreprises a été mis de l'avant.

« Dans le milieu des affaires, il y avait déjà des programmes des gouvernements fédéral et provincial offerts en anglais, explique le premier gérant du Réseau d'incubateur d'entreprises et de mentorat du CDEM, Jean-Paul Gobeil. On a donc recommandé d'intégrer plus de matériel sur l'entrepreneurship au curriculum scolaire, puisque les écoles n'avaient pas les outils nécessaires pour encadrer les jeunes entrepreneurs. »

Au départ, le projet d'incubateur permettait aux jeunes entrepreneurs de 18 à 35 ans de se regrouper dans les locaux du CDEM, mis à la disposition des participants, recrutés et formés par Daniel LaBossière.

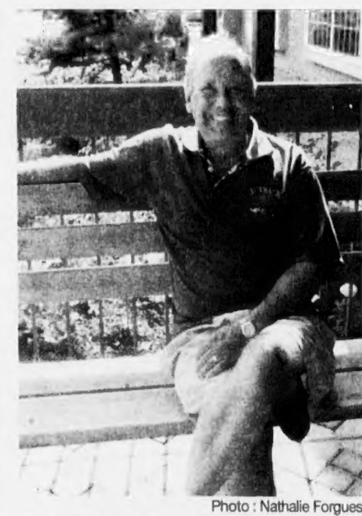
Jean-Paul Gobeil devait, pour sa part, trouver le financement nécessaire pour assurer la continuité du projet. Une initiative qui s'est échelonnée sur trois ans avant d'être mise de côté.

« À la suite d'une vérification, Développement des ressources humaines du Canada (DRHC) a conclu qu'on débordait de notre mandat, indique Jean-Paul Gobeil. Le projet misait trop sur l'économie et pas suffisamment sur l'aspect social. DRHC a commencé à réduire et finalement à éliminer les ressources pour le projet d'incubateur.

« Sans ressources, on ne peut pas retenir le personnel, les agents et les formateurs ni se procurer le matériel, ajoute-t-il. L'incubateur, comme on l'avait conçu, s'est éteint. »

Une vingtaine de jeunes entrepreneurs ont tout de même vécu le programme d'incubation d'entreprises même si seulement dix ont complété la formation de deux ans. Les participants devaient investir une trentaine d'heures par semaine dans leur entreprise. « Il y avait beaucoup d'intérêt, mais se lancer concrètement était autre chose, constate Jean-Paul Gobeil. Il y avait peu d'entrepreneurs chez les jeunes. »

Aujourd'hui, ces quelques jeunes entrepreneurs ont reçu une formation et un encadrement, en plus d'avoir eu recours à des ressources financières et humaines. « Après deux à trois ans, l'entreprise devrait être assez forte pour voler d'elle-même et avoir pignon sur rue si nécessaire, indique le directeur du développement économique communautaire, Louis Tétrault. Il faut encourager les jeunes à sortir de l'incubateur.


Photo : Nathalie Forgues
Selon Jean-Paul Gobeil, un jeune entrepreneur doit avoir confiance en son entreprise pour réussir.


Archives La Liberté
Ouverture officielle de l'incubateur en octobre 2000 : Daniel LaBossière et le ministre Ronald Duhamel en grande conversation.

« Il faut comprendre que c'était un projet pilote, ajoute-t-il. Je crois qu'on avait vu grand, mais je qualifierais quand même le projet de succès, puisqu'une dizaine d'entreprises lancées à l'époque sont encore autour aujourd'hui. »

Exemples de réussite

Michel Tétrault est copropriétaire et gérant du Golf La Vérendrye depuis maintenant six ans. Ce jeune entrepreneur est l'un des premiers participants à l'incubation d'entreprises du CDEM. Déjà bien ancré dans le milieu, il a tout de même eu recours aux services du CDEM pour la réalisation de son plan d'affaires et pour accéder à du financement.

« J'étais jumelé à un mentor qui m'a donné quelques conseils sur les défis qui pouvaient m'attendre comme jeune entrepreneur, explique-t-il. Mais puisque Jacques Lavack est aussi propriétaire du Parcours de golf de Lorette, il y avait un niveau de compétition entre nous deux qui ne me permettait pas de pleinement avoir recours à ses services. À part les petits conseils, *I was on my own*, comme on dit. »

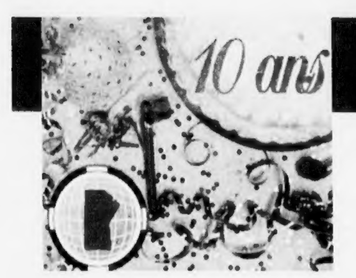
L'incubateur offrait de la formation en affaires et présentait les techniques de commercialisation. « Le projet ne misait pas vraiment sur la pratique, ajoute Michel Tétrault. Durant les deux premières années, je manquais un peu d'expérience et je n'avais pas encore assez confiance en moi. » Michel Tétrault ne regrette cependant pas d'avoir cogné à la porte du CDEM et encore aujourd'hui, le CDEM lui procure un bon réseau de personnes-ressources. « Le CDEM est *just a phone call away*, reconnaît-il. Il est toujours là si j'ai besoin d'équipement ou si je dois aller chercher du financement. Il y a toujours quelqu'un pour trouver une réponse à tes questions. » L'entreprise qui conçoit des logiciels, IDFusion, a aussi passé par l'incubateur, il y a quatre ans. « Ça nous a permis d'identifier et d'avoir accès à une variété de programmes de financement, comme la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, explique un des fondateurs, Daniel Piché. Pour une période de deux ans, on a touché à différents aspects de l'entrepreneuriat. »

Même si les affaires sont bonnes pour Christian Dandeneau, Daniel et Robert Piché, le CDEM demeure un organisme sur lequel ils peuvent compter.

Différent, mais toujours présent

L'incubateur d'entreprises initial n'est plus, mais le CDEM continue d'offrir des conseils et du mentorat aux jeunes. Le programme consiste à encadrer un jeune entrepreneur pour une période maximale de deux ans en lui offrant une formation et des conseils en affaires.

« Ce qui est difficile pour un entrepreneur, c'est de démarrer son entreprise, reconnaît le coordonnateur jeunesse, Stéphane Gagnon. Une fois qu'il a passé les trois à cinq premières années, c'est là que ça devient intéressant. C'est là que le CDEM concentre son énergie. L'incubateur est là pour au moins les deux premières années. »




SECTEUR JEUNESSE

Place à la jeunesse

Encourager l'entrepreneurship chez les jeunes, c'est assurer le développement des communautés. Le CDEM a rapidement compris ce principe.

▸ Nathalie FORGUES

Depuis dix ans, le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) contribue à l'épanouissement et à la prospérité des communautés, mais la perpétuation dépend grandement de la relève.

Encourager l'entrepreneurship chez la jeunesse est la raison d'être du secteur jeunesse depuis sa création, il y a sept ans. Ce secteur d'activités découle d'un projet de recherche : *Vision globale, option jeunesse*.

Ce secteur d'activités offre un tremplin aux jeunes entrepreneurs désireux de se lancer en affaires, mais il cherche également à préparer la relève et lui offrir les outils nécessaires pour démarrer une entreprise.

« Le CDEM essaie de sensibiliser les jeunes dès l'âge de 12 ans et de les accompagner tout au long du processus en tentant de les rendre autonomes avant qu'ils ne démarrent leur entreprise », explique le coordonnateur jeunesse, Stéphane Gagnon.

Plusieurs autres initiatives ont été mises de l'avant pour accompagner et sensibiliser les futurs gens d'affaires.

Un **camp de jeunes entrepreneurs** permet d'initier les jeunes de 14 à 18 ans aux rudiments de l'entrepreneuriat. Le camp est organisé par l'organisme de développement économique de la Saskatchewan pour l'ensemble des jeunes de l'Ouest. Les jeunes doivent rédiger un plan d'affaires, obtenir le financement pour démarrer leur entreprise, créer un produit et le vendre à un marché local.

Si l'entrepreneurship les intéresse, les jeunes peuvent aussi démarrer leur propre entreprise dans le cadre du programme **Été en affaires**. Ce projet permet aux 15 à 35 ans d'obtenir un appui technique et financier pour le démarrage et la gestion d'une entreprise estivale.

Le CDEM offre aussi son appui et ses ressources au programme **d'Aide au travail indépendant** (ATI) géré par Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse Manitoba. Ce programme permet à une personne bénéficiaire de l'assurance emploi et qui désire se créer un emploi d'obtenir des prestations gouvernementales durant les premiers mois d'opération de son entreprise.

Le CDEM aide également les jeunes entrepreneurs à accéder aux programmes de financement offerts par les gouvernements. « Lorsque les entreprises répondent aux critères, le CDEM les aide à accéder à ces sources de financement, explique le directeur du développement économique, Louis Tétrault. Il existe de nombreux programmes de prêts.

« Nos conseillers en affaires vont appuyer la jeune personne dans le développement de son plan d'affaires et la conseiller dans le but d'accéder au meilleur financement possible, ajoute-t-il. On le fait pour les clients de tous âges, mais certains programmes sont spécifiques aux jeunes. »

Les initiatives ne manquent pas pour encourager la relève. Le CDEM encourage également les stages en milieu de travail. Il tente aussi de fonder un club entrepreneur étudiant.

Les jeunes francophones peuvent aussi vivre un **échange international** qui les amène à vivre dans une autre région francophone et peut-être même s'y installer lorsque leurs études sont complétées. L'expérience a été tentée dans le domaine de l'hôtellerie, comme en témoigne le partenariat avec le Lycée des métiers de l'hôtellerie et du tourisme Alexandre-Dumas, en Alsace. L'été dernier, huit étudiants alsaciens ont participé à cet échange.



Photo : Nathalie Forgues

Stéphane Gagnon : « Toute la raison d'être du secteur jeunesse est de créer une culture entrepreneuriale. »

Exode rural

L'exode rural est la pierre angulaire du secteur jeunesse. Attirés par les grandes villes et les avantages qui en découlent, les jeunes quittent leur patelin pour se lancer à l'aventure. Le CDEM cherche à offrir des programmes qui encouragent les jeunes à revenir s'établir dans les milieux ruraux et ainsi freiner la dépopulation rurale.

« On s'est rendu compte que dans le milieu rural, on pouvait perdre de la clientèle, constate Stéphane Gagnon. Plusieurs personnes décident de ne pas retourner vivre dans leur milieu rural. Ça semble plus attrayant d'aller vivre en ville. »

Le CDEM a donc mis sur pied un projet qui vise à encourager les jeunes à retourner vivre dans les milieux ruraux après leurs études. **Place aux jeunes** est un projet pilote qui s'échelonne sur trois ans. Le but est de sensibiliser les jeunes qui complètent leurs études et leur montrer qu'il y a des opportunités d'emploi dans les communautés rurales afin qu'ils puissent participer à la vie socio-économique de leur village et éventuellement y fonder leur entreprise.



Photo : Nathalie Forgues

Été 2001 : la première aventure de Été en affaires. Laurent Piché fait partie des premiers jeunes à lancer leur entreprise.



Photo : Nathalie Forgues

Été 2006 : autre nouveauté, une coopérative jeunesse.

Réussite en vue

Le secteur jeunesse ne cesse de s'adapter et de proposer de nouveaux projets pour répondre aux besoins des futurs entrepreneurs. Les résultats deviennent également plus concrets alors que les entrepreneurs de la première couvée commencent à avoir pignon sur rue.

« On commence à voir arriver des jeunes entrepreneurs qui ont passé dans un processus de sensibilisation, constate Stéphane Gagnon. Depuis un an ou deux, on voit nos premiers jeunes qui démarrent. C'est pour ça qu'il faut continuer les activités. C'est en commençant par la jeunesse que ça va donner quelque chose à moyen et à long terme. Toute la raison d'être du secteur jeunesse est de créer une culture entrepreneuriale. »


10 ans


Célébrons les 10 ans du CDEM